

NOTE CONCEPTUELLE

Plateforme DecarbOne RDC

L'éducation climatique, levier de rupture pour la
décarbonation de la République Démocratique du
Congo

PLAN STRATÉGIQUE 2026 – 2029

Table des matières

1. Introduction Générale et Problématique	1
1.1 Contexte global des changements climatiques et impératif de décarbonation	1
1.2 La problématique spécifique de la RDC	4
1.3 Questions de recherche et structure du document	6
2. La RDC, Pays Stratégique de la Transition Verte Mondiale : L'Argumentaire Sol et Sous-Sol	8
2.1 Le coffre-fort minéral mondial	8
2.2 La forêt du Bassin du Congo : poumon vert de la planète	11
2.3 Le potentiel hydroélectrique extraordinaire	13
2.4 Synthèse : la RDC comme variable de contrôle de la transition verte mondiale	15
3. Diagnostic : Le Gap de Formation et de Sensibilisation comme Handicap Systémique	19
3.1 L'absence de capital humain climatique	19
3.2 Le déficit d'éducation au climat	21
3.3 L'ignorance climatique des décideurs	23
3.4 Le besoin de formation comme pré-requis à toute action	25
4. Decarbhone RDC : Vision, Mission et Objectifs Stratégiques	28
4.1 Fondements et raison d'être	28
4.2 Vision et mission	29
4.3 Objectifs stratégiques 2026-2029	31
5. Volet 1 : Climate to School — Former les Jeunes, Bâtir l'Avenir	37
Introduction	37
5.1 Cibles et publics	37
5.2 Programmes existants et résultats	38
5.3 Programme structuré Climate to School 2026-2029	41
5.4 Déploiement territorial et partenariats	44
6. Volet 2 : Leadership en Climat — Former les Décideurs pour Transformer	47
6.1 Cibles et publics	47
6.2 Programmes existants et résultats	49
6.3 Programme structuré Leadership en Climat 2026-2029	51
6.4 Accompagnement et suivi	54
7. Plan Opérationnel 2026-2029	56
7.1 Architecture globale et calendrier	56
7.2 Phase 1 : Fondation (2026)	61
7.3 Phase 2 : Consolidation et Expansion (2027)	63
7.4 Phase 3 : Institutionnalisation et Scaling (2028-2029)	64
7.5 Indicateurs de performance et M&E	66
8. Gouvernance, Partenariats et Modèle Économique	70
8.1 Structure de gouvernance	70

8.2 Partenariats stratégiques	71
8.3 Modèle économique et budget indicatif.....	74
9. Conclusion et Recommandations Stratégiques.....	77
9.1 Synthèse de l'argumentaire	77
9.2 Recommandations prioritaires	80
9.3 Appel à l'action.....	82

1. Introduction Générale et Problématique

1.1 Contexte global des changements climatiques et impératif de décarbonation

1.1.1 L'Accord de Paris et la trajectoire de +1,5°C : l'urgence de l'action climatique mondiale et le rôle des pays en développement

L'Accord de Paris, adopté en décembre 2015 par 196 Parties, constitue le cadre juridique universel de l'action climatique. Son Article 2 fixe l'objectif de contenir l'élévation de la température moyenne mondiale nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, tout en poursuivant des efforts pour limiter cette hausse à 1,5°C¹. Les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) démontrent que chaque fraction de degré supplémentaire accentue de manière non linéaire les risques d'impacts irréversibles. Le principe de responsabilités communes mais différenciées (CBDR-RC, de l'anglais *Common But Differentiated Responsibilities and Respective Capabilities*), inscrit dans l'Article 2, reconnaît que les pays en développement disposent de marges de manœuvre différenciées selon leurs circonstances nationales².

Cependant, le Bilan mondial (*Global Stocktake*) de 2023 est sans appel

la communauté internationale est sur une trajectoire de réchauffement estimée à 2,5–2,9°C d'ici 2100 si les contributions déterminées au niveau national (CDN) actuelles sont pleinement mises en œuvre³. Les pays les moins avancés (PMA), qui ont contribué de manière marginale aux émissions historiques, sont paradoxalement les plus exposés aux conséquences de ce dépassement. Pour ces pays, la transition vers des trajectoires basses en carbone ne peut se concevoir sans un appui financier, technologique et en renforcement des capacités substantiel et prévisible, tel que mandaté par l'Article 9 de l'Accord 1.

1.1.2 La COP29 de Baku et les nouveaux mécanismes de financement : Article 6 opérationnel, NCQG, pertes et préjudices

La vingt-neuvième Conférence des Parties (COP29), tenue à Bakou en novembre 2024, a été qualifiée de « COP du financement » en raison de l'enjeu central représenté par la définition du Nouvel Objectif Collectif Quantifié (NCQG) sur le financement climatique, devant succéder à l'objectif de 100 milliards USD par an établi à la COP15 de Copenhague⁴. Après des négociations prolongées, les Parties sont parvenues à un accord fixant un objectif de « au moins 300 milliards USD » par an d'ici 2035 en provenance des pays développés, avec un

¹ UNFCCC. <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement>

² Legal Response International. <https://legalresponse.org/resource/legal-obligations-of-developing-country-parties-under-the-paris-agreement/>

³ LDC Climate Change. https://www ldc-climate.org/media_briefings/the-least-developed-countries-group-and-the-un-climate-change-negotiations/

⁴ parliament.uk. <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-10151/CBP-10151.pdf>

objectif global de mise à l'échelle de 1,3 billion USD par an issus de l'ensemble des sources publiques et privées ^{5 6}. Ce résultat a été perçu comme une déception par de nombreux pays en développement et organisations de la société civile, le quantum convenu demeurant nettement inférieur aux besoins réels, estimés entre 455 et 984 milliards USD par an jusqu'en 2030 ⁶. La structure du financement majoritairement composée de prêts et d'investissements privés plutôt que de subventions a alimenté les critiques d'une « colonisation financière » perpétuant les inégalités climatiques ⁵.

Parallèlement, la COP29 a constitué un tournant opérationnel pour les marchés carbone internationaux, avec l'opérationnalisation complète de l'Article 6 de l'Accord de Paris ⁷. Les règles régissant les échanges bilatéraux de crédits carbone (Article 6.2, *Internationally Transferred Mitigation Outcomes* ou ITMO) et le mécanisme centralisé (Article 6.4) ont été finalisées, la présidence de la COP29 estimant que ces mécanismes pourraient réduire le coût de mise en œuvre des CDN de 250 milliards USD par an ⁷. Toutefois, l'absence de méthodologies approuvées sous l'Article 6.4 et les incertitudes sur les ajustements correspondants reportent à 2028 des questions critiques pour l'intégrité environnementale de ces marchés ⁸. Le Fonds de réponse aux pertes et préjudices (*Loss and Damage Fund*), opérationnalisé lors de la COP28 de Dubaï, a vu ses arrangements financiers finalisés à Bakou, permettant le déblocage effectif des premiers fonds en 2025 ⁶. La feuille de route « Bakou to Belém » (*Baku to Belém Roadmap to 1.3T*), lancée conjointement par les présidences des COP29 et COP30, détaillera la trajectoire de mise à l'échelle du financement climatique d'ici la COP30 de Belém ⁶. Ces avancées, bien que partielles, redéfinissent le cadre dans lequel les pays en développement peuvent planifier leur action climatique.

1.1.3 L'Afrique subsaharienne au cœur de l'enjeu : vulnérabilité disproportionnée malgré une responsabilité historique minime en émissions

L'Afrique subsaharienne incarne de manière éclatante la dimension injustice du changement climatique mondial. Avec environ 17% de la population mondiale, le continent ne contribue que marginalement aux émissions globales de dioxyde de carbone. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour 2023, l'Afrique dans son ensemble représente environ 4% des émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie, alors que l'Asie en concentre désormais la moitié, et la seule Chine 35% ⁹. Le Tableau 1 synthétise cette répartition géographique, mettant en lumière l'écart abyssal entre responsabilité émissive et exposition aux impacts.

⁵ IISD Earth Negotiations Bulletin. <https://enb.iisd.org/baku-un-climate-change-conference-cop29-summary>

⁶ Center for Climate and Energy Solutions. <https://www.c2es.org/wp-content/uploads/2025/01/Key-Negotiations-Related-Outcomes-of-the-UN-Climate-Change-Conference-in-Baku.pdf>

⁷ cop29.az. <https://cop29.az/en/media-hub/news/cop29-achieves-full-operationalisation-of-article-6-of-paris-agreement-unlocks-international-carbon-markets>

⁸ nature.org. <https://www.nature.org/content/dam/tnc/nature/en/documents/COP29-Article-6-Key-Outcomes.pdf>

⁹ windows.net. <https://iea.blob.core.windows.net/assets/33e2badc-b839-4c18-84ce-f6387b3c008f/CO2Emissionsin2023.pdf>

Région	Part des émissions mondiales de CO ₂ (2023, %)	Émissions per capita (tCO ₂ /hab.)	Tendance 2022-2023
Asie-Pacifique	53% ⁹	4,6	+5,5% (entreprises) ¹⁰
— dont Chine	35% ⁹	8,2	Augmentation
— dont Inde	8% ⁹	2,0	Hausse charbon
Amérique du Nord	15% ⁹	10,3	+3,4% (entreprises) ¹⁰
Europe	10% ⁹	7,1	-4,0% (entreprises) ¹⁰
Moyen-Orient	8% ⁹	~7,0	+0,9% (entreprises) ¹⁰
Amérique latine	6% ⁹	~2,5	+3,1% (entreprises) ¹⁰
Afrique	4% ⁹	1,0	+0,1% (entreprises) ¹⁰
Océanie	2% ⁹	10,0	+11,3% (entreprises) ¹⁰
Bunkers internationaux	2% ⁹	—	—

Ce tableau révèle une réalité géopolitique fondamentale : l'Afrique, malgré sa contribution négligeable au réchauffement anthropique, concentre une fraction disproportionnée de la vulnérabilité globale. L'indice INFORM 2025 classe les pays du bassin du Congo parmi les plus exposés aux catastrophes naturelles au monde (score d'exposition de 8,3/10, capacité d'adaptation de 8,1/10) ¹¹. Le réchauffement projeté de 3 à 5°C d'ici 2100 dans la région, sous les scénarios d'émissions élevés du GIEC, menace de déstabiliser l'ensemble des systèmes agricoles, sanitaires et écologiques du continent ¹² ¹³. L'analyse par satellite confirme ce déséquilibre : les villes africaines présentent une intensité carbone par unité de PIB cinq fois supérieure à celle des villes nord-américaines (0,5 contre 0,1 kg CO₂/USD), traduisant une structure économique peu productrice de richesse et relativement carbonée du fait de la

¹⁰ [influencemap.org. https://influencemap.org/briefing/The-Carbon-Majors-Database-2023-Update-31397](https://influencemap.org/briefing/The-Carbon-Majors-Database-2023-Update-31397)

¹¹ Financial Protection Forum.

https://www.financialprotectionforum.org/sites/default/files/DRC_Diagnostic_FR_20260129_High%20Res.pdf

¹² UNFCCC. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/DRC-NAP_EN.pdf

¹³ CMS. https://www.cms.int/sites/default/files/publication/fact_sheet_congo_basin_climate_change.pdf

prédominance de la biomasse ¹⁴. Cette asymétrie faibles émissions mais vulnérabilité maximale constitue le socle argumentaire des négociations climatiques africaines.

1.2 La problématique spécifique de la RDC

1.2.1 Le paradoxe congolais : pays le plus riche en ressources naturelles, peuple parmi les plus pauvres — un schéma d'extraction sans redistribution

La République démocratique du Congo (RDC) constitue un cas d'école de « paradoxe de l'abondance » (*resource curse*). Le pays abrite la deuxième forêt tropicale mondiale, 50% des réserves d'eau de surface africaines et un potentiel hydroélectrique estimé à plus de 100 000 MW ^{12 11}. Pour la transition énergétique, la RDC détient 74,2% des réserves mondiales de cobalt [^H3^]. Pourtant, ce patrimoine coexiste avec l'une des situations de pauvreté les plus sévères au monde : 62,3% de la population vit sous le seuil de pauvreté international (1,90 USD/jour), et 85,3% sous le seuil de 3 USD/jour [^H3^]¹¹.

Ce paradoxe structurel relève d'un schéma systémique d'extraction sans redistribution, hérité de la période coloniale et perpétué par des formes de gouvernance déficientes. La RDC ne capte qu'environ 3% de la valeur générée dans la chaîne batteries-véhicules électriques, l'essentiel étant réalisé en amont (raffinage en Chine) et en aval (assemblage) [^H3^]. Ce phénomène de capture externe s'applique également au secteur forestier, où les financements REDD+ transitent par des mécanismes internationaux dont les retombées communautaires demeurent limitées [^H3^]. Le projet Grand Inga dont le potentiel de 100 000+ MW reste bloqué par des décennies de gouvernance défaillante illustre ce « syndrome congolais » : un potentiel extraordinaire confronté à une incapacité chronique à le transformer en bénéfices pour la population [^H8^].

1.2.2 L'urgence climatique en RDC : 5e pays le plus vulnérable (ND-GAIN 2024), pertes PIB potentielles de 4,7–12,9% d'ici 2050, 16 millions de personnes supplémentaires en pauvreté

La vulnérabilité climatique de la RDC est une réalité tangible. L'indice ND-GAIN 2024 classe la RDC au 184e rang sur 187 pays, avec un score de vulnérabilité de 0,571 et un score de préparation de 0,278 parmi les plus faibles au monde ¹¹. Le Fonds monétaire international (FMI) confirme ce constat en classant la RDC parmi les dix pays les moins préparés aux chocs climatiques ¹⁵. Cette exposition se traduit par des coûts potentiels catastrophiques : le rapport CCDR (*Country Climate and Development Report*) de la Banque mondiale estime que, sans

¹⁴ AGU Publications. <https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1029/2025AV001747>

¹⁵ gouv.cd. <https://risquepays.gouv.cd/statistics/wp-content/uploads/2022/09/FMI-RDC-Questions-G%E2%80%99An%E2%80%99Arales-Juillet-2022.pdf>

action d'adaptation, le changement climatique pourrait réduire le PIB congolais de 4,7% à 12,9% d'ici 2050, selon les scénarios SSP (*Shared Socioeconomic Pathways*)¹⁶.

La décomposition des canaux de dommages révèle que le stress thermique sur les travailleurs agricoles représente à lui seul 8,0% de perte de PIB potentielle sous le scénario BAU-SSP3¹⁶. Les rendements sur lesquels reposent 60 à 70% de l'emploi national sont projetés en baisse : manioc (-4 à -9%), café (-5 à -11%), patates douces (-3 à -13%) d'ici 2050¹⁶. La dimension sociale est tout aussi alarmante : environ 16 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté d'ici 2050 sous un scénario de statu quo¹⁶. En 2024, le pays a connu ses pires inondations en 60 ans, affectant 18 provinces sur 26, avec plus de 2 millions de personnes en besoin d'assistance et des destructions massives d'infrastructures (100 000 ménages, 1 325 écoles et 267 centres de santé endommagés)¹⁷. Sur 25 ans, 312 catastrophes ont affecté 8,2 millions de personnes, soit 300 000 par an en moyenne¹¹.

Face à cette urgence, le déficit de financement est abyssal. Les besoins de la RDC pour la mise en œuvre de sa contribution déterminée nationale (CDN) révisée 2021-2030 sont estimés à 48,68 milliards USD, soit environ 4,8 milliards par an¹⁸. Or, le Fonds national pour la REDD+ (FONAREDD) n'a mobilisé que 750 millions USD en douze ans d'existence, représentant à peine 1,5% des besoins identifiés¹⁸. Cet écart structurel entre besoins et moyens disponibles constitue le premier verrou empêchant toute action climatique à l'échelle requise.

1.2.3 Le constat fondamental : avant toute planification efficace, il faut former et sensibiliser — l'absence de capital humain climatique comme handicap systémique

Au-delà du déficit financier et des insuffisances institutionnelles, la RDC fait face à un handicap plus fondamental encore : l'absence quasi totale de capital humain climatique. Malgré l'existence d'un cadre juridique relativement complet la loi n° 14/004 de 2014 relative à l'éducation nationale intégrant le développement durable, l'arrêté de 2020 portant insertion de l'éducation au développement durable (EDD) dans les programmes scolaires la RDC n'a à ce jour aucune ligne budgétaire dédiée à l'éducation climatique [^H8^]. Aucun programme national de formation des enseignants aux enjeux climatiques n'existe, aucun manuel scolaire spécifique n'a été distribué, et les heures de cours consacrées au climat restent marginales dans un système éducatif déjà confronté à des défis structurels majeurs (faible taux de scolarisation, manque d'infrastructures, sous-rémunération des enseignants).

Cette absence de capital humain s'étend aux acteurs institutionnels. Le renouvellement parlementaire de décembre 2023, estimé à environ 70% des sièges, a vu l'arrivée de députés

¹⁶ The World Bank.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099111423081522920/pdf/P1782660419c4d052094a20df43ef43fe22.pdf>

¹⁷ bankable.africa. <https://bankable.africa/en/mining/0901-672-global-demand-for-batteries-could-grow-sevenfold-by-2035-international-energy-agency>

¹⁸ Center on International Cooperation. <https://cic.nyu.edu/wp-content/uploads/2024/10/Attentes-et-desillusion-de-financements-climatiques-en-Republique-democratique-du-Congo-2024.pdf>

nouveaux sans formation aux enjeux climatiques [^M4^]. Or, sans compréhension partagée des enjeux par les décideurs, aucune législation d'ambition ne peut émerger. Les structures climatiques (Comité technique national climat, Coordination nationale REDD+, Unité finance climat) fonctionnent sans budgets propres et avec des équipes sous-dimensionnées^{19 20}. La fragmentation institutionnelle abondance de plans sectoriels (PNSD, PNA, SPANB, PSPA-CC, CDN) sans coordination opérationnelle est le symptôme d'un défaut plus profond : l'absence d'une culture climatique partagée [^H7^].

La jeunesse congolaise (70% de la population de moins de 30 ans) constitue un levier stratégique. Actuellement sous-investie les financements internationaux consacrent moins de 2% à l'action pour l'éducation climatique (ACE, *Action for Climate Empowerment*) cette masse démographique pourrait devenir un « dividende climatique » si une stratégie éducative ciblée était déployée [^H11^]. L'éducation climatique est un méta-investissement transversal : un agriculteur formé aux techniques climato-intelligentes réduit les émissions et renforce sa résilience ; un parlementaire sensibilisé aux marchés carbone peut garantir l'équité des financements REDD+ pour les communautés [^H14^] ; un jeune diplômé en installation solaire contribue à la transition énergétique et à la création d'emplois locaux [^H13^].

1.3 Questions de recherche et structure du document

1.3.1 Question centrale : comment une plateforme de formation climatique peut-elle devenir le levier de rupture pour la décarbonation de la RDC ?

La question centrale de cette note conceptuelle s'énonce comme suit : *comment une plateforme dédiée à l'éducation climatique, structurée autour de deux volets complémentaires (sensibilisation des jeunes via Climate to School et formation des leaders politiques), peut-elle constituer le levier de rupture capable d'initier une trajectoire effective de décarbonation pour la RDC ?* Cette question interroge le rôle de l'éducation climatique non pas comme un simple adjuvant, mais comme une condition préalable à toute planification crédible. Elle pose également la question de la scalabilité de la capacité à passer d'interventions pilotes à un changement systémique dans un contexte où les ressources sont contraintes et la gouvernance fragile.

¹⁹ dev4u.it.

http://acpclima.dev4u.it/document/acp_policies/CD/Politique,%20Strategie%20et%20Plan%20d%27Action%20Climat%20RDC%202016-2020.pdf

²⁰ dev4u.it.

http://acpclima.dev4u.it/document/acp_policies/CD/Vers%20la%20mise%20en%20oeuvre%20de%20la%20CDN%20en%20RDC.pdf

1.3.2 Hypothèse directrice : l'éducation climatique est le méta-levier transversal capable de briser le cycle extraction-gouvernance déficiente-inaction

L'hypothèse directrice postule que l'éducation climatique constitue le seul méta-levier transversal capable de briser le cycle qui paralyse la RDC : jeunes non formés, absence de pression citoyenne, leaders non informés, gouvernance déficiente, extraction sans redistribution, pauvreté persistante [^H4^]. Ce cycle vicieux repose sur une boucle de rétroaction négative où chaque élément renforce les autres. L'éducation climatique, en agissant sur la demande (citoyens informés capables de pression démocratique) et l'offre (leaders formés capables de politiques d'ambition), permet de renverser cette dynamique.

Cette hypothèse repose sur trois mécanismes interconnectés. Premièrement, la formation des jeunes crée une base citoyenne informée qui constitue le réservoir à partir duquel émergeront les futurs décideurs. Deuxièmement, la formation des leaders actuels critique dans la fenêtre temporelle ouverte par le renouvellement parlementaire de 2023 permet d'élever l'ambition des politiques publiques. Troisièmement, l'articulation entre ces deux volets génère une dynamique vertueuse : les jeunes formés exigent des politiques climatiques, et les leaders formés disposent des capacités pour y répondre, transformant progressivement la gouvernance nationale [^H17^].

1.3.3 Structure de la note conceptuelle : argumentaire stratégique, diagnostic, présentation de DecarbOne RDC, deux volets opérationnels, plan 2026-2029

La présente note conceptuelle s'articule en neuf chapitres selon une logique argumentative progressive. Le Chapitre 2 positionne la RDC comme pays stratégique de la transition verte mondiale en analysant ses trois atouts naturels forêt, minerais critiques, hydroélectricité et les enjeux géopolitiques qui les accompagnent. Le Chapitre 3 établit le diagnostic de la vulnérabilité climatique congolaise, quantifiant les impacts projetés sur l'agriculture, la santé et les infrastructures. Le Chapitre 4 analyse le cadre institutionnel et juridique, documentant la fragmentation des structures de gouvernance et l'écart entre plans stratégiques et mise en œuvre effective. Le Chapitre 5 présente la plateforme DecarbOne RDC, sa théorie du changement et ses programmes phares : Climate to School, formation des leaders politiques, et jeu éducatif PLAN. Les Chapitres 6 et 7 développent les deux volets opérationnels sensibilisation des jeunes et formation des leaders en précisant objectifs, méthodologies et indicateurs de performance. Le Chapitre 8 présente le plan de déploiement 2026-2029, avec ses jalons, besoins en ressources et stratégie de financement. Enfin, le Chapitre 9 formule des recommandations stratégiques à l'intention des décideurs politiques congolais, des partenaires internationaux et du secteur privé.

2. La RDC, Pays Stratégique de la Transition Verte Mondiale : L'Argumentaire Sol et Sous-Sol

La République démocratique du Congo constitue une anomalie géologique et écologique sans équivalent sur la planète. Nulle part ailleurs la concentration de ressources stratégiques pour la transition énergétique mondiale n'atteint un niveau comparable : plus des trois quarts du cobalt miné mondial, la deuxième forêt tropicale de la planète, le deuxième potentiel hydroélectrique identifié, et des stocks de carbone forestier équivalents à plusieurs années d'émissions fossiles mondiales. Cette superposition de ressources fait de la RDC un pays-solution incontournable de la décarbonation planétaire mais aussi un pays dont la trajectoire de développement conditionnera, de manière décisive, la faisabilité mathématique des objectifs climatiques mondiaux. Ce chapitre établit l'inventaire factuel de ces ressources, en documente la géopolitique contemporaine, et pose l'argumentaire structurant : sans une RDC stable et engagée dans la décarbonation, la transition énergétique mondiale est mathématiquement compromise.

2.1 Le coffre-fort minéral mondial

2.1.1 Le cobalt : une domination stratégique incontestée

La position de la RDC dans l'économie mondiale du cobalt relève de la suprématie absolue. Selon les dernières données du *United States Geological Survey* (USGS), le pays a produit 230 000 tonnes de cobalt en 2025, soit 74,2 % de la production minière mondiale qui s'élève à 310 000 tonnes ²¹ ²². L'*Herfindahl-Hirschman Index* (HHI) calculé pour le cobalt atteint 9 200 en Afrique, "bien au-dessus du seuil de 2 500 qui indique typiquement un marché hautement concentré" ²³. L'écart de près de cinq fois entre le premier producteur (RDC, 74,2 %) et le second (Indonésie, 14,2 %) constitue une singularité industrielle sans précédent pour un minerai critique ²¹. Cette domination repose sur le Copperbelt d'Afrique centrale, qui concentre les gisements de cuivre-cobalt stratiformes du groupe des Roan, les plus riches et les plus accessibles de la planète. Les réserves prouvées de la RDC sont estimées à environ 6 millions de tonnes, soit environ 50 % des réserves mondiales totales de 12 millions de tonnes ²² ²⁴. L'*International Energy Agency* (IEA) projette que la demande mondiale de batteries devrait être multipliée par 4,5 d'ici 2030 en scénario de politiques actuelles, et par 12 en scénario *Net Zero*

²¹ statranker.org. <https://statranker.org/economy/cobalt-production-in-the-world-2025/>

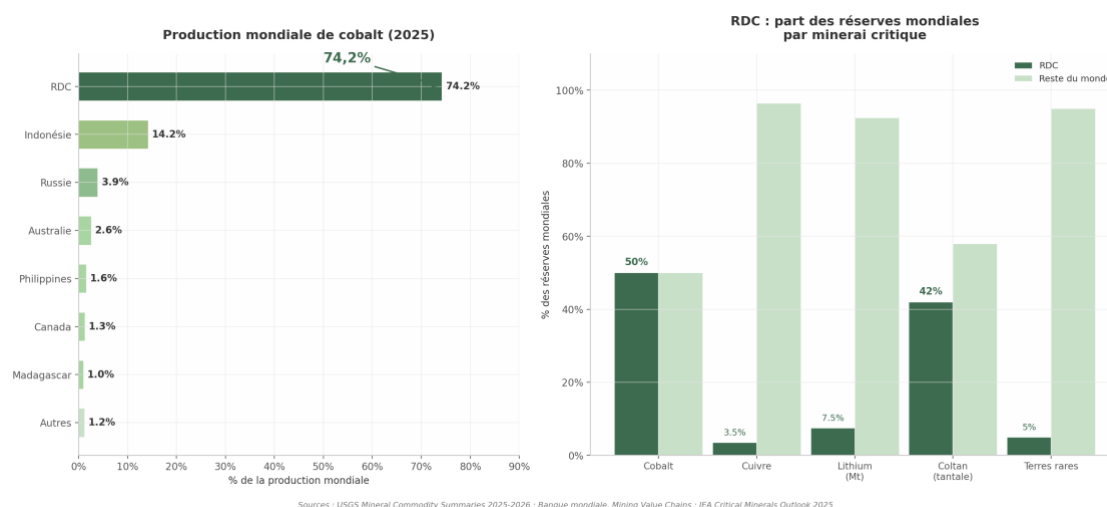
²² USGS Publications Warehouse. <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2026/mcs2026-cobalt.pdf>

²³ afdb.org. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/cobalt_factsheet_final_nov_21.pdf

²⁴ The World Bank.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099500001312236438/pdf/P1723770a0f570093092050c1bddd6a29df.pdf>

2050²⁵ 17. Le cobalt reste irremplaçable dans les générations actuelles de batteries pour véhicules électriques, positionnant la RDC comme le goulot d'étranglement systémique des chaînes d'approvisionnement mondiales.



Production mondiale de cobalt et part des réserves de minerais critiques en RDC

Production mondiale de cobalt et part des réserves de minerais critiques en RDC

Figure 2.1 Domination de la RDC dans l'économie mondiale du cobalt et part des réserves de minerais critiques. Source : élaboration propre d'après USGS MCS 2025-2026, Banque mondiale, IEA Critical Minerals Outlook 2025.

2.1.2 Le cuivre : deuxième producteur mondial et moteur de la filière batteries

La position de la RDC dans l'économie du cuivre, bien que moins dominante que pour le cobalt, n'en est pas moins stratégique. En 2024, le pays a produit 3,3 millions de tonnes, consolidant son rang de deuxième producteur mondial derrière le Chili et devançant désormais le Pérou d'environ 700 000 tonnes²⁶. Les réserves prouvées sont estimées à 80 millions de tonnes²⁶. Le cuivre occupe une place centrale dans la transition énergétique : chaque mégawatt de capacité renouvelable nécessite quatre à six fois plus de cuivre qu'un mégawatt fossile, et il constitue un composant essentiel des batteries, des moteurs électriques et des systèmes de recharge. La corrélation cuivre-cobalt dans les gisements du Copperbelt fait que l'extraction de l'un conditionne l'approvisionnement en l'autre, conférant à la RDC une position d'interdépendance structurale avec les économies industrialisées en transition carbone.

²⁵ windows.net. <https://iea.blob.core.windows.net/assets/e75c9a13-3753-4677-933f-c7f9ae38cfdb/EVBatterySupplyChainSustainability.pdf>

²⁶ The Rio Times. <https://www.riotimesonline.com/drc-congo-retains-second-place-in-global-copper-production-for-2024/>

2.1.3 Les minerais critiques de demain : une concentration géologique unique

Au-delà du cobalt et du cuivre, le sous-sol congolais recèle une diversité de ressources critiques dont l'importance stratégique ne cesse de croître. Le tableau 2.1 synthétise l'état des connaissances.

Tableau 2.1 Réserves et production des principaux minerais critiques en RDC

Minerai	Réserves RDC	Part mondiale réserves	Production RDC (2024)	Part mondiale production	Rang mondial
Cobalt	~6 Mt	~50 % ²⁴	230 000 t	74,2 % ²¹	1er
Cuivre	80 Mt	~3,5 % ²⁶	3,3 Mt	~8 %	2ème
Lithium (Manono)	44,6 Mt (ressources)	~7,5 % (est.) ²⁷	—	0 %	En développement
Tantale (coltan)	Non évalué formellement	Significative	~370 t	~42 % ²⁸	1er
Germanium	Déclaré stratégique	Inconnue	Minime	<1 %	Mineur

Ce tableau révèle une domination congolaise incontestable sur le cobalt et le tantale, reposant sur des données d'inventaire fiables. Pour le lithium, le gisement de Manono (province du Tanganyika) est potentiellement l'un des plus grands gisements *hard rock* au monde ²⁹, mais son développement est empêtré dans des contentieux opposant AVZ Minerals (Australie), Zijin Mining (Chine) et KoBold Metals (États-Unis, soutenue par Bill Gates et Jeff Bezos) ^{29 30 31}, illustrant la dimension géopolitique croissante de l'accès aux ressources critiques congolaises. Pour les terres rares, l'absence d'exploration systématique limite la connaissance des ressources, mais la présence de gisements associés au cuivre et au cobalt laisse présager un potentiel significatif.

2.1.4 La géopolitique des minerais : compétition Chine-États-Unis-Union européenne

L'extraordinaire concentration des minerais critiques sur le territoire congolais a transformé la RDC en terrain de compétition géoéconomique de première importance. La **République populaire de Chine** a construit une domination verticale : quinze des dix-neuf principales

²⁷ The World Bank.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099101723140622516/pdf/P17516105e95da0de0a34c0dd670e6f75cf.pdf>

²⁸ ReportLinker. <https://www.reportlinker.com/dataset/2454f125c54cf0bd221960fd44d080aeb40c14b3>

²⁹ bankable.africa. <https://bankable.africa/en/mining/1601-2262-avz-minerals-secures-continued-backing-from-cath-for-manono-lithium-project>

³⁰ Mining Technology. <https://www.mining-technology.com/news/avz-minerals-arbitration-drc/>

³¹ Conservation news. <https://news.mongabay.com/short-article/us-firm-kobold-metals-buys-stake-in-contested-manono-lithium-project-drc/>

mines cuivre-cobalt sont chinoises ³², plus de 90 % des exportations de cobalt sont destinées à la Chine ³³, et 72 à 78 % du raffinage mondial s'y effectue ³⁴ ²³. Le contrat Sicominés révisé en 2023 (7 milliards USD d'infrastructures contre minerais) ³³ illustre la stratégie consistant à lier l'accès aux ressources à des engagements d'infrastructure à long terme.

Les **États-Unis** ont opéré une inflexion stratégique en avril 2025 avec un accord-cadre prévoyant un droit de première offre pour les entreprises américaines, le co-développement du Grand Inga, et le corridor Sakania-Lobito (50 % du cuivre, 30 % du cobalt) ³⁵ ³⁶. L'**Union européenne** a signé un partenariat stratégique en octobre 2023, validé en décembre 2024, structuré autour de cinq axes incluant chaînes de valeur durables et corridor de Lobito ³⁷ ³⁸. Cette tripartition crée une fenêtre d'opportunité historique pour la RDC, même si la présence chinoise constitue un "obstacle structurel" auquel ni les Européens ni les Américains ne peuvent totalement faire abstraction ³⁹.

2.2 La forêt du Bassin du Congo : poumon vert de la planète

2.2.1 Un massif forestier de dimension planétaire

La forêt du Bassin du Congo représente le deuxième massif forestier tropical au monde après l'Amazonie, couvrant environ 300 millions d'hectares ⁴⁰ ⁴¹. La RDC en abrite environ 60 %, soit 152 à 155 millions d'hectares, faisant d'elle le pays africain le plus riche en biodiversité et en stocks de carbone ⁴² ⁴³. Cette superficie représente 18 % de l'ensemble des forêts tropicales mondiales. Le Bassin du Congo stocke environ 65 gigatonnes de carbone (GtC) au total dans la biomasse aérienne (~40 GtC), les sols (~13 GtC), les bois morts (~3 GtC) et la litière (~0,6 GtC)

³² europa.eu. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2024/757828/EPRS_ATA\(2024\)757828_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2024/757828/EPRS_ATA(2024)757828_EN.pdf)

³³ Uni Salzburg. <https://eplus.uni-salzburg.at/Abschlussarbeiten/content/titleinfo/12643968/full.pdf>

³⁴ Africa Energy Portal. https://africa-energy-portal.org/sites/default/files/2022-02/lithium-cobalt_value_chain_analysis_for_mineral_based_industrialization_in_africa_report.pdf

³⁵ IEA – International Energy Agency. <https://www.iea.org/policies/29541-drc-us-strategic-partnership-agreement>

³⁶ bankable.africa. <https://bankable.africa/en/news/0712-2099-critical-minerals-security-taxation-inside-the-u-s-drc-strategic-minerals-cooperation-framework>

³⁷ International Partnerships. https://international-partnerships.ec.europa.eu/countries/democratic-republic-congo_en

³⁸ International Partnerships. https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/global-gateway-eu-endorses-roadmap-strategic-partnership-raw-materials-democratic-republic-congo-2024-12-11_en

³⁹ Africa Policy Research Institute (APRI). <https://afripoli.org/navigating-critical-mineral-supply-chains-the-eus-partnerships-with-the-drc-and-zambia>

⁴⁰ Global Forest Watch. <https://www.globalforestwatch.org/blog/fr/forest-insights/perte-forestiere-bassin-du-congo-tendances/>

⁴¹ Ecofin Agency. <https://www.ecofinagency.com/news-finances/0611-50192-congo-plans-debt-for-nature-swap-after-670-m-eurobond>

⁴² Nouvelles de l'environnement. <https://fr.mongabay.com/2025/12/en-2024-la-rdc-a-battu-un-record-de-deforestation-selon-les-donnees-satellites/>

⁴³ gouv.cd. <https://medd.gouv.cd/wp-content/uploads/2026/01/RAPPORT-DIAGNOSTIC-VERSION-Finale-20251231.pdf>

⁴⁴ ⁴¹ ⁴⁵. Depuis 1980, il absorbe nettement entre 0,26 et 0,50 GtC par an, ce qui en fait le plus grand puits de carbone terrestre actuellement stable ⁴⁴. Contrairement à l'Amazonie, qui pourrait cesser d'être un puits net de carbone d'ici les années 2030, le Bassin du Congo devrait conserver cette fonction pendant plusieurs décennies ⁴⁴.

2.2.2 Les tourbières du CongoPeat : une découverte scientifique majeure

En 2017, une équipe de recherche dirigée par le Professeur Simon Lewis (Université de Leeds) a révélé dans la revue *Nature* la découverte de la plus grande tourbière tropicale du monde, située dans la Cuvette Centrale du Bassin du Congo ⁴⁶ ⁴⁷. Cette tourbière s'étend sur 145 500 km² et stocke environ 30 GtC soit l'équivalent d'environ trois années d'émissions mondiales de combustibles fossiles ⁴⁶ ⁴⁷. Le carbone souterrain atteint 1 712 tonnes de carbone par hectare, dix à vingt fois la quantité de carbone aérien dans les forêts surjacentes ⁴⁴. Ces stocks demeurent vulnérables aux blocs pétroliers assignés, aux concessions de palmiers à huile et au réchauffement climatique ⁴⁷ ⁴⁸. Les concessions couvrent environ 26 % du stock de carbone des tourbières (~7,4 PgC menacés) ⁴⁸. La Déclaration de Brazzaville et le site Ramsar transfrontalier de juin 2017 ⁴⁷ ⁴⁹ offrent un cadre de protection, mais leur mise en œuvre effective reste incomplète.

2.2.3 La biodiversité exceptionnelle : patrimoine génétique mondial

La RDC abrite la biodiversité la plus riche du continent africain : plus de 400 espèces de mammifères, 1 100 espèces d'oiseaux, 200 amphibiens et 10 000 plantes ⁵⁰ ⁴³. Le réseau des aires protégées s'étend sur 13,5 % du territoire (31,7 millions d'hectares), incluant cinq sites du Patrimoine mondial UNESCO ⁴³ ⁵⁰. Plusieurs espèces endémiques confèrent à la RDC un patrimoine génétique irrémissable : le bonobo (*Pan paniscus*), proche cousin de l'homme, n'existe que sur le territoire congolais ; l'okapi (*Okapia johnstoni*) est également endémique ; le gorille de Grauer (*Gorilla beringei graueri*), classé En Danger Critique, a vu sa population décliner de 77 % en vingt ans ⁵¹. Au-delà de leur valeur patrimoniale, ces espèces soutiennent des services écosystémiques d'ampleur régionale et mondiale : régulation des cycles

⁴⁴ nih.gov. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC12817162/>

⁴⁵ climatefocus.com. https://climatefocus.com/wp-content/uploads/2022/06/deforestation_trends_in_the_congo_basin_reconciling_economic_growth_and_forest_protection.pdf

⁴⁶ congopeat.net. <https://congopeat.net/>

⁴⁷ congopeat.net. <https://congopeat.net/about/>

⁴⁸ White Rose Research Online.

https://eprints.whiterose.ac.uk/id/eprint/233102/1/Young_et_al_Main_Document_RSTB-2024-0486_R2_figs.pdf

⁴⁹ UNREDD Programme. https://www.un-redd.org/sites/default/files/2021-10/Congo_Peatland_171213_CS6_v3_EN_CR3.pdf

⁵⁰ IUCN Library. <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2025-046-Fr.pdf>

⁵¹ WCS Newsroom. <https://newsroom.wcs.org/News-Releases/articleType/ArticleView/articleId/9247/Largest-Gorilla-Subspecies-Declared-Critically-Endangered-by-IUCN-Red-List.aspx>

hydrologiques, pollinisation, séquestration du carbone, et maintenance des chaînes trophiques.

2.2.4 Menaces accélérées : déforestation record et risque de basculement écologique

Malgré cette importance écologique mondiale, la forêt congolaise fait face à une accélération alarmante des pressions anthropiques. En 2024, la RDC a battu un record historique avec 590 000 hectares de forêt primaire perdus, portant la perte totale à 1,38 million d'hectares ^{42 52}. Sur la période 2002-2024, la perte cumulative atteint 7,1 % ⁴², avec une accélération marquée : de 171 176 hectares par an en moyenne entre 2002 et 2009, la perte annuelle est passée à 423 518 hectares entre 2010 et 2019 (+147 %) ⁵³.

Les facteurs de déforestation convergents incluent l'agriculture itinérante (~75 % de la déforestation dans le Bassin) ^{40 42}, la production de charbon de bois (dont dépendent 93 % des ménages) ⁴⁰, et l'exploitation minière dont les impacts indirects par l'afflux de populations sont 28 fois supérieurs à l'impact direct des zones minières ^{40 54}. Une étude Afrewatch/Fern (2026) révèle que 873 926 hectares de forêt Miombo ont été détruits entre 2000 et 2024 dans les provinces minières du Lualaba et du Haut-Katanga, générant ~108 mégatonnes d'émissions de CO₂ équivalent ^{55 56}. Selon les modèles climatiques régionaux, la déforestation complète du Bassin pourrait provoquer un réchauffement de 2 à 4 °C régional et une baisse de 5 à 10 % de la pluviométrie ⁵⁷, avec un seuil critique de *tipping point* estimé à 25-30 % de perte forestière seuil qui, compte tenu de l'accélération actuelle, n'est pas inatteignable à l'horizon de quelques décennies.

2.3 Le potentiel hydroélectrique extraordinaire

2.3.1 Un potentiel de 100 000 MW largement inexploité

La RDC détient le deuxième plus grand potentiel hydroélectrique au monde, estimé à plus de 100 000 MW de capacité installable, dont environ 40 % concentrés sur le site d'Inga sur le fleuve Congo ^{58 59 60}. Un atlas de la Banque mondiale (2021) a identifié 575 sites hydroélectriques

⁵² Conservation news. <https://news.mongabay.com/2025/11/drc-hit-by-record-deforestation-in-2024-satellite-data-show/>

⁵³ journalkeberlanjutan.com. <https://journalkeberlanjutan.com/index.php/ijesss/article/download/1494/1597/8592>

⁵⁴ Global Forest Watch. <https://www.globalforestwatch.org/blog/forest-insights/congo-basin-forest-loss-trends/>

⁵⁵ mines.cd. <https://mines.cd/rdc-afrewatch-alerte-sur-le-cout-social-de-lexploitation-mini%C3%A8re-dans-les-zones-de-miombo/>

⁵⁶ Fern. <https://www.fern.org/fr/publications-insight/article/etat-des-lieux-de-la-deforestation-dans-les-provinces-mini%C3%A8res-de-lualaba-et-haut-katanga-due-aux-activites-mini%C3%A8res/>

⁵⁷ Partenariat pour les forêts du bassin du Congo. https://pfbc-cbfp.org/fileadmin/user_upload/pfbc-cbfp/Thematiques/Etat_des_Forets/OFAC-Rapport-COMIFAC_2015.pdf

⁵⁸ abcglobalcommunications.co.uk. <https://abcglobalcommunications.co.uk/fr/drc-the-inga-iii-dam-solution-to-the-development-challenge/>

⁵⁹ <http://apcsc.gouv.cd/potentiel-energetique.php>

⁶⁰ ICGLR. https://icglr.org/images/pdf_files/SECURITE/projet337.pdf

potentiels de puissance supérieure ou égale à 2 MW, pour un potentiel développable de près de 90 GW ⁶¹. Le fleuve Congo et ses affluents assurent un débit relativement constant toute l'année grâce à l'inversion des saisons de part et d'autre de l'équateur, ce qui confère au potentiel hydroélectrique congolais une stabilité saisonnière exceptionnelle. Pourtant, la capacité actuellement installée n'atteint que ~2 677 MW, dont seulement ~1 130 MW réellement en fonctionnement ⁶².

2.3.2 Le Grand Inga : symbole du potentiel sous-exploité

Le projet Grand Inga incarne le décalage entre le potentiel extraordinaire de la RDC et sa réalisation effective. Le schéma d'aménagement complet prévoit huit phases pour une capacité totale de l'ordre de 44 000 MW ^{63 60}, soit environ trois fois la puissance des Trois-Gorges chinois, à un coût estimé entre 80 et 100 milliards USD ⁵⁸. Les centrales existantes, Inga I (351 MW, 1972) et Inga II (1 424 MW, 1982), fonctionnent à moins de 40 % de leur capacité nominale en raison du manque d'entretien et des défaillances techniques ^{64 65}. Après des décennies de blocage, la Banque mondiale a approuvé en juin 2025 un crédit de 250 millions USD, première phase d'un programme d'un milliard USD pour Inga 3 ⁶⁶, incluant des investissements prioritaires en faveur des 1,2 million de personnes dans les 100 communautés locales concernées ⁶⁶. Le projet reste néanmoins entouré de controverses : opacité des contrats, risque de déplacement forcé de plus de 30 000 personnes, et incertitude quant à la destination de l'électricité, qui pourrait alimenter les mines du Katanga et l'Afrique du Sud plutôt que les populations congolaises ^{58 67}.

2.3.3 Le paradoxe énergétique : 90 % de la population sans accès fiable à l'électricité

Le pays détient le deuxième potentiel hydroélectrique mondial, mais 90 % de sa population n'a pas accès à l'électricité fiable. Le taux d'accès varie selon les sources de 10,3 % (ARE, 2024) ⁶⁸ à 21,5 % (Compact énergétique national) ⁶⁹; en milieu rural, il serait inférieur à 1 % ^{62 63}, contre une

⁶¹ The World Bank. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/979591623813495233/pdf/Rapport-de-Cartographie-des-Sites-Hydro%C3%A9lectriques-et-Solaires-Photovolta%C3%AFques-Potentiels-T%C3%A2che-1.pdf>

⁶² Direction générale du Trésor. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/13971f9d-3178-4715-bd09-5240a52d532b/files/176f8950-cd3c-481f-bc94-d18578236305>

⁶³ CADTM. <https://www.cadtm.org/La-dette-en-RDC-Le-megaprojet-Grand-Inga-III>

⁶⁴ afdb.org. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Multinational-Etude_INGA_et_interconnexions_associe%C3%A9es-Rapports_d%E2%80%99%C3%A9valuation_.PDF

⁶⁵ riverresourcehub.org. https://www.riverresourcehub.org/wp-content/uploads/files/attached-files/inga_factsheet_rev.pdf

⁶⁶ banquemondiale.org. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/06/03/new-inga-3-development-program-to-start-with-investments-in-local-afe-congolese-communities>

⁶⁷ Nouvelles de l'environnement. <https://fr.mongabay.com/2025/07/la-banque-mondiale-finance-un-projet-hydroelectrique-controverse-en-rdc-malgre-les-inquietudes/>

⁶⁸ acp.cd. <https://acp.cd/economie/taux-dacces-a-lelectricite-lharmonisation-des-statistiques-recommandee-au-ministre-de-tutelle/>

⁶⁹ World Bank Group. <https://www.worldbank.org/content/dam/theworldbankgroupasset/document/2026/m300-energy-compacts/DRC-M300-AES-Compact.pdf>

moyenne de 42 % en Afrique subsaharienne ⁶³. Cette situation se traduit par une dépendance structurelle à la biomasse : plus de 93 % des ménages utilisent le bois de feu et le charbon de bois pour la cuisson ⁶⁹, générant un marché du charbon de bois estimé à près de 4 milliards USD par an et des impacts sanitaires évalués à 13,6 milliards USD par an ^{70 69}.

La SNEL, qui produit près de 90 % de l'électricité du pays, accumule les difficultés : 46 % de pertes de production, une dette de ~3 milliards USD, et un prix de vente moyen (0,017 USD/kWh) inférieur au coût de production (0,04 USD/kWh) ^{71 72}.

Ce déficit énergétique constitue un frein majeur à toute transformation locale des minerais : pour transformer les 220 000 tonnes de cobalt produites en 2023, il faudrait 34 TWh, soit plus du double de toute la production électrique du pays (13,6 TWh en 2024) ^{73 70}. En 2000, 12 % de la production de cobalt était raffinée sur le sol congolais ; cette part est tombée à 0 % en 2016 ⁷³. L'énergie apparaît ainsi comme la variable de contrôle qui détermine l'ensemble des autres transitions : sans électricité, pas de transformation locale des minerais ; sans transformation locale, pas de capture de valeur ; sans capture de valeur, pas de financement de la résilience climatique. À cet égard, le Compact énergétique national adopté en 2025 dans le cadre de l'initiative Mission 300 représente un tournant potentiel : il vise à porter le taux d'accès à l'électricité à 62 % d'ici 2030, nécessitant un investissement total d'environ 37 milliards USD pour électrifier 60 millions de personnes supplémentaires ⁶⁹. Les énergies renouvelables, et en particulier le solaire (67 % des nouvelles autorisations de projets entre 2020 et 2024) ⁷⁰, constituent la voie la plus prometteuse pour contourner le *bottleneck* institutionnel qui paralyse les grands projets hydroélectriques.

2.4 Synthèse : la RDC comme variable de contrôle de la transition verte mondiale

2.4.1 Une concentration de ressources sans équivalent mondial

Le tableau 2.2 propose une comparaison structurée entre la RDC et quatre autres pays stratégiques de la transition énergétique mondiale selon quatre dimensions : minerais critiques, forêt et puits de carbone, potentiel énergétique, et vulnérabilité structurelle.

Tableau 2.2 — Comparaison structurée : la RDC face aux autres pays stratégiques de la transition verte

Dimension	RDC	Chili	Australie	Indonésie	Gabon
-----------	-----	-------	-----------	-----------	-------

⁷⁰ bankable.africa. <https://bankable.africa/en/actualites/0204-985-electricite-la-production-de-la-rdc-en-hausse-de-303-gwh-en-2024-mais-des-defis-persistent>

⁷¹ bankable.africa. <https://bankable.africa/fr/actualites/1302-784-electricite-la-snel-perd-46-de-sa-production-a-cause-de-la-vetuste-du-reseau-et-de-la-fraude>

⁷² Agence Ecofin. <https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2002-125993-rdc-restructuration-en-vue-de-la-dette-de-la-snel-evaluee-a-3-milliards>

⁷³ ebuteli.org. <https://www.ebuteli.org/publications/blogs/minerais-strategiques-en-rdc-pourquoi-la-gouvernance-freine-le-developpement>

Dimension	RDC	Chili	Australie	Indonésie	Gabon
Cobalt (% prod. mondiale)	74,2 % ²¹	0 %	2,6 % ²¹	14,2 % ²¹	0 %
Cuivre (% prod. mondiale)	~8 % (2ème) ²⁶	~24 % (1er)	~4 %	~3 %	0 %
Lithium	Gisement Manono ²⁹	1er producteur	2ème producteur	En développement	Aucun
Forêt tropicale (Mha)	~155 ⁴²	0	0	~91	~23
Stock carbone forestier (GtC)	~65 + 30 (tourbières) ⁴⁴	0	0	~7 (est.)	~2 (est.)
Puits de carbone actif	Oui (0,26-0,50 GtC/an) ⁴⁴	Non	Non	Variable	Limité
Potentiel hydroélectrique (MW)	100 000+ ⁵⁸	~7 000	~15 000	~75 000	6 000
Taux d'accès électrique	10-22 % ^{68 69}	100 %	100 %	97 %	92 %
Score ND-GAIN (vulnérabilité)	0,571 (184e/187)	0,49	0,72	0,45	0,48

Ce tableau révèle une singularité qui définit la position unique de la RDC dans l'architecture mondiale de la transition verte. Aucun autre pays ne combine une domination aussi écrasante sur un minerai critique (cobalt), une forêt tropicale de dimension planétaire avec des stocks de carbone souterrains exceptionnels (tourbières), et un potentiel hydroélectrique de plusieurs ordres de grandeur supérieur à ses besoins actuels. Le Chili domine le cuivre et le lithium mais ne possède ni forêt tropicale ni potentiel hydroélectrique comparable. L'Australie est un fournisseur polymétallique majeur mais sans forêt tropicale ni puits de carbone significatif. L'Indonésie constitue un compétiteur montant sur le cobalt (par le nickel latéritique) mais ne dispose pas des mêmes stocks de carbone forestier ni du potentiel hydroélectrique. Le Gabon, seul pays du Bassin du Congo à maintenir une déforestation quasi nulle, est un puits de carbone actif mais n'a ni les minerais critiques ni le potentiel énergétique de la RDC. Cette combinaison unique fait de la RDC un pays dont la trajectoire de développement n'est pas seulement une affaire intérieure : elle constitue un enjeu de sécurité collective pour l'ensemble des économies en transition carbone. La dimension "vulnérabilité" ajoute une couche d'analyse essentielle : la RDC combine la plus grande richesse en ressources naturelles avec l'une des plus faibles capacités institutionnelles au monde. L'écart entre le potentiel et la réalisation ce que l'on pourrait qualifier de "syndrome d'Inga" caractérise l'ensemble des secteurs : minier, forestier, énergétique. Ce syndrome ne résulte pas d'un défaut intrinsèque

des ressources, mais d'un ensemble de facteurs structurels gouvernance déficiente, corruption endémique, instabilité sécuritaire, déficit de capital humain qui empêchent la conversion du potentiel en réalisation effective.

2.4.2 L'argumentaire central : une condition nécessaire de la transition mondiale

L'argument structurant de ce chapitre peut être formulé en trois propositions. Premièrement, la transition énergétique mondiale dépend, pour les deux décennies à venir, des batteries lithium-ion dont le cobalt est un composant indispensable. Deuxièmement, la RDC fournit 74,2 % du cobalt miné mondial ²¹ et détient 50 % des réserves connues ²⁴, et aucun substitut ne peut compenser une perturbation majeure à l'échelle de temps pertinente. Troisièmement, la stabilité de cet approvisionnement dépend de la stabilité politique, sociale et environnementale de la RDC. La conclusion s'impose : la stabilité et l'engagement de la RDC dans une trajectoire de développement durable constituent une condition nécessaire de la transition énergétique mondiale. Ce raisonnement s'étend au carbone forestier : les 95 GtC stockées (65 GtC dans la biomasse et les sols, 30 GtC dans les tourbières) ^{44 46} représentent un réservoir dont la libération massive ajouterait plusieurs années d'émissions fossiles mondiales. La conservation de ce stock est un impératif climatique planétaire, qui dépend de la capacité de la RDC à offrir à ses populations des alternatives crédibles à la déforestation accès à l'énergie, revenus alternatifs, mécanismes de gouvernance effective. L'interdépendance est réciproque mais profondément asymétrique : les pays industrialisés disposent de stocks stratégiques, de capacités de recyclage et de technologies de substitution, tandis que la RDC n'a aucune alternative crédible à l'accès aux marchés et aux technologies mondiales. Cette asymétrie confère aux partenaires internationaux une responsabilité spécifique : celle de s'assurer que leur quête de minerais critiques pour la transition verte ne se fasse pas au détriment des populations et des écosystèmes congolais.

2.4.3 Le défi de la capture de valeur locale : briser le schéma colonial de l'extraction

L'argumentaire développé ci-dessus ne saurait occulter le paradoxe central : le pays détient les ressources mais n'en capte qu'une fraction infime de la valeur. Le tableau 2.3 décompose la chaîne de valeur batteries-véhicules électriques.

Tableau 2.3 — Chaîne de valeur batteries-véhicules électriques : participation de la RDC par segment

Segment de la chaîne	Acteurs dominants	Part RDC	Capture de valeur
Extraction minière	CMOC, Glencore, ERG, Zijin, Gécamines	74 % du cobalt mondial ²¹	Royalties (10 % depuis 2018) ⁷⁴

⁷⁴ Lexology. <https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=7cdaedea-3d44-4496-8a06-b3fa84633ea2>

Segment de la chaîne	Acteurs dominants	Part RDC	Capture de valeur
Raffinage intermédiaire	Quasi-exclusivement en RDC (hydroxyde brut)	~5 %	Marge limitée
Raffinage fin	Chine (72-78 %), Umicore, Glencore ³⁴	~0 %	Aucune
Précurseurs batteries	Chine (>80 %) ⁷⁵	~0 %	Aucune
Cathodes et cellules	Chine, Corée du Sud, Japon, Europe	~0 %	Aucune
Assemblage batteries VE	Chine, Europe, États-Unis	~0 %	Aucune
Total chaîne valeur	—	~3 % ³²	Fraction infime

La structure révélée par ce tableau est proprement coloniale : la RDC réalise l'essentiel de l'extraction — l'étape la plus polluante et la plus dangereuse — mais ne capte que les royalties et les marges limitées sur l'hydroxyde brut. Une étude BloombergNEF (2021) a montré qu'une usine de précurseurs en RDC coûterait trois fois moins cher qu'aux États-Unis ou en Chine ^{32 76}, mais ces investissements restent bloqués par l'absence d'infrastructures énergétiques fiables et de compétences techniques locales.

Briser ce schéma nécessite trois conditions convergentes. Premièrement, une stratégie de capture de valeur active, utilisant les instruments du Code minier de 2018 : royalties différenciées à 10 % pour les minerais stratégiques ⁷⁴, participation gratuite de l'État portée à 10 % ⁷⁴, et quotas d'exportation l'interdiction temporaire d'exportation de février 2025 a provoqué une hausse de près de 70 % du prix du cobalt en trois semaines, dépassant 35 000 USD/tonne ⁷⁷. Deuxièmement, un accès massif à l'électricité, condition sine qua non de toute industrialisation verte. La Zone Économique Spéciale transfrontalière RDC-Zambie, avec un coût estimé à 2,7 milliards USD et un objectif de 40 000 emplois directs ⁷⁸, en illustre l'opportunité comme l'obstacle : sans énergie fiable, même un projet de cette envergure ne peut se matérialiser. Troisièmement, un capital humain formé aux métiers de la transition énergétique ingénieurs en chimie des batteries, techniciens en énergies renouvelables, spécialistes en économie circulaire qui ne se construit que par un investissement

⁷⁵ windows.net. <https://iea.blob.core.windows.net/assets/ef5e9b70-3374-4caa-ba9d-19c72253bfc4/GlobalCriticalMineralsOutlook2025.pdf>

⁷⁶ Energy Storage News. <https://www.energy-storage.news/drc-can-get-better-value-for-cobalt-by-processing-rather-than-exporting-raw-materials/>

⁷⁷ PricePedia. <https://www.pricepedia.it/en/magazine/article/2025/10/20/cobalt-price-forecasts/>

⁷⁸ afdb.org. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/rich-green-minerals-african-countries-eye-booming-electric-vehicle-and-clean-energy-market-worth-trillions-dollars-65241>

systematique dans l'éducation et la formation professionnelle. C'est précisément à l'articulation de ces trois dimensions gouvernance des ressources, accès à l'énergie, et formation des compétences que le projet Decarbhone RDC entend contribuer. Car sans rupture avec le schéma extractif hérité, la RDC risque de demeurer ce que les données décrivent avec une cruelle précision : le pays le plus riche en ressources naturelles de la planète et l'un des plus pauvres en développement humain ; le pays-solution de la transition verte mondiale, dont les populations n'accèdent à aucun des bénéfices de cette transition.

3. Diagnostic : Le Gap de Formation et de Sensibilisation comme Handicap Systémique

3.1 L'absence de capital humain climatique

3.1.1 Un écosystème institutionnel fragmenté

La République démocratique du Congo dispose, sur le papier, d'une architecture institutionnelle climatique parmi les plus denses d'Afrique subsaharienne. Le Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) assume la fonction de Point Focal National auprès de la CCNUCC et coordonne les trois conventions de Rio ¹². Le Comité Technique National Climat (CTNC) réunit en principe l'ensemble des ministères sectoriels, la société civile et le secteur privé ²⁰. La Coordination Nationale REDD+ (CN-REDD) pilote les mécanismes de réduction d'émissions liées à la déforestation ⁷⁹. Le Fonds National pour la REDD+ (FONAREDD), créé en 2012, constitue le principal instrument de mobilisation des financements climatiques ¹⁸. S'y ajoutent l'Unité Finance Climat (UFC), la Coordination nationale CDN-CNREDD et diverses structures provinciales.

Cette architecture, apparentée à un dispositif de gouvernance climatique sophistiqué, masque en réalité une fragmentation profonde. Le MEDD souffre d'un sous-financement chronique et d'une faible capacité technique qui l'empêchent d'exercer un pouvoir de tutelle effectif sur les autres ministères sectoriels ¹⁹. Le CTNC fonctionne de manière irrégulière, sans cadre budgétaire propre, et ses décisions ne disposent d'aucun caractère contraignant pour les ministères sectoriels qui continuent d'opérer en silos ¹⁹. L'UFC demeure en phase d'opérationnalisation et nécessite une assistance technique qui devrait intervenir au cours des deux à trois premières années de mise en œuvre de la CDN ⁷⁹. Aucun mécanisme de coordination opérationnelle ne relie ces structures entre elles de manière effective : elles coexistent sans coopérer, partagent des mandats chevauchants sans protocole de collaboration formalisé, et consomment des ressources humaines limitées en concurrence plutôt qu'en complémentarité.

3.1.2 Des plans parfaits sur le papier, zéro impact sur le terrain

La multiplication des documents stratégiques climatiques en RDC constitue un paradoxe saisissant. Le pays s'est doté, en l'espace d'une décennie, d'une cinquantaine de plans, stratégies et programmes couvrant l'ensemble des dimensions climatiques, sans que cette profusion se traduise par une mise en œuvre significative.

⁷⁹ UNFCCC. <https://unfccc.int/sites/default/files/2026-02/CDN%203.0%20de%20la%20R%C3%A9publique%20du%20Congo%20version%20finale.pdf>

Plan ou stratégie	Période	Statut d'adoption	État de mise en œuvre	Budget total estimé
Contribution Déterminée Nationale (CDN) révisée	2021–2030	Soumise oct. 2021 ⁸⁰	Phase initiale ; MNV en construction	48,68 Mds USD ¹⁸
Plan National Stratégique de Développement (PNSD)	2024–2028	Adopté ⁸¹	Déclinaison opérationnelle en cours	Non chiffré
Plan National d'Adaptation (PNA)	2022–2026	Validé janv. 2021 ⁸²	Phase initiale ; financements non identifiés	~4,8 Mds USD ¹²
Stratégie et Plan d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB)	2025–2030	Validé juill. 2025 ⁸³	Non opérationnalisé	Non chiffré
Politique, Stratégie et Plan d'Action Climat (PSPA-CC)	2016–2020	Adopté ¹⁹	Expiré ; non renouvelé	~4,2 Mds USD ⁸²
Plan National Ecole Assainie (PNEA)	Années 1990	Créé ⁸⁴	Stoppé pour raisons financières	N/A

L'analyse croisée de ces six documents révèle plusieurs motifs récurrents. La SPANB 2025–2030 identifie explicitement les échecs des stratégies précédentes comme résultant d'une « faiblesse du pilotage institutionnel », d'un « manque de coordination intersectorielle », d'une « absence de mécanisme de suivi-évaluation fonctionnel » et d'une « déconnexion entre planification et budgétisation » ⁸³. La PSPA-CC a expiré sans avoir été renouvelée, et le PNA 2022–2026 constate que ce document « nécessite encore des moyens de mise en œuvre » ⁸⁵. Le PNEA, lancé dès les années 1990 avec une composante éducation environnementale, a été interrompu pour des raisons financières ⁸⁴. La PSPA-CC reconnaissait dès 2015 que les différentes initiatives « dénotent d'un manque de cohésion et d'objectifs fédérateurs, faute d'une stratégie nationale structurante sur le climat » ¹⁹. Quinze ans après cette constatation, la situation persiste : la RDC possède des stratégies élaborées sur le papier et des budgets estimés par les standards internationaux, mais aucun mécanisme de traduction

⁸⁰ Transparence Climatique en RDC. <https://climat-rdc.com/documents/contribution-determinee-nationale-cdn2-0-de-la-rdc/>

⁸¹ gouv.cd. <https://plan.gouv.cd/wp-content/uploads/2025/04/PNSD-2024-2028-V41.pdf>

⁸² esmap.org. https://rise.esmap.org/sites/default/files/library/congo,-dem.-rep./Electricity%20Access/DR Congo_Document-du-PNA-CC_FRENCH_2021.pdf

⁸³ climatepolicyradar.org. https://cdn.climatepolicyradar.org/navigator/COD/2025/democratic-republic-of-the-congo-national-biodiversity-strategy-and-action-plan-nbsap-2025_6812bec627a7758de316fa9abfcd7442.pdf

⁸⁴ espace-ressources.org. <https://www.espace-ressources.org/wp-content/uploads/2015/05/P.KASELE-MBUNGU2013.pdf>

⁸⁵ UNFCCC. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/DRC-NAP_FRENCH.pdf

opérationnelle sur le terrain. Le PNA identifie six catégories de lacunes structurelles — connaissance, planification, données, capacités, financement, suivi-évaluation — toutes classées de gravité élevée ⁸⁵. La carence en capacités humaines qualifiées constitue le dénominateur commun : sans personnel formé, aucun plan ne peut être opérationnalisé, aucun budget ne peut être exécuté, aucune donnée ne peut être collectée.

3.1.3 Le goulot d'étranglement financier et compétentiel

Le déficit de financement climatique en RDC revêt des proportions abyssales. La CDN révisée évalue les besoins à 48,68 milliards USD pour 2021–2030, répartis entre 25,60 milliards pour l'atténuation et 23,08 milliards pour l'adaptation ^{18 80}. Sur ce montant, le FONAREDD n'a mobilisé que près de 750 millions USD depuis 2012, incluant la lettre d'intention CAFI pour 500 millions USD ¹⁸. L'écart atteint ainsi 98,5 %, positionnant la RDC parmi les pays les plus sous-financés en proportion de leurs engagements climatiques.

Ce goulot d'étranglement financier ne saurait toutefois être analysé indépendamment d'un goulot d'étranglement des compétences. Le rapport de la Banque mondiale (2024) identifie la « faible capacité institutionnelle » comme l'un des sept principaux obstacles à l'accès au financement climatique, précisant que l'incapacité à élaborer des projets bancables constitue une barrière plus forte que le déficit de ressources elles-mêmes ⁸⁶. Le PNA identifie les « capacités et ressources humaines insuffisantes au niveau provincial » comme une lacune de gravité élevée ⁸⁵. Le secteur privé ne contribue que 14,3 millions USD par an, soit 3 % du total mobilisé, en raison d'une connaissance limitée des sources de financement ⁸⁶. Le déficit de capital humain climatique constitue ainsi à la fois une cause et une conséquence du sous-financement : les institutions ne peuvent pas absorber les financements parce qu'elles ne disposent pas du personnel qualifié, et elles ne reçoivent pas de financements parce qu'elles ne démontrent pas la capacité de les gérer. Ce phénomène d'équilibre de bas niveau *low-level trap* structure le handicap systémique de la décarbonation en RDC.

3.2 Le déficit d'éducation au climat

3.2.1 Des textes sans mise en œuvre

Le cadre juridique de l'éducation au climat en RDC présente un contraste saisissant entre l'avancée législative et l'absence de mise en œuvre. La loi-cadre n°14/004 du 11 février 2014 préconise explicitement « l'initiation des élèves et étudiants au développement durable et à la lutte contre les changements climatiques » et a inspiré la création du ministère de l'Environnement ⁸⁷. En juillet 2020, les ministres de l'Environnement et de l'EPST ont annoncé

⁸⁶ The World Bank.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099111423081040277/pdf/P1782660edddad9079093090ed6ca3d38cc1.pdf>

⁸⁷ uved.fr.

https://www.uved.fr/fileadmin/user_upload/Documents/pdf/Transcriptions/MOOC_UVED_2E2D_Transcription_Kaninda.pdf

l'intégration de l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires dès la rentrée de septembre 2020 ⁸⁸.

Ces avancées demeurent lettre morte. L'étude de Kasele Mbungu (2013) révélait déjà que l'éducation relative à l'environnement n'occupait pas la place qui lui revenait dans l'enseignement congolais ⁸⁴. Les enseignants souffraient d'un « déficit réel en formation relative à l'environnement ». Les contenus étaient abordés de manière « sectorielle, ponctuelle et cloisonnée » dans quelques cours spécialisés, sans cohérence curriculaire ni progression pédagogique ⁸⁴. Une décennie plus tard, aucune ligne budgétaire dédiée à l'éducation au développement durable n'a été créée, aucune formation systématique des enseignants n'a été déployée. Le Centre National d'Information Environnementale (CNIE) ne fonctionne que grâce à l'appui de la GIZ ⁸⁴. Le budget de l'éducation, qui représente 22,1 % du budget national en 2021, ne se monte qu'à 2,6 % du PIB parmi les plus faibles d'Afrique subsaharienne avec la quasi-totalité des ressources absorbées par les salaires ^{89 90}.

3.2.2 L'orphelinat stratégique de l'éducation climatique dans le financement mondial

Le déficit d'éducation climatique en RDC s'inscrit dans un pattern mondial. Le Partenariat pour une éducation verte de l'UNESCO réunit 99 pays et vise à doubler le nombre de pays intégrant l'éducation climatique dans leurs curricula d'ici 2030 ^{91 92}. L'initiative BRACE, lancée à la COP28, constitue la première injection majeure de financement climatique dans le secteur éducatif avec 70 millions USD ⁹³. Pourtant, l'éducation reçoit moins de 2 % du financement climatique total mondial ⁹¹, positionnant l'Éducation et la Sensibilisation du Public (ACE) comme l'« orpheline » structurale du financement climatique reconnue universellement comme indispensable, financée pratiquement nulle part.

En RDC, ce phénomène atteint une intensité particulière. Le rapport national sur les financements climatiques souligne la « capacité institutionnelle limitée » comme obstacle majeur ⁹⁴. Aucun programme ACE n'a bénéficié d'un financement significatif. Les initiatives ponctuelles menées par des ONG, le WWF-PEVI qui a atteint 62 établissements scolaires ⁹⁵, la

⁸⁸ comifac.org. <https://comifac.org/rdc-l-education-a-l-environnement-integre-les-programmes-scolaires/>

⁸⁹ assnat.ci. <https://www.assnat.ci/?les-parlementaires-de-l-apf-planchent-sur-le-phenomene-du-changement-climatique-et-ses-consequences-en-zone-fragile>

⁹⁰ APF - Francophonie. <https://apf-francophonie.org/l-apf-elargit-la-portee-geographique-de-son-corpus-legislatif-sur-les-changements-climatiques-0>

⁹¹ UNESCO. <https://www.unesco.org/en/sustainable-development/education/greening-future>

⁹² UNESCO. <https://www.unesco.org/fr/sustainable-development/education/greening-future>

⁹³ Strathmore University Business School. <https://sbs.strathmore.edu/programme/climate-change-leadership-executive-programme-cclep/>

⁹⁴ Naciones Unidas.

https://www.un.org/ohrrls/sites/www.un.org.ohrrls/files/rapport_national_proc_doha_mininale_2.pdf

⁹⁵ IW:LEARN. <https://iwllearn.net/documents/download/6780a940-df86-43b8-885a-ff9bcldd76c5>

Fondation IPOMA avec ses écoles mobiles (budget 53 000 EUR)⁹⁶, ou DecarbOne RDC avec le jeu de cartes PLAN déployé dans 100 écoles sur 11 pays⁹⁷ demeurent insuffisantes face à l'ampleur du besoin. La plateforme UN CC:Learn a délivré plus de 500 000 certificats mondialement⁹⁸, mais son accessibilité en RDC reste limitée par les contraintes de connectivité.

3.2.3 Les jeunes congolais : dividende démographique potentiel mais sous-investi

La RDC présente une structure démographique unique : environ 70 % de la population a moins de 30 ans. Ce dividende démographique représente théoriquement un atout considérable pour l'action climatique. Or, ce potentiel demeure largement sous-investi. L'alphabétisation des femmes de 15–24 ans atteint seulement 59 %, contre 86 % pour les hommes¹². Le taux d'alphabétisation général est faible, et l'accès à l'éducation de qualité demeure inégal, en particulier dans les zones rurales où 52 % de la population réside et où l'agriculture emploie 60 à 70 % de la main-d'œuvre¹⁶.

Les programmes existants ciblant les jeunes congolais restent fragmentaires. L'African Climate Innovation Challenge a attiré plus de 3 000 candidats sur 10 pays⁹⁹, mais son impact en RDC n'a pas été quantifié. Les bourses CBSI offrent des opportunités de Master et Doctorat pour les ressortissants du Bassin du Congo¹⁰⁰, mais leur échelle (quelques dizaines annuelles) est dérisoire au regard des besoins. L'Université de Kinshasa, qui excelle dans les recherches environnementales, compte plus de 30 000 étudiants¹⁰¹, mais ses programmes ne comportent pas de cursus dédié à la gouvernance climatique. L'Université de Lubumbashi a participé à la COP27¹⁰², sans que cette présence se traduise par un programme systématique de formation climatique.

⁹⁶ Climate Chance. <https://www.climate-chance.org/en/best-practices/mobile-schools-for-climate-education-for-pygmy-children-in-the-drc/>

⁹⁷ Global Partnership for Education. <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/apprendre-dans-un-monde-qui-se-rechauffe-comment-le-changement-climatique-transforme>

⁹⁸ Knowledge Sharing Platform. <https://www.uncclearn.org/fr/nouvelles/un-cclearn-atteint-les-500-000-certificats-une-etape-importante-dans-leducation-au-changement-climatique/>

⁹⁹ isc3.org. https://www.isc3.org/cms/wp-content/uploads/2024/12/session4_acic_samuel_poku.pdf

¹⁰⁰ riffeac.org. <https://riffeac.org/documentation/document/bourses-master-doctorat-cbsi-2025-bassin-congo-developpement-durable>

¹⁰¹ Archive ouverte HAL. <https://hal.science/hal-05182758/document>

¹⁰² London School of Economics and Political Science. <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2025/11/Fair-deal-for-the-Congo-Basin-countries-and-the-protection-of-the-rainforest.pdf>

3.3 L'ignorance climatique des décideurs

3.3.1 Le renouvellement parlementaire de 70 % : fenêtre d'opportunité mais risque de démission climatique

Les élections générales de décembre 2023 ont entraîné un renouvellement parlementaire d'environ 70 % ¹⁰³. Ce chiffre, exceptionnel par les standards démocratiques, crée une fenêtre d'opportunité sans précédent : la majorité des députés sont nouveaux et formables. Cependant, cette fenêtre est doublement à risque. L'absence de formation adéquate des parlementaires entre 2019 et 2023 a entraîné une faible productivité législative, avec seulement dix propositions de loi adoptées par session ¹⁰³. Les nouveaux élus, pour la plupart sans familiarité avec les sujets climatiques, adoptent des lois sans véritable délibération approfondie, produisant une législation formelle mais dépourvue de contenu opérationnel ¹⁰³. Le Sénat abrite une Commission Environnement et Développement Durable (EDDRNT) qui a auditionné le FONAREDD en novembre 2025 ¹⁰⁴, témoignant d'un intérêt actif, mais isolé dans un paysage parlementaire où la connaissance des enjeux climatiques est l'exception.

3.3.2 Absence de formation systématique des leaders politiques et économiques

Contrairement à d'autres pays africains, la RDC ne dispose d'aucun dispositif institutionnalisé de formation climatique pour ses décideurs. L'Ouganda a créé dès 2008 le Parliamentary Forum on Climate Change (PFCC-U), qui compte plus de 215 parlementaires et a abouti à la Climate Change Act 2021 ^{61 105}. Cette loi instaure l'obligation pour tout budget ministériel de disposer d'un certificat climat avant d'être soumis au vote ¹⁰⁶. L'APNCA au Ghana organise des ateliers sur la transition énergétique ¹⁰⁷. Le Climate Parliament dispose de groupes dans 22 pays africains ¹⁰⁸, mais le groupe congolais demeure informel. L'AGNES a formé plus de 1 375 experts à travers l'Afrique ¹⁰⁹, mais seuls quelques fonctionnaires congolais en ont bénéficié. Le simulateur EN-ROADS, utilisé dans 181 pays avec 960 ambassadeurs formés ¹¹⁰, n'a pas été déployé systématiquement en RDC. Le secteur privé congolais, représenté par la FEC au sein du CTNC, n'a bénéficié d'aucun programme structuré de formation en gouvernance climatique ou en accès aux fonds verts.

¹⁰³ Rights + Resources. <https://rightsandresources.org/wp-content/uploads/exported-pdf/whatrightsfinalfrench.pdf>

¹⁰⁴ ICCA Consortium. <https://www.iccaconsortium.org/wp-content/uploads/2015/08/example-ips-lcs-and-icca-policy-in-congo-bikaba-2013-fr.pdf>

¹⁰⁵ opecfund.org. <https://publications.opecfund.org/view/733688099/33/>

¹⁰⁶ International Institute for Environment and Development. <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2023-11/22096g.pdf>

¹⁰⁷ cvfv20.org. <https://cvfv20.org/energy-transition-in-africa-building-parliamentarians-capacity-for-action-towards-cop28/>

¹⁰⁸ adaptation-undp.org. https://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/uploaded-images/module_8.2_vulnerability_index_online_1.pdf

¹⁰⁹ agnesafrica.org. <https://www.agnesafrica.org/agnes-jael-vike-climate-policy-centre-training/>

¹¹⁰ Climate Interactive. <https://www.climateinteractive.org/en-roads/>

3.3.3 Conséquences : budgets climatiques votés sans compréhension, politiques non intégrées, financements manqués

L'ignorance climatique des décideurs produit des conséquences mesurables. Sans formation sur les mécanismes de financement climatique, les parlementaires ne peuvent pas exercer leur contrôle budgétaire sur les fonds CAFI/FONAREDD, qui représentent pourtant jusqu'à 500 millions USD conditionnés à des jalons législatifs ¹¹¹. Sans compréhension des enjeux de la transition énergétique, ils ne peuvent élaborer de cadre législatif favorable aux investissements privés dans les énergies renouvelables, pourtant essentiels à la réduction de la dépendance à la biomasse (93 % des ménages) ⁸⁶. Sans connaissance des implications économiques du changement climatique, ils votent des budgets qui ignorent les canaux de dommages identifiés par la Banque mondiale stress thermique des travailleurs (8,0 % de perte de PIB), inondations urbaines (2,5 %), cultures pluviales (1,6 %) ¹⁶. Les politiques sectorielles demeurent non intégrées aux enjeux climatiques : le code minier, le code forestier et la politique agricole fonctionnent indépendamment de la CDN, faute de compréhension transversale. La Banque mondiale estime que la RDC doit mobiliser 66 milliards USD entre 2020 et 2030, mais le secteur privé ne contribue que 14,3 millions USD par an ⁸⁶, en partie parce que les leaders ne maîtrisent pas les mécanismes d'accès aux fonds verts.

3.4 Le besoin de formation comme pré-requis à toute action

3.4.1 Le cycle vicieux

Le handicap de formation et de sensibilisation en RDC s'inscrit dans un cycle vicieux : les jeunes, non formés aux enjeux climatiques, ne développent pas de littératie environnementale et ne génèrent pas de pression citoyenne ; les leaders politiques et économiques, non informés, ne priorisent pas l'action climatique ; cette absence de priorité se traduit par une gouvernance déficiente budgets non alloués, plans non opérationnalisés, financements non mobilisés ; la gouvernance déficiente permet la poursuite d'un modèle d'extraction sans redistribution ni réinvestissement dans la résilience ; ce modèle perpétue la pauvreté (85,3 % de la population vivant avec moins de 3 dollars par jour) ¹¹, qui limite l'accès à l'éducation et ferme la boucle du cycle. Ce phénomène d'équilibre de bas niveau tend vers un *low-level equilibrium trap* où le déficit de capital humain climatique, la faible absorption des financements et la faible réduction des émissions se renforcent mutuellement. La seule variable exogène capable de briser ce cycle est une injection massive de capital humain formation des jeunes, formation des leaders, sensibilisation des citoyens qui modifie simultanément plusieurs nœuds du système.

¹¹¹ Fonaredd. <https://fonaredd-rdc.org/le-fonaredd-devant-le-senat-transparence-et-gouvernance-au-coeur-des-echanges/>

3.4.2 L'éducation climatique comme levier de rupture

L'éducation climatique constitue le seul levier capable de briser ce cycle en agissant sur trois fronts. Former les jeunes 70 % de la population crée une masse critique de citoyens informés capables d'exercer une pression démocratique sur les décideurs. Former les leaders politiques et économiques permet de transformer l'agenda de gouvernance et d'orienter les investissements vers la résilience. Sensibiliser l'ensemble de la population notamment les femmes qui représentent 60 à 73 % de la main-d'œuvre agricole ¹² diffuse des pratiques d'adaptation concrètes à l'échelle nationale. L'expérience ougandaise du PFCC-U constitue une preuve de concept : en structurant un groupe multipartisan de 215 parlementaires, en organisant des missions de benchmarking et en participant aux COPs depuis 2010, le PFCC-U a créé une dynamique institutionnelle aboutissant à la Climate Change Act 2021 ^{61 105}. Ce modèle, reproductible en RDC, démontre que la formation des leaders n'est pas une dépense mais un investissement structurel produisant des retombées législatives, budgétaires et diplomatiques mesurables.

3.4.3 Le coût de l'inaction vs le coût de l'action

L'arbitrage économique entre l'inaction et l'action en matière d'éducation climatique s'avère défavorable à l'inaction de manière écrasante.

Indicateur	Scénario d'inaction	Scénario d'action (éducation climatique)	Source
Perte de PIB d'ici 2050	4,7–12,9 % selon les scénarios SSP ¹⁶	Réduction des dommages d'~40 % (de -12,9 % à -7,8 %) ¹⁶	Banque mondiale CCDD (2023)
Personnes supplémentaires en pauvreté d'ici 2050	~16 millions ¹⁶	Évitable avec adaptation précoce	Banque mondiale CCDD (2023)
Investissements publics d'adaptation nécessaires d'ici 2050	~10,9 Mds USD cumulés ¹¹²	5,4 % du PIB (vs 9 % sans action) ¹⁶	Banque mondiale CCDD (2023)
Coût programme national d'éducation climatique (estimation)	—	3–5 M USD sur 3 ans	Estimation DecarbOne RDC
Catastrophes naturelles en 25 ans	312 ; 8,2 M personnes affectées ¹¹	Réduction via résilience communautaire	Banque mondiale / EM-DAT

¹¹² ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-drc-country-climate-and-development-report>

Indicateur	Scénario d'inaction	Scénario d'action (éducation climatique)	Source
Rang vulnérabilité ND-GAIN (2024)	184e / 187 pays ¹¹	Amélioration progressive possible	ND-GAIN

Le coût de l'inaction des pertes de PIB de 12,9 % d'ici 2050, 16 millions de personnes supplémentaires en pauvreté, des investissements publics additionnels de 10,9 milliards USD dépasse de plusieurs ordres de grandeur le coût estimé d'un programme national d'éducation climatique structuré (3 à 5 millions USD sur trois ans). Le ratio coût-bénéfice est ainsi supérieur à 1:1 000. L'adaptation peut réduire les dommages d'environ 40 %, passant de -12,9 % à -7,8 % du PIB ¹⁶, et investir dès aujourd'hui permettrait de réduire le fardeau fiscal futur de 9 % à 5,4 % du PIB ¹⁶.

Cet arbitrage favorable à l'action ne se réalise pas spontanément. Il suppose un investissement préalable en capital humain formation des enseignants, création de curricula adaptés, déploiement d'outils pédagogiques, formation des leaders qui constitue la condition nécessaire à l'appropriation nationale des politiques climatiques. Sans cet investissement, la RDC continuera de produire des plans parfaits sur le papier sans impact sur le terrain, de manquer des financements climatiques par incapacité de préparation de projets bancables, et de voir ses ressources naturelles exceptionnelles deuxième forêt tropicale mondiale, 74 % du cobalt mondial, 50 % des eaux de surface de l'Afrique être exploitées sans générer de résilience pour ses populations. Le gap de formation et de sensibilisation n'est pas une carence sectorielle mineure : c'est le handicap systémique qui paralyse l'ensemble de l'action climatique en République démocratique du Congo. Sa correction constitue le pré-requis incontournable à toute stratégie de décarbonation crédible.

4. DecarbOne RDC : Vision, Mission et Objectifs Stratégiques

4.1 Fondements et raison d'être

4.1.1 Le constat fondateur : la RDC ne manque pas de plans, elle manque de capacités humaines

La République démocratique du Congo dispose aujourd'hui d'une surabondance de cadres stratégiques climatiques. Le Plan National de Développement Stratégique (PNSD) 2024-2028, le Plan National d'Adaptation (PNA) 2022-2026, la Stratégie Nationale d'Afforestation et de Reboisement (SPANB) 2025-2030 et la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) constituent autant de documents stratégiques cohérents sur le papier ¹². Pourtant, le fossé entre ces stratégies et leur mise en œuvre effective constitue l'un des écarts les plus documentés de la gouvernance climatique africaine. Le FONAREDD n'a mobilisé qu'environ 750 M USD en dix ans, soit 1,5 % des 48,68 Mds USD estimés nécessaires par la CDN pour 2021-2030 ⁹⁴. Cette fraction infime ne s'explique pas par l'absence de volonté politique la RDC a ratifié l'Accord de Paris dès 2015 mais par un déficit systémique de capital humain capable de traduire les intentions en actions.

L'analyse du Congo Research Group et d'Ebuteli révèle un indice de perception de la corruption de 1,6 à 1,7 sur 10 et une fragmentation institutionnelle sévère entre le MEDD, le CTNC, la CN-REDD et le FONAREDD, sans mécanisme de coordination véritable ¹⁰³. Les institutions climatiques fonctionnent en silos verticaux : chaque entité produit ses rapports et mobilise ses partenaires, sans converger vers une orientation commune. Le résultat en est une architecture où des stratégies parfaites sur le papier produisent un impact quasi nul sur le terrain. C'est précisément dans cet écart que DecarbOne RDC inscrit son intervention non pas comme un planificateur supplémentaire ni comme un exécuteur isolé, mais comme un connecteur qui transforme les documents stratégiques en compétences opérationnelles et crée les conditions d'une pression citoyenne structurée.

4.1.2 Le positionnement de DecarbOne RDC comme méta-orchestrateur

La conception de DecarbOne RDC repose sur une thèse organisationnelle : dans un écosystème saturé de plans mais dépourvu de coordination, la valeur ajoutée maximale émane non d'une nouvelle production stratégique, mais de la connexion intelligente des acteurs existants. Cette approche de « méta-orchestration » définit DecarbOne RDC comme un hub intégré qui connecte quatre dimensions jusqu'ici disjointes : l'éducation des jeunes, le plaidoyer politique, les données climatiques et les communautés locales ¹¹³.

Chacune de ces dimensions présente des acteurs compétents mais sectoriels. L'éducation climatique relève de l'UNESCO et du Greening Education Partnership (GEP), qui compte 99 pays

¹¹³ UNFCCC. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cop26_auv_3b_Glasgow_WP.pdf

membres et 96 000 écoles vertes, mais dont l'engagement congolais reste formel ⁹¹. Le plaidoyer politique est assuré par le Climate Parliament, présent dans 22 pays africains, et l'APF, qui a déployé son Corpus législatif climat dans le Bassin du Congo en août 2024 ¹¹⁴. Les données climatiques sont produites par le CBSI et la Global Forest Watch ; les communautés locales sont accompagnées par des organisations comme la Fondation IPOMA, qui développe des écoles mobiles pour les enfants pygmées ⁹⁶. Aucune structure ne connecte pourtant ces quatre domaines dans une logique de renforcement mutuel. C'est cette fonction que Decarbhone RDC entend remplir, en s'inscrivant dans le cadre de l'Action for Climate Empowerment (ACE) de l'UNFCCC, qui préconise une approche interdisciplinaire et multi-acteurs articulée autour de six éléments : éducation, formation, sensibilisation, participation du public, accès à l'information et coopération internationale ¹¹⁵.

4.1.3 Les valeurs fondatrices

Le positionnement opérationnel de Decarbhone RDC repose sur cinq valeurs fondatrices, chacune répondant à une tension structurelle identifiée dans le diagnostic. La **rupture avec le schéma extractif** constitue la valeur cardinale : la RDC détient 74,2 % des réserves mondiales de cobalt et abrite la deuxième forêt tropicale de la planète, mais ne capte que ~3 % de la valeur de la chaîne batteries-VE et 90 % de sa population n'a pas accès à l'électricité ¹¹⁶. La **transition juste** garantit que l'urgence climatique ne justifie pas des sacrifices inégaux dans un pays où 62,3 % de la population vit sous le seuil de pauvreté monétaire et 40 000 enfants travaillent dans les mines ⁸⁹. L'**inclusion** opérationnalise le genre (60-73 % de la main-d'œuvre agricole féminine, 12,8 % de représentation parlementaire), la jeunesse (70 % de la population a moins de 30 ans) et les peuples autochtones. La **transparence** répond à la corruption endémique par une approche « anti-corruption by design » : budgets publiés, vérification participative et redevabilité locale. La **scientificité** fonde chaque intervention sur des données vérifiables, face à l'incertitude statistique qui paralyse la planification le taux d'accès à l'électricité oscillant entre 10,3 % et 22,1 % selon les sources.

4.2 Vision et mission

4.2.1 Vision 2030

La vision de Decarbhone RDC à l'horizon 2030 s'énonce ainsi : « Une RDC où chaque citoyen du plus jeune élève au plus haut décideur est équipé pour comprendre, négocier et agir sur les enjeux climatiques. » Cette vision articule trois dimensions : la compréhension (littératie

¹¹⁴ APF – Francophonie. <https://apf-francophonie.org/l-apf-accompagne-les-parlements-des-six-pays-du-bassin-du-congo-l-adoption-et-la-mise-en-oeuvre-de>

¹¹⁵ wikipedia.org. https://en.wikipedia.org/wiki/Action_for_Climate_Empowerment

¹¹⁶ Climate Chance. <https://www.climate-chance.org/wp-content/uploads/2020/07/climate-chance-afrique-2018-education-et-formation.pdf>

climatique), la négociation (capacité de participation aux débats et marchés climatiques) et l'action (aptitude à mettre en œuvre des solutions concrètes).

Elle repose sur un constat quantitatif : avec 70 % de la population âgée de moins de 30 ans et un financement climatique mondial qui consacre moins de 2 % aux activités d'éducation et d'ACE, la RDC possède le dividende démographique le plus important d'Afrique centrale mais investit disproportionnellement peu dans le capital humain qui le valorisera ¹¹⁷. L'éducation nationale ne consacre que 2,6 % du PIB à l'enseignement, parmi les ratios les plus faibles d'Afrique subsaharienne, avec la quasi-totalité des ressources absorbées par les salaires ⁸⁹. Dans ce contexte, la vision 2030 ne se présente pas comme un substitut aux politiques publiques, mais comme un catalyseur de pression citoyenne pour leur mise en œuvre effective.

4.2.2 Mission

La mission opérationnelle de Decarbhone RDC consiste à *accompagner la RDC dans ses bonnes pratiques et actions de décarbonation par la formation, la sensibilisation et le renforcement des capacités de toutes les classes sociales*. Cette formulation inclusive traduit le refus d'une approche élitiste qui ne toucherait que les décideurs politiques et les cadres supérieurs.

La mission s'articule autour de deux volets complémentaires. Le premier, **Climate to School**, cible les élèves, étudiants et jeunes entrepreneurs avec un objectif de 500 000 personnes sensibilisées et formées d'ici 2029. Le second, **Leadership en Climat**, vise les parlementaires, hauts fonctionnaires, dirigeants d'entreprises et leaders communautaires, avec un objectif de 500 leaders formés sur la même période. Un objectif transversal vise à faire de Decarbhone RDC le producteur de référence de données harmonisées sur les indicateurs climatiques nationaux.

4.2.3 Théorie du changement

La théorie du changement de Decarbhone RDC postule une chaîne causale en cinq maillons : l'éducation produit une pression citoyenne structurée ; cette pression force la formation des leaders politiques ; les leaders informés améliorent la gouvernance climatique ; une gouvernance améliorée permet une capture de valeur locale ; cette capture de valeur génère la résilience climatique durable.

Cette théorie trouve un appui empirique dans le modèle ougandais du Parliamentary Forum on Climate Change (PFCC-U), créé en 2008, qui a conduit à l'adoption de la Climate Change Act en avril 2021 une loi qui impose qu'aucun budget ministériel ne puisse passer le Parlement sans un certificat attestant un investissement substantiel sur le climat ¹⁰⁶. Le PFCC-U est passé de 45 à plus de 215 membres parlementaires en huit ans, démontrant que la formation des leaders, lorsqu'elle s'appuie sur une pression citoyenne organisée, peut transformer le cadre

¹¹⁷ Knowledge Sharing Platform. <https://www.unccllearn.org/about/about-us/>

législatif national. Le modèle du Carbon Literacy Project de Manchester offre une validation complémentaire : 3 117 employés formés, dont 92 élus, avec une réduction estimée de 15 % des émissions carbone personnelles par participant ¹¹⁸. Ces deux cas confirment que la chaîne éducation → pression → gouvernance → action est opérationnelle lorsque les conditions d'une formation de qualité et d'un accompagnement post-formation sont réunies.

4.3 Objectifs stratégiques 2026-2029

4.3.1 Objectif général : construire un capital humain climatique de masse

L'objectif général de Decarbhone RDC pour la période 2026-2029 consiste à **construire un capital humain climatique de masse en RDC**, articulé autour de deux volets complémentaires et d'un objectif transversal. Le tableau suivant synthétise les objectifs SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Pertinents, Temporellement définis) par volet :

Dimension	Objectif SMART	Indicateur de performance	Cible 2029	Référence de base
Volet 1 – Climate to School				
Élèves sensibilisés (primaire/secondaire)	Sensibiliser 400 000 élèves à la littératie climatique via des ateliers et outils pédagogiques	Nombre d'élèves ayant participé à au moins un atelier de sensibilisation	400 000	~0 en 2025 (hors initiatives ponctuelles)
Étudiants formés	Former 80 000 étudiants universitaires aux enjeux climatiques via la plateforme UN CC:Learn et des modules spécifiques	Nombre d'étudiants certifiés (attestation de suivi)	80 000	0 (programme non existant)
Jeunes entrepreneurs climatiques	Accompagner 20 000 jeunes entrepreneurs dans l'élaboration de projets à impact climatique positif	Nombre de jeunes ayant soumis un projet climatique structuré	20 000	0 (programme non existant)

¹¹⁸ UK100. <https://www.uk100.org/knowledge-hub/manchester-carbon-literacy-project>

Dimension	Objectif SMART	Indicateur de performance	Cible 2029	Référence de base
Formateurs certifiés	Constituer un vivier de 500 formateurs locaux capables d'animer des ateliers climat de manière autonome	Nombre de formateurs certifiés « Climate to School »	500	0
Volet 2 – Leadership en Climat				
Parlementaires formés	Former 200 députés et sénateurs aux fondamentaux climatiques, à l'action législative et aux mécanismes de financement	Nombre de parlementaires ayant suivi les deux modules de formation	200	~50 (séminaire APF 2024)
Hauts fonctionnaires formés	Former 150 secrétaires généraux de ministères, directeurs de cabinet et conseillers techniques en gouvernance climatique	Nombre de hauts fonctionnaires certifiés	150	0 (programme structuré)
Dirigeants du secteur privé	Former 100 dirigeants d'entreprises congolaises en stratégie climat, finance verte et conformité ESG	Nombre de cadres dirigeants ayant complété le programme	100	0 (programme non existant)
Leaders communautaires	Former 50 leaders communautaires (chefs coutumiers, présidents d'associations, élus	Nombre de leaders communautaires certifiés	50	0

Dimension	Objectif SMART	Indicateur de performance	Cible 2029	Référence de base
	locaux) en négociation climatique et marchés carbone			
Facilitateurs EN-ROADS	Former 20 facilitateurs certifiés à l'utilisation du simulateur EN-ROADS pour l'animation d'ateliers auprès des décideurs	Nombre de facilitateurs certifiés EN-ROADS en RDC	20	0
Objectif transversal – Données climatiques				
Indicateurs harmonisés	Produire et publier un tableau de bord annuel des indicateurs climatiques de la RDC avec méthodologie transparente	Nombre d'indicateurs harmonisés et publiés	15 indicateurs clés	0 (système non existant)
Base de données ouverte	Créer une plateforme en ligne de données climatiques congolaises accessible gratuitement	Lancement de la plateforme decarbonerdc.com/data	Plateforme opérationnelle	Site web basique

Ce tableau opérationnalise l'objectif général en cibles chiffrées assignées à chaque composante. La logique sous-jacente est celle d'un renforcement mutuel : les élèves formés deviennent des citoyens exigeants ; les parlementaires formés deviennent des législateurs compétents ; les données produites alimentent le débat public ; et les entrepreneurs accompagnés créent les emplois verts qui matérialisent la transition. L'atteinte de ces objectifs suppose un budget triennal estimé entre 3 et 5 millions USD, réparti selon une architecture de 30 % pour le personnel et la coordination, 35 % pour la formation et le déploiement terrain, 15 %

pour la digitalisation et les ressources pédagogiques, 10 % pour le suivi-évaluation et la recherche, et 10 % pour la communication et le plaidoyer ¹¹⁹.

4.3.2 Volet 1 — Climate to School

Le volet Climate to School cible les élèves du primaire et du secondaire, les étudiants universitaires et les jeunes entrepreneurs, avec un objectif cumulé de 500 000 personnes touchées d'ici 2029. Il repose sur une approche pédagogique hybride qui combine présentiel et numérique, compte tenu des contraintes de connectivité en RDC ¹²⁰.

Pour les élèves, le programme intègre le jeu de cartes PLAN (Play, Learn and Act Now) d'Ecocykle, déployé dans 100 écoles sur 11 pays, ainsi que des approches inspirées du modèle Eco-Schools efficace au Rwanda (35 écoles, 20 000 élèves) et en Afrique du Sud (4 500 écoles, 1,2 million d'apprenants) ^{47 121}. Pour les étudiants, il s'appuie sur la plateforme UN CC:Learn, qui a délivré plus de 500 000 certificats et propose plus de 120 cours gratuits en français ⁹⁸. Pour les entrepreneurs, il s'inspire de l'African Climate Innovation Challenge (ACIC), qui a accompagné plus de 3 000 candidats issus de dix pays d'Afrique subsaharienne ⁹⁹.

Le déploiement s'effectue selon une méthodologie en cascade (train-the-trainer) à quatre niveaux : formateurs experts Decarbhone RDC (niveau 1), formateurs de formateurs universitaires (niveau 2), formateurs locaux dans les écoles et communautés (niveau 3), et bénéficiaires finaux (niveau 4) ¹²². La qualité de cette cascade dépend critique du soutien continu aux facilitateurs et des cycles de feedback réguliers ¹²³. Contrairement aux approches importées qui peuvent heurter les savoirs locaux, le programme intègre explicitement les connaissances indigènes sur l'environnement et le climat ¹²⁴. Les modules sur l'agriculture climato-intelligente ciblent les agricultrices comme multiplicatrices d'impact ; les ateliers sur les marchés carbone communautaires préparent les populations à négocier équitablement les mécanismes REDD+ ; et les jardins scolaires concrétisent la transition dans l'espace quotidien des élèves.

4.3.3 Volet 2 — Leadership en Climat

Le volet Leadership en Climat cible les 500 décideurs politiques et économiques les plus influents de la RDC, avec une approche fondée sur l'andragogie l'art d'enseigner aux adultes.

¹¹⁹ Knowledge Sharing Platform. https://www.unccllearn.org/wp-content/uploads/2023/01/Guidance-Note-EN-Digital_compressed.pdf

¹²⁰ OECD. [https://one.oecd.org/document/EDU/WKP\(2024\)02/en/pdf](https://one.oecd.org/document/EDU/WKP(2024)02/en/pdf)

¹²¹ Lund University Publications. <https://lup.lub.lu.se/student-papers/record/3910535/file/3910773.pdf>

¹²² MDPI. <https://www.mdpi.com/2227-7102/15/2/183>

¹²³ iis.org. <https://www.iis.org/cds2008/cd2008sci/EISTA2008/PapersPdf/E964RM.pdf>

¹²⁴ MDPI. <https://www.mdpi.com/2071-1050/16/9/3744>

Les adultes décideurs sont des apprenants autodirigés qui évaluent l'éducation selon sa pertinence immédiate et privilégient l'apprentissage par la pratique ¹²⁵.

La composante parlementaire constitue la priorité immédiate. Avec un taux de renouvellement de près de 70 % aux élections de décembre 2023, la législature actuelle représente une fenêtre d'opportunité historique : la majorité des députés sont nouveaux, formables, et n'ont pas encore été intégrés dans les réseaux d'intérêts établis ¹⁰³. Le modèle ougandais du PFCC-U offre un blueprint directement replicable : création d'un Forum Parlementaire sur le Changement Climatique en RDC, programme en deux modules de trois jours, utilisation du simulateur EN-ROADS du MIT Sloan (1,5 million d'utilisateurs, 960 ambassadeurs formés dans 181 pays) pour les simulations de politiques climatiques, et coaching individuel post-formation

^{110 106}.

La composante secteur privé s'appuie sur des partenariats avec les chambres de commerce et la FEC, en adaptant le SME Climate Hub pour les PME congolaises ¹²⁶ et en partenariat avec le Strathmore Business School de Nairobi pour les dirigeants de grandes entreprises ⁹³. La composante hauts fonctionnaires vise les secrétaires généraux de ministères et directeurs de cabinet, avec un module de gouvernance climatique intégré dans les programmes de l'École Nationale d'Administration (ENA) de la RDC une approche d'intégration qui maximise la probabilité de pérennisation institutionnelle.

4.3.4 Objectif transversal : devenir le producteur de référence de données harmonisées

L'objectif transversal vise à positionner Decarbhone RDC comme le « data broker » climatique de référence pour la RDC. Le taux d'accès à l'électricité oscille entre 10,3 % et 22,1 % selon les sources ; la pauvreté monétaire entre 62,3 % et 73 % ; et la part de l'artisanat minier dans le cobalt de 2 % à 30 %. Cette multiplicité de chiffres contradictoires crée une paralysie décisionnelle où chaque camp choisit le chiffre qui soutient son agenda.

Decarbhone RDC entend lever cette ambiguïté en produisant un tableau de bord annuel de quinze indicateurs climatiques clés couvrant : émissions de GES et puits de carbone forestier ; pertes forestières annuelles (données satellite) ; taux d'accès à l'électricité harmonisé ; part des énergies renouvelables ; vulnérabilité climatique par province ; financement climatique mobilisé ; personnes formées en éducation climatique ; intégration climat dans les curricula ; et indicateurs de genre dans l'action climatique. Chaque indicateur sera documenté avec sa méthodologie, ses sources et ses limites d'incertitude. Cette infrastructure informationnelle constitue un préalable à l'accès aux financements climatiques internationaux. L'expérience vietnamienne, qui a développé un système M&E avec 72 indicateurs SMART et un processus de reporting en ligne, démontre qu'un tel système est réalisable dans un pays en développement

¹²⁵ Cadmium. <https://www.gocadmium.com/resources/what-is-adult-learning-theory-and-why-is-it-important>

¹²⁶ NAP Global Network. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2025/09/napgn-en-2025-tracking-progress-for-mel-nap-processes.pdf>

à capacités limitées ¹²⁷. La plateforme sera construite sur des standards ouverts, avec un accès gratuit et une mise à jour annuelle, en partenariat avec les universités de Kinshasa et de Lubumbashi.

¹²⁷ NAP Global Network. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2023/05/napgn-en-2023-monitoring-evaluation-manual-climate-change-adaptation-activities-vietnam-1.pdf>

5. Volet 1 : Climate to School — Former les Jeunes, Bâtir l'Avenir

Introduction

L'éducation climatique constitue le levier de rupture structurel le plus puissant à disposition de la République démocratique du Congo dans sa trajectoire de transition bas-carbone. Alors que le pays détient le deuxième massif forestier tropical du monde et approvisionne 74,2% du cobalt mondial, ses jeunes qui représentent 70% d'une population estimée à plus de 100 millions d'habitants demeurent largement exclus de la littérature climatique fondamentale¹²⁸[^H3^]. Cette dichotomie entre potentiel stratégique et capital humain sous-investi constitue à la fois un handicap majeur et une opportunité historique. Le volet Climate to School de DecarbOne RDC s'inscrit dans cette logique d'investissement transformationnel : former une génération de jeunes Congolais capables de comprendre, de piloter et de bénéficier des transitions énergétique, forestière et agricole en cours. Ce chapitre détaille les cibles du programme, son bilan initial, son architecture pédagogique structurée sur la période 2026-2029, et sa stratégie de déploiement territorial.

5.1 Cibles et publics

5.1.1 Élèves du primaire et secondaire : l'empreinte climatique dès l'école

Le public fondamental de Climate to School reste l'élève congolais âgé de 6 à 18 ans, scolarisé dans le réseau primaire et secondaire. Au regard des chiffres du système éducatif national, la RDC compte environ 25 millions d'élèves répartis dans plus de 80 000 établissements scolaires publics et privés⁸⁹. Ce public présente une double caractéristique déterminante : une vulnérabilité climatique extrême les événements climatiques ont détruit 1 325 écoles et affecté plus de 200 000 enfants au début de l'année 2024 seulement¹²⁹ et une plasticité cognitive propice à l'acquisition de comportements durables.

L'approche pédagogique pour cette tranche d'âge repose sur l'intégration dans les curricula existants, conformément à l'arrêté ministériel de juillet 2020 qui a officialisé l'intégration de l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires à partir de la rentrée de septembre 2020⁸⁸. Cette intégration, bien que juridiquement acquise, demeure opérationnellement marginale : l'étude de Kasele Mbungu (2013) révélait déjà que l'éducation relative à l'environnement n'occupait qu'une place "sectorielle, ponctuelle et cloisonnée" dans

¹²⁸ IFRI – Institut français des relations internationales.

https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/danino-perraud_geoeconomie_chaines_de_valeur_2021.pdf

¹²⁹ Geneva Global Hub for Education in Emergencies. <https://eiehub.org/country-briefings-forgotten-education-crises/the-democratic-republic-of-the-congos-education-crisis>

quelques disciplines (Géographie, Zoologie, Botanique, Biologie, Éducation Civique et Morale), avec des enseignants souffrant d'un "déficit réel en formation relative à l'environnement"⁸⁴. Climate to School vise précisément à combler cet écart entre le cadre légal et la réalité de classe.

5.1.2 Étudiants universitaires : former les décideurs de demain

Le deuxième public cible regroupe les étudiants des institutions d'enseignement supérieur, en particulier l'Université de Kinshasa (UNIKIN, 30 000 étudiants), l'Université de Lubumbashi (UNILU) et l'Université Catholique de Bukavu (UCB)^{101 102}. Ces universités développent déjà des programmes de recherche environnementale de qualité l'UNIKIN excelle sur l'eau, la forêt et la géomatique¹⁰¹, l'UNILU a été visible à la COP27 avec son programme CABES sur la biodiversité et les écosystèmes¹⁰².

Ce public universitaire est stratégique à trois titres. Premièrement, il constitue le réservoir de futurs formateurs, chercheurs et décideurs politiques. Deuxièmement, il est directement concerné par les bourses et programmes de recherche existants le Congo Basin Science Initiative (CBSI) offre par exemple des bourses de Master et Doctorat entièrement financées avec six observatoires scientifiques couvrant le climat, la biodiversité, l'hydrologie et la socio-écologie^{100 130}. Troisièmement, les étudiants représentent le relais naturel vers les communautés rurales, dont 62% de la population congolaise¹²⁸.

5.1.3 Jeunes entrepreneurs et innovateurs : capitaliser sur la créativité congolaise

Le troisième public cible les jeunes entrepreneurs et porteurs de projets climatiques, âgés de 18 à 35 ans. Ce segment stratégique, souvent négligé par les programmes éducatifs classiques, est essentiel pour la création d'un écosystème d'entrepreneuriat vert en RDC. L'African Climate Innovation Challenge (ACIC), qui a réuni plus de 3 000 candidats issus de 10 pays d'Afrique subsaharienne⁹⁹, démontre l'appétence de cette cible pour l'action climatique. Le programme YouthADAPT de la Banque africaine de développement, avec des subventions jusqu'à 100 000 USD, et le Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique (FCCA, 28,8 millions USD) offrent des modèles de financement directement applicables au contexte congolais¹³¹.

5.2 Programmes existants et résultats

5.2.1 Bilan des deux premières années : sensibilisation en milieu scolaire kinois

Les premières interventions de Decarbhone RDC dans le domaine de l'éducation climatique ont ciblé des établissements pilotes de la ville-province de Kinshasa. L'École de la Foi de Kinshasa (EFK) et l'École Chrétienne de Kinshasa ont constitué les deux pôles d'expérimentation initiaux,

¹³⁰ congobasinscience.net. <https://congobasinscience.net/fr/a-propos/qui-sommes-nous/>

¹³¹ rainforestfoundationuk.org. https://www.rainforestfoundationuk.org/wp-content/uploads/2026/07/RFUK-Briefing_ENG_FINAL.pdf

permettant de tester des approches pédagogiques adaptées au contexte congolais. Ces interventions, bien que modestes en termes d'échelle, ont produit des enseignements critiques sur la réceptivité des élèves, les contraintes logistiques des écoles urbaines, et les besoins de formation des enseignants.

En parallèle, l'UNESCO a mené une initiative significative en décembre 2025, sensibilisant 300 élèves dont 183 filles dans trois écoles kinoises (Be Léonnie, ITM/N'Sele et Buanya/Kalamu) sur le rôle du Bassin du Congo dans la régulation climatique mondiale et le programme Écoles Vertes ¹³². Cette initiative a abouti à la création de clubs scientifiques dédiés à la gouvernance environnementale en milieu scolaire, illustrant la réceptivité des jeunes Congolais aux questions climatiques lorsque les contenus sont adaptés et les animateurs formés.

5.2.2 Le jeu de cartes PLAN : une approche ludique validée à l'échelle régionale

Le jeu de cartes PLAN (Play, Learn and Act Now), développé par Ecocykle, constitue l'outil pédagogique phare déployé par DecarbOne RDC. Ce jeu utilise des cartes visuelles associant problématiques climatiques et cartes-solution pour développer les compétences de résolution de problèmes chez les élèves. Sa validation à l'échelle régionale est significative : le PLAN a été déployé dans 100 écoles réparties sur 11 pays, dont 8 en Afrique, et a reçu l'approbation du ministère de l'Environnement du gouvernement fédéral nigérian ⁹⁷.

L'approche ludique repose sur une évidence pédagogique solidement établie : l'apprentissage expérientiel génère des taux de rétention supérieurs de 75-90% comparés aux méthodes passives (5-10%) ⁹⁷. Le Climate Fresk, atelier collaboratif de 3 heures basé sur les rapports du GIEC et déployé à TU Dublin où plus de 400 étudiants ont été formés par 19 facilitateurs certifiés ¹³³, constitue une référence complémentaire pour l'approche ludique. Ces outils, adaptés au contexte congolais, offrent une base méthodologique éprouvée pour le passage à l'échelle du programme Climate to School.

5.2.3 Partenariats académiques : un écosystème en construction

Les partenariats universitaires de DecarbOne RDC s'inscrivent dans un écosystème scientifique régional en pleine structuration. Le Réseau des Institutions de Formation Forestière et Environnementale en Afrique Centrale (RIFFEAC) et le Congo Basin Science Initiative (CBSI) constituent les deux piliers de cette architecture ^{100 130}. Le CBSI, coprésidé par le Professeur Raphaël Tshimanga (UNIKIN) et le Professeur Simon Lewis (University of Leeds/UCL), a déjà réuni plus de 250 participants à sa première conférence à Brazzaville en 2025 et finance des bourses de recherche sur l'eau, la modélisation hydrologique et la biodiversité aquatique ^{100 134}.

¹³² UNESCO. <https://www.unesco.org/fr/articles/kinshasa-300-eleves-sensibilises-la-promotion-des-ecoles-vertes-en-rdc>

¹³³ TU Dublin. <https://www.tudublin.ie/media/documents/climate-action-roadmap-V4-october-2025.pdf>

¹³⁴ congobasinscience.net. <https://congobasinscience.net/fr/un-elan-historique-pour-la-science-en-afrique-centrale-la-premiere-conference-de-linitiative-science-pour-le-bassin-du-congo-recoit-une-attention-mondiale/>

Programme	Échelle	Innovation clé	Partenaires	Pertinence RDC
Eco-Schools (Rwanda)	35 écoles, 20 000+ élèves ⁴⁷	Méthode IVAC + Green Flag	ARCOS, gouvernement danois	Méthodologie replicable, impact genre documenté
WESSA Eco-Schools (Afrique du Sud)	4 500+ écoles, 1,2M+ apprenants ¹²¹	11 thèmes intégrés, 45 500+ enseignants formés	WESSA, FEE	Modèle de scaling maximal
Planète Education (Bénin)	20 000+ enfants ¹³⁵	OSC locales partenaires, jardins scolaires	AFD, Planète Urgence	Contexte francophone comparable
Burkina Faso	2 046 élèves, 50 enseignants formés ¹³⁶	Formation en cascade, coût réduit	Fondation Audemars Watkins	Modèle low-cost applicable en RDC rurale
Climate to School (RDC)	Phase pilote, Kinshasa	Jeu PLAN + écoles pilotes + partenariats universitaires	DecarbOne RDC, UNIKIN, UNILU	Seul programme intégrant le nexus énergie-forêt-agriculture

Ce tableau comparatif révèle plusieurs enseignements critiques pour le déploiement de Climate to School. Premièrement, les modèles africains les plus aboutis (Eco-Schools Rwanda, WESSA) partagent une caractéristique commune : l'articulation entre une méthodologie pédagogique formalisée et un système de reconnaissance (Green Flag, certification). Deuxièmement, l'impact sur l'équité de genre est systématiquement documenté dans les programmes les plus structurés : les filles s'engagent autant que les garçons dans les postes de leadership environnemental ⁴⁷. Troisièmement, le modèle de formation en cascade (Burkina Faso) représente l'approche la plus adaptée au contexte de ressources limitées qui prévaut en RDC, avec un coût par élève sensiblement inférieur aux modèles nord-sud classiques.

5.3 Programme structuré Climate to School 2026-2029

5.3.1 Architecture pédagogique : trois niveaux adaptés par tranche d'âge

Le programme Climate to School 2026-2029 repose sur une architecture pédagogique à trois niveaux, chacun adapté aux capacités cognitives et aux contextes de vie de ses bénéficiaires. Cette structuration s'inspire directement du cadre Action for Climate Empowerment (ACE) de l'UNFCCC, qui identifie l'éducation, la formation, la sensibilisation et la participation du public

¹³⁵ afd.fr. <https://www.afd.fr/fr/projets/planete-education-des-ecoles-engagees-pour-lenvironnement-au-benin>

¹³⁶ youth-conservation.org. <https://youth-conservation.org/2025/education-environnementale-innovante-burkina-faso/>

comme quatre domaines prioritaires pour la période 2021-2031 ¹³⁷, ainsi que du Greening Education Partnership de l'UNESCO qui vise l'intégration curriculaire dans 90% des systèmes éducatifs d'ici 2030 ¹³⁷.

Le **Niveau 1 : Sensibilisation ludique (6-12 ans)** privilégie l'apprentissage par le jeu et l'expérience. Il s'appuie sur le jeu PLAN adapté au contexte congolais, des jardins scolaires didactiques, et des clubs environnementaux junior. L'approche IVAC (Investigation, Vision, Action, Change), validée dans le programme Eco-Schools du Rwanda ⁴⁷, guide la progression pédagogique : les élèves investiguent leur environnement scolaire et familial, élaborent une vision d'amélioration, mettent en œuvre des actions concrètes, et mesurent les changements réalisés.

Le **Niveau 2 : Éco-délégués et action scolaire (12-18 ans)** introduit la dimension de responsabilisation active. Les éco-délégués, élèves élus dans chaque classe et formés aux enjeux climatiques, deviennent les ambassadeurs du programme au sein de leur établissement. Ce modèle, inspiré du système français mis en place depuis 2020 ¹³⁸, confie aux élèves des missions concrètes : réduction de la consommation d'énergie, protection de la biodiversité scolaire, gestion des déchets, et engagement de l'établissement dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les compétitions inter-écoles et les champs écoles paysans constituent les deux modalités d'expression de ce niveau.

Le **Niveau 3 : Formation spécialisée et entrepreneuriat (18-30 ans)** cible les étudiants et jeunes diplômés avec des modules techniques sur les trois piliers de la transition congolaise : énergie (solaire décentralisé, efficacité énergétique), forêt (REDD+, mécanismes de marché carbone, conservation communautaire), et agriculture (agriculture climato-intelligente, agroforesterie). Ce niveau intègre un volet entrepreneuriat avec des pitch sessions, du mentorat par des professionnels du secteur privé, et des bourses d'innovation climatique.

5.3.2 Méthodologies : l'apprentissage expérientiel au cœur du dispositif

Climate to School s'appuie sur une combinaison de méthodologies activement validées par la recherche en éducation environnementale. L'apprentissage expérientiel, qui place l'élève au centre du processus d'apprentissage par la confrontation directe avec des problématiques réelles, constitue la colonne vertébrale pédagogique. Les champs écoles paysans parcelles expérimentales gérées par les élèves sur le terrain scolaire permettent de lier théorie et pratique dans un contexte où l'agriculture représente 40% du PIB et emploie 60-70% de la population active ¹³⁹.

¹³⁷ UNESCO. <https://www.unesco.org/en/sustainable-development/education/greening-future/curriculum>

¹³⁸ Green Climate Fund. <https://www.greenclimate.fund/document/readiness-support-access-finance-democratic-republic-congo-area-4>

¹³⁹ Springer. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-84081-4_3

Les clubs environnement, systématisés dans plusieurs pays africains avec des résultats documentés 60 clubs scolaires dans la province du Ganzourgou au Burkina Faso ¹⁴⁰, constituent le tissu social du programme. Ils assurent la pérennité des actions au-delà des interventions ponctuelles de DecarbOne RDC et développent l'autonomisation des jeunes. Les compétitions inter-écoles, inspirées du modèle "Génie en herbe environnemental" du WWF-PEVi ¹⁴¹, stimulent l'engagement par la dimension ludique et la reconnaissance collective.

La plateforme digitale représente le cinquième pilier méthodologique. Compte tenu des Contraintes de connectivité en RDC le taux d'accès à Internet reste faible en dehors des grandes agglomérations, le modèle retenu est un blended learning (présentiel + numérique) avec des ressources téléchargeables pour utilisation hors ligne ¹²⁰. L'adaptation des cours de UN CC:Learn (120+ cours en auto-formation, 900 000+ apprenants mondiaux ¹¹⁷) au contexte congolais, ainsi que l'intégration des outils de l'Office for Climate Education (OCE), enrichit l'offre pédagogique sans nécessiter de développement propriétaire coûteux.

5.3.3 Module énergie-forêt-agriculture : lier les trois piliers de la transition congolaise

Le module transversal énergie-forêt-agriculture constitue l'innovation pédagogique majeure de Climate to School. Contrairement aux programmes d'éducation climatique génériques qui traitent le changement climatique comme une problématique abstraite, ce module ancre l'apprentissage dans les réalités systémiques de la RDC. Il articule trois équations fondamentales : sans électricité, pas d'alternative crédible à la déforestation causée par la biomasse (93% des ménages dépendent du bois-charbon [^H4^]) ; sans agriculture climato-intelligente, pas de sécurité alimentaire face aux baisses de rendements projetées de 16 à 27% d'ici 2050 [^H2^] ; sans forêt, pas de régulation climatique pour le Bassin du Congo dont le seuil critique de 25-30% de perte menace le régime pluviométrique régional [^H5^].

Ce module s'adresse principalement au Niveau 3 (étudiants et jeunes entrepreneurs) mais des versions simplifiées sont proposées aux Niveaux 1 et 2. Il intègre la dimension des marchés carbone communautaires, en partant du constat que les communautés locales ne peuvent négocier équitablement dans les mécanismes REDD+ et Article 6 de la CCNUCC sans une compréhension de base des mécanismes de valorisation du carbone ⁸⁸.

5.3.4 Module genre et inclusion : les filles comme multiplicatrices d'impact

La dimension genre n'est pas un ajout accessoire au programme Climate to School elle en constitue un pilier structurel. Les femmes congolaises occupent un positionnement systémique unique : elles représentent 60 à 73% de la main-d'œuvre agricole, sont les plus vulnérables aux chocs climatiques, assument la responsabilité principale de l'éducation des enfants, et ne

¹⁴⁰ coalition-education.fr. https://www.coalition-education.fr/depotWeb/Rapport_EEDD-2-pdf-pdf.pdf

¹⁴¹ wwfdrc.org. <https://www.wwfdrc.org/en/?28441/Le-WWF-sponsorise-un-concours-scolaire-sur-leducation-environnementale>

comptent que pour 12,8% des sièges au Parlement ⁹⁷. Ignorer les femmes dans un programme climatique, c'est ignorer l'interface entre toutes les dimensions de la transition.

Climate to School s'engage à ce que 50% des bénéficiaires soient des filles et jeunes femmes. Ce ciblage repose sur une logique d'impact démontrée : les programmes qui intègrent explicitement la dimension genre enregistrent des taux de réplication communautaire supérieurs. L'African Climate Innovation Challenge cible déjà 40% de startups dirigées par des femmes pour l'incubation ⁹⁹, et le FCCA a lancé un appel à projets spécifique sur l'égalité des genres et la résilience climatique couvrant 28 pays africains ¹³¹. Les clubs de filles pour l'environnement, documentés au Burkina Faso et au Sénégal avec des résultats positifs sur l'autonomisation ¹⁴⁰, sont systématiquement promus dans les écoles partenaires.

5.3.5 Certification et reconnaissance : un parcours structuré

La certification constitue l'élément différenciant majeur de Climate to School par rapport aux initiatives de sensibilisation ponctuelles. Elle répond à un double impératif : reconnaître formellement les compétences acquises par les jeunes, et créer un signal pour les employeurs et les institutions. Le partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale (EPST) vise l'intégration de ces certifications dans le cadre national de qualifications.

Niveau	Public	Durée	Contenu certifiant	Reconnaissance
Niveau 1 – Éco-citoyen	Élèves 6-12 ans	1 année scolaire	Littératie environnementale de base, 3 ateliers PLAN, projet jardin scolaire	Certificat DecarbOne-EPST "Jeune Éco-Citoyen"
Niveau 2 – Éco-délégué	Élèves 12-18 ans	2 années scolaires	Animation de club environnement, 1 projet d'action scolaire, 40h de formation	Certificat DecarbOne-EPST "Éco-Délégué Certifié", équivalence module EMC
Niveau 3 – Acteur climat	Étudiants 18-30 ans	6-12 mois	120h de formation (module EFA, genre, marchés carbone), 1 projet entrepreneurial	Certificat national "Acteur pour le Climat", partenariat universitaire
Niveau 3+ – Facilitateur	Enseignants, animateurs	80h (ToT) + 40h pratique	Pédagogie climatique, animation du jeu PLAN, évaluation	Certification "Formateur Climate to School", reconnaissance ACE internationale

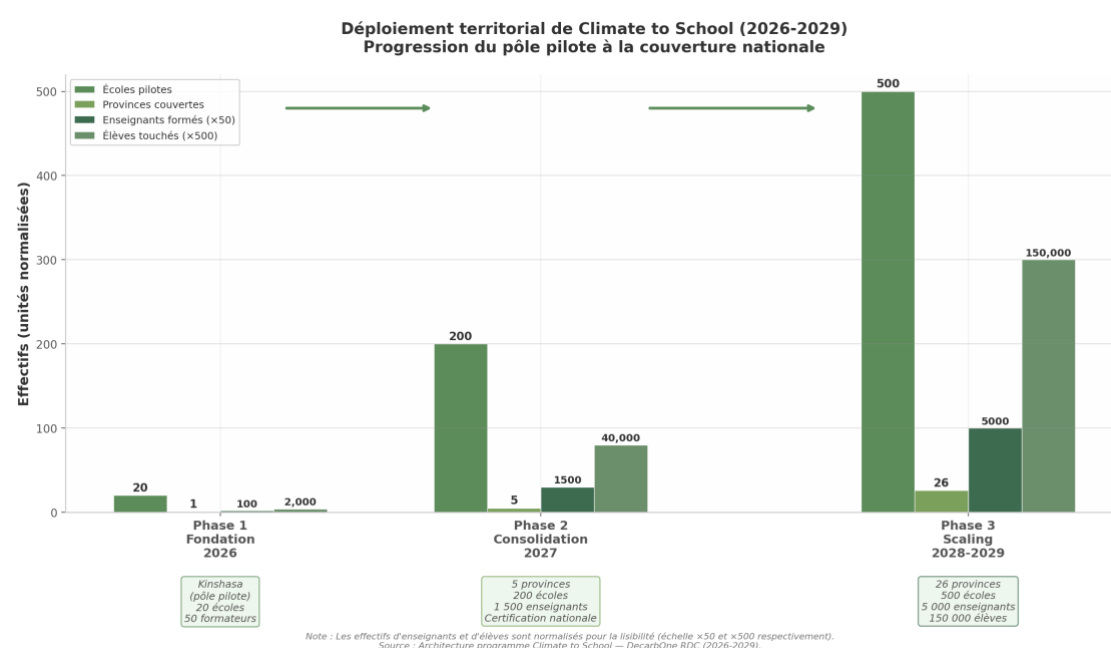
Ce tableau de certification répond aux standards internationaux les plus exigeants. Le Niveau 1 s'aligne sur l'approche "Green Flag" d'Eco-Schools ⁴⁷, le Niveau 2 sur le modèle des éco-délégués français ¹³⁸, et le Niveau 3 sur le cadre ACE de l'UNFCCC ¹¹³. La certification des facilitateurs (Niveau 3+) reprend le modèle train-the-trainer qui a fait ses preuves dans les programmes à grande échelle ¹²², avec un accompagnement continu pour éviter la distorsion

du message documentée dans les modèles cascade non soutenus ¹²³. L'objectif à l'horizon 2029 est de former 5 000 enseignants facilitateurs certifiés, capables d'autonomiser le déploiement du programme au-delà de l'intervention directe de DecarbONE RDC.

5.4 Déploiement territorial et partenariats

5.4.1 Stratégie de déploiement : du pôle pilote à la couverture nationale

La stratégie de déploiement de Climate to School adopte une approche phasée, dictée par la réalité d'un territoire de 2,3 millions de km² avec des infrastructures de transport limitées et un taux de connectivité numérique faible en zone rurale. Le graphique ci-dessous illustre les trois phases de déploiement :



Déploiement territorial de Climate to School (2026-2029)

Déploiement territorial de Climate to School (2026-2029)

La **Phase 1 : Fondation (2026)** concentre l'ensemble des ressources sur Kinshasa en tant que pôle pilote. Vingt écoles pilotes, publiques et privées, sont sélectionnées pour leur représentativité socio-économique et leur volontariat. Cinquante formateurs de formateurs (ToT) sont certifiés, constituant le noyau dur du futur déploiement national. Cette phase permet de finaliser les supports pédagogiques, tester les outils numériques, et établir la ligne de base (baseline) pour le suivi-évaluation.

La **Phase 2 : Consolidation (2027)** étend le programme à cinq provinces supplémentaires, sélectionnées pour leur représentativité éco-géographique : le Nord-Kivu (zone de conflit et de biodiversité critique), le Haut-Katanga (pôle minier et énergétique), le Kasai-Oriental (zone agricole et rurale), l'Équateur (interface forêt-savane), et le Sud-Kivu (bassin du Tanganyika et vulnérabilité climatique). Deux cents écoles supplémentaires sont couvertes et 1 500

enseignants formés. C'est au cours de cette phase que le système de certification nationale est opérationnalisé.

La **Phase 3 : Scaling (2028–2029)** vise la couverture des 26 provinces avec 500 écoles partenaires et 150 000 élèves directement touchés. Cette phase suppose un transfert progressif de la responsabilité du déploiement vers les points focaux provinciaux et les partenaires institutionnels. L'objectif d'intégration curriculaire formelle est poursuivi par le biais du partenariat avec le ministère de l'EPST.

5.4.2 Partenariats écoles : un réseau pilote public-privé

Le réseau d'écoles pilotes de Climate to School s'appuie sur un principe de mixité public-privé indispensable dans le contexte congolais où le secteur privé scolaire accueille une proportion significative des élèves, particulièrement en milieu urbain. Les critères de sélection des écoles pilotes incluent : la volonté de la direction, l'existence d'un espace pour le jardin scolaire ou le champ école paysan, la disponibilité d'au moins deux enseignants volontaires pour la formation ToT, et l'engagement à maintenir le club environnement au-delà de la durée du projet.

La formation des enseignants constitue le goulot d'étranglement identifié de toute stratégie de déploiement. L'étude de Kasele Mbungu (2013) documentait déjà le "déficit réel en formation relative à l'environnement" des enseignants congolais ⁸⁴, et une évaluation de l'UNESCO (2024) confirme que près de la moitié des cadres curriculaires nationaux à l'échelle mondiale ne mentionnent pas le changement climatique, et que seul un tiers des éducateurs se sentent prêts à enseigner ses impacts ¹⁴². Le modèle ToT (Train-the-Trainer) de Climate to School prévoit 80 heures de formation initiale suivies d'un accompagnement mensuel pendant 12 mois, avec des communautés de pratique inter-écoles animées par les facilitateurs certifiés de DecarbOne RDC.

5.4.3 Partenariats institutions : universités, ONG internationales et bailleurs

Le succès du passage à l'échelle de Climate to School dépend crucialement de la qualité et de la diversité des partenariats institutionnels. Trois catégories de partenaires sont mobilisées.

Les **partenariats universitaires** avec l'UNIKIN, l'UNILU et l'UCB assurent l'ancrage scientifique du programme. Ces universités contribuent au contenu pédagogique du module EFA, à l'évaluation d'impact, et à la formation des facilitateurs de niveau 3+. Le CBSI et RIFFEAC amplifient cette dimension par l'accès à leurs réseaux de chercheurs et à leurs programmes de bourses ^{100 130}.

Les **partenariats avec les ONG internationales** permettent l'intégration dans des écosystèmes globaux de l'éducation climatique. Le Greening Education Partnership de l'UNESCO (99 pays

¹⁴² Munich Personal RePEc Archive. https://mpra.ub.uni-muenchen.de/125668/1/MPRA_paper_125668.pdf

membres, objectif de 50% d'écoles vertes d'ici 2030 ⁹¹), le programme BRACE du Fonds Vert pour le Climat (70 millions USD pour l'éducation climatique ⁹³), et UN CC:Learn offrent des cadres de reconnaissance internationale, des ressources pédagogiques gratuites, et des opportunités de financement.

Les **partenariats avec les bailleurs de fonds** visent à diversifier les sources de financement. L'expérience démontre que la dépendance à un seul bailleur constitue un risque majeur de pérennité. Le budget indicatif triennal de Climate to School, estimé entre 3 et 5 millions USD sur la base des programmes comparables ^{143 144}, est structuré selon la répartition suivante : 30% pour le personnel et la coordination, 35% pour la formation et le déploiement terrain, 15% pour la digitalisation et les ressources pédagogiques, 10% pour le suivi-évaluation et la recherche, et 10% pour la communication et le plaidoyer. Cette enveloppe, bien que modeste au regard des besoins (le seul programme BRACE du GCF représente 70 millions USD pour trois pays pilotes ⁹³), est suffisante pour atteindre les objectifs des trois phases, sous réserve d'une mobilisation des cofinancements nationaux et provinciaux.

L'alignement du programme sur les cadres nationaux existants : la Contribution Déterminée au niveau National (CDN), le Plan National d'Adaptation (PNA), et le Plan National de Développement Stratégique (PNSD) 2024-2028 constitue la condition nécessaire de sa légitimité et de sa durabilité institutionnelle. Le NAP de la RDC identifie explicitement les besoins en renforcement des capacités éducatives et institutionnelles, notamment le développement de matériel de sensibilisation pour les agents des agences nationales et les consultations dans les 26 provinces ¹². Climate to School répond directement à ces besoins identifiés, positionnant l'éducation climatique non comme une dépense supplémentaire mais comme un investissement stratégique dont le coût de l'inaction estimé à 4,7 à 12,9% du PIB d'ici 2050 [^H2^] dépasse de plusieurs ordres de grandeur le coût de l'action.

¹⁴³ Adaptation Fund. <https://www.adaptation-fund.org/project/building-adaptive-capacity-to-climate-change-in-vulnerable-communities-living-in-the-congo-river-basin/>

¹⁴⁴ ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-drc-climate-change-country-profile-november-2023>

6. Volet 2 : Leadership en Climat — Former les Décideurs pour Transformer

L'éducation climatique ne saurait se limiter aux seuls élèves et étudiants. Si les jeunes représentent l'avenir de la réponse climatique congolaise, les décideurs d'aujourd'hui détiennent les leviers législatifs, réglementaires et budgétaires qui déterminent l'allure de la transition. Or, en République Démocratique du Congo (RDC), un fossé structurel sépare les élites politiques et économiques des réalités scientifiques et opérationnelles du changement climatique. Le précédent chapitre a posé les fondements d'une éducation climatique systémique pour la jeunesse ; celui-ci s'attache à combler le déficit de capacités des décideurs en charge de transformer ces ambitions en action publique.

Ce volet repose sur un constat chiffré : le renouvellement parlementaire d'environ 70% intervenu aux élections de décembre 2023 a fait entrer à l'Assemblée nationale et au Sénat une majorité de nouveaux élus, formables mais encore peu sensibilisés aux enjeux climatiques ¹⁰³. Cette configuration, loin d'être un handicap exclusif, constitue une fenêtre d'opportunité historique : une population législative réceptive, non encore encastrée dans les routines institutionnelles, sur laquelle il est possible d'inscrire une culture climatique avant qu'elle ne se cristallise en indifférence ou en hostilité. Comme le démontre l'expérience ougandaise du Parliamentary Forum on Climate Change (PFCC), une intervention rapide et structurée auprès des parlementaires nouvellement élus peut produire des résultats législatifs mesurables en trois à cinq ans, alors qu'une intervention tardive bute sur des intérêts établis et des routines figées ⁶¹. L'urgence est donc réelle : chaque mois de retard réduit le nombre de parlementaires encore réceptibles à une approche fondée sur les faits scientifiques plutôt que sur les allégeances politiques préexistantes.

6.1 Cibles et publics

6.1.1 La classe politique comme priorité stratégique

Le premier cercle du programme Leadership en Climat cible les 500 députés nationaux et 109 sénateurs de la RDC, ainsi que les ministres, gouverneurs de province et élus locaux. L'accent est placé de manière prioritaire sur le Sénat, en raison de deux facteurs conjoncturels. D'une part, la Commission Environnement, Développement Durable, Ressources Naturelles et Tourisme (EDDRNT) du Sénat a récemment auditionné le Fonds National pour la REDD+ (FONAREDD) en novembre 2025, manifestant un intérêt actif et documenté pour les questions climatiques et forestières ^{104 111}. Cette audition, qui a porté sur la transparence et la gouvernance du FONAREDD, témoigne d'une volonté de contrôle parlementaire sur les financements climatiques jusqu'alors absente. D'autre part, la session parlementaire de septembre 2026 offre une opportunité calendaire propice au déploiement d'une session de

formation dédiée, les sénateurs étant alors en période de réception des projets de loi et de préparation du budget de l'exercice suivant.

La configuration institutionnelle du Parlement congolais impose des choix pédagogiques spécifiques. Le taux de renouvellement parlementaire d'environ 70% à chaque législature ¹⁰³, couplé à l'absence de formation systématique entre 2019 et 2023, a généré une faible productivité législative : seulement dix propositions de loi ont été adoptées au cours d'une session ordinaire sur cette période, et les textes examinés l'ont été souvent sans délibération approfondie, faute de familiarité des parlementaires avec les sujets techniques ¹⁰³. Ce phénomène n'est pas propre à la RDC ; de nombreux parlements africains font face à des défis similaires de renouvellement et de montée en compétences. Les parlementaires congolais ne manquent pas de légitimité politique mais souffrent d'un déficit d'expertise technique sur les questions climatiques, financières et diplomatiques un déficit que le programme se propose de combler sans substituer l'expertise externe au jugement politique des élus.

6.1.2 Les acteurs économiques

Le deuxième cercle comprend les dirigeants d'entreprises des secteurs minier, énergétique et agricole, les représentants des chambres de commerce, les banquiers et les investisseurs. Ce public est stratégique pour deux raisons. Premièrement, le secteur privé congolais contribue actuellement environ 14,3 millions USD par an au financement climatique, soit seulement 3% du total mobilisé ⁸⁶ un niveau disproportionnellement faible au regard des ressources que ces acteurs détiennent et des pressions croissantes exercées par les chaînes de valeur internationale. Deuxièmement, les entreprises congolaises, en particulier dans le secteur minier, sont confrontées à des exigences croissantes en matière de divulgation climatique (TCFD, CSRD européenne) et de standards ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) imposés par les marchés d'exportation. La Fédération des Entreprises du Congo (FEC), représentée au sein du Comité Technique National Climat (CTNC) ²⁰, constitue un interlocuteur naturel pour déployer ces formations à l'échelle du tissu économique national, en partenariat avec les chambres de commerce locales et les institutions bancaires.

6.1.3 Les hauts fonctionnaires et technocrates

Le troisième cercle regroupe les directeurs de cabinet, points focaux climat des ministères, secrétaires généraux et négociateurs internationaux. Ces acteurs, moins visibles mais essentiels à la traduction opérationnelle des orientations politiques, assurent la continuité administrative à travers les cycles électoraux. Le renforcement de leurs capacités en matière de gouvernance climatique, de négociations internationales et de suivi des financements constitue un investissement dans la mémoire institutionnelle de l'État congolais. L'Unité Finance Climat (UFC), récemment créée mais encore en phase d'opérationnalisation ⁷⁹, et la Coordination Nationale CDN-CNREDD ²⁰ sont des relais institutionnels privilégiés pour cibler ce public. Sans leur montée en compétences, les décisions politiques demeureront des déclarations d'intention sans traduction technique ni capacité de mise en œuvre sur le terrain.

6.2 Programmes existants et résultats

6.2.1 Bilan des saisons de formation pour parlementaires congolais

Les initiatives de formation des parlementaires congolais sur les questions climatiques demeurent sporadiques et sous-évaluées. Aucun programme structuré et récurrent n'a été déployé entre 2019 et 2023, période au cours de laquelle la précédente législature a néanmoins été confrontée à l'examen de plusieurs textes climatiques, dont la loi relative à l'aménagement du territoire adoptée en mai 2025 ¹⁴⁵. Cette absence de formation systématique s'est traduite par un déficit de maîtrise des mécanismes financiers climatiques le FONAREDD n'a mobilisé que 750 millions USD depuis 2012 sur des besoins estimés à 48,68 milliards USD ¹⁸ et par une faible capacité de contrôle parlementaire des dépenses climatiques, quasi inexistantes dans les budgets nationaux.

Le réseau Climate Parliament, présent en RDC sous la forme d'un groupe informel, a organisé des sessions ponctuelles de sensibilisation, mais sans la régularité ni l'ancrage institutionnel nécessaires pour produire un effet structurant ¹⁰⁸. L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) a quant à elle initié un virage significatif en publiant, en mars 2024, un Corpus législatif sur les changements climatiques déployé lors d'un séminaire régional à Malabo en août 2024, réunissant 75 participants issus des six pays du Bassin du Congo dont la RDC ¹¹⁴. Ce séminaire, placé sous le haut patronage de Laurent Fabius, président de la COP21, a constitué la première occasion pour les parlementaires congolais de se familiariser avec une boîte à outils législative climat adaptée à l'espace francophone.

6.2.2 Le Sénat favorable pour la session de septembre 2026 : opportunité à saisir

La session parlementaire de septembre 2026 représente une opportunité calendaire d'importance majeure pour trois raisons conjoncturelles. Premièrement, le Sénat de la RDC, composé de 109 sénateurs élus au scrutin indirect par les députés provinciaux ¹⁴⁶, est en phase d'affirmation de son rôle dans le contrôle de l'action gouvernementale après son renouvellement partiel. Deuxièmement, la Commission EDDRNT a démontré sa volonté d'exercer ce contrôle en auditionnant le FONAREDD ¹⁰⁴, signalant une disponibilité à traiter les questions climatiques avec sérieux et une capacité d'initiative parlementaire qui mérite d'être soutenue et renforcée. Troisièmement, le calendrier international avec la préparation de la CDN 3.0 post-2030 et l'approche de la COP31 fait des compétences en négociation climatique un atout politique directement mobilisable par les sénateurs dans leurs relations avec l'exécutif et les partenaires internationaux.

¹⁴⁵ x.com. <https://x.com/fonaredd/status/1929269154403500158>

¹⁴⁶ International Institute for Sustainable Development. <https://www.iisd.org/system/files/2024-09/gender-equity-climate-change-adaptation-ipcc.pdf>

Le séminaire APF de Malabo a fourni une méthodologie testée et adaptable

tables rondes de partage d'expériences avec des parlementaires étrangers, modules de renforcement des capacités sur l'élaboration d'un cadre législatif robuste, ateliers d'intelligence collective pour co-construire des articles de loi climat adaptés au contexte national ¹¹⁴. La réplique de ce format à Kinshasa en septembre 2026, avec un focus spécifique sur le suivi des financements CAFI et le rôle du contrôle parlementaire, constitue l'objectif immédiat du programme. Le livrable attendu en sortie de session est un plan d'action parlementaire climat 2026-2027, émanant des sénateurs eux-mêmes et assorti d'indicateurs de suivi chiffrés.

6.2.3 Modèles de référence panafricains et internationaux

L'écosystème mondial de formation des parlementaires au climat offre plusieurs modèles éprouvés, dont quatre présentent une répliquabilité directe pour la RDC.

Modèle	Pays / Région	Envergure	Résultat clé	Pertinence pour la RDC
Parliamentary Forum on Climate Change (PFCC) ^{61 105}	Ouganda	215+ parlementaires (dont 80 femmes)	Climate Change Act 2021 : aucun budget ministériel sans certificat climat	Haute – contexte parlementaire et renouvellement comparables
Parlement Panafricain / PACJA ^{147 148}	Afrique (54 pays)	200+ parlementaires de 54 pays	Sommets annuels, équipement des législateurs africains	Moyenne – cadre continental à operationaliser
Climate Parliament ^{108 149}	22 pays africains	Groupes nationaux dans 22 pays	<i>Training guide</i> PARE, roundtables régionaux	Haute – présence déjà en RDC
Assemblée Parlementaire de la Francophonie ¹¹⁴	6 pays Bassin du Congo	75 participants (séminaire Malabo 2024)	Corpus législatif + boîte à outils 10 actions	Très haute – corpus disponible en français

L'expérience ougandaise mérite une attention particulière. Créé en 2008, le PFCC est passé de 45 à plus de 215 membres parlementaires sous l'impulsion d'un leadership bicéphale le Right Honorable Speaker du Parlement comme patron et un comité exécutif élu de neuf membres ⁶¹. Son aboutissement le plus remarquable, la Climate Change Act adoptée en avril 2021, instaure

¹⁴⁷ PACJA – Pan African Climate Justice Alliance. <https://pacja.org/the-third-pan-african-parliament-summit-kicks-off-with-a-fresh-call-on-climate-policy-and-equity/>

¹⁴⁸ acsea54.org. <https://www.acsea54.org/index.php/2023/05/16/3rd-pan-african-parliamentarians-summit-on-climate-change-policy-and-equity/>

¹⁴⁹ WWF. https://wwf.panda.org/wwf_news/?14098466/Forests-on-the-brink-New-Global-Forest-Watch-data-shows-alarming-rate-of-forest-loss

une disposition innovante : aucun budget ministériel ne peut désormais passer le Parlement sans un certificat attestant un investissement substantiel sur le climat, dont l'évaluation est confiée à un comité consultatif indépendant d'universitaires et d'experts ¹⁰⁶. Cette disposition a transformé le Parlement ougandais en gardien de facto de la cohérence climatique de la dépense publique, position que le Sénat congolais pourrait viser à terme.

Les facteurs déterminants du succès ougandais leadership parlementaire fort, approche multi partisane, coordination multi-acteurs, appui externe ciblé de la Westminster Foundation for Democracy et persévérance sur le long terme (processus lancé en 2018, loi adoptée en 2021) ¹⁵⁰ fournissent un cadre analytique directement transposable au contexte congolais, où le Climate Parliament entretient déjà un groupe informel et où l'APF dispose d'un Corpus législatif traduit en français.

6.3 Programme structuré Leadership en Climat 2026-2029

6.3.1 Architecture pédagogique : quatre niveaux, approche hybride

Le programme Leadership en Climat 2026-2029 s'articule autour de quatre niveaux de certification, accessibles selon un principe de progression et de validation des acquis. L'approche pédagogique combine sessions en présentiel privilégiées pour les simulations de négociation et les travaux d'intelligence collective et modules en ligne accessibles via une plateforme dédiée, conçue en format *mobile-first* pour pallier les contraintes de connectivité qui affectent nombre de parlementaires en déplacement dans leurs circonscriptions.

Le premier niveau, *Fondamentaux Climat*, vise l'appropriation des bases scientifiques, des cadres internationaux (Accord de Paris, CCNUCC, mécanismes de financement) et des enjeux spécifiques à la RDC. Le deuxième niveau, *Action Législative*, porte sur l'élaboration de lois climat, le contrôle budgétaire environnemental et le suivi des financements internationaux. Le troisième niveau, *Négociation et Diplomatie*, prépare les négociateurs aux sessions de la CCNUCC et aux forums régionaux. Le quatrième niveau, *Champion Climat*, certifie des facilitateurs capables d'animer à leur tour des formations et des simulations EN-ROADS.

Niveau	Public cible	Durée	Format	Indicateurs de performance
Niveau 1 – Fondamentaux Climat	Parlementaires, hauts fonctionnaires, entrants	2 modules × 3 jours + 20 h en ligne	Présentiel + e-learning	100 participants formés/an ; taux de satisfaction ≥ 85%
Niveau 2 – Action Législative	Parlementaires (commission EDDRNT), conseillers	2 modules × 3 jours + coaching individuel	Présentiel + mentoring	2 propositions de loi climat déposées par cohorte ; 1 revue

¹⁵⁰ Adaptation Clearinghouse. <https://www.adaptationclearinghouse.org/resources/nd-gain-country-index.html>

Niveau	Public cible	Durée	Format	Indicateurs de performance
	législatifs			budgétaire climat
Niveau 3 — Négociation et Diplomatie	Négociateurs climat, points focaux ministériels, diplomates	5 jours intensif + simulation COP	Présentiel + simulation immersive	80% des participants capables de rédiger une position de négociation nationale
Niveau 4 — Champion Climat	Facilitateurs sélectionnés parmi les niveaux 1-3	2 jours de certification EN- ROADS + 6 mois de pratique encadrée	Présentiel + co- facilitation	20 facilitateurs certifiés ; chacun forme 50 décideurs/an (cible : 1 000 décideurs/an)

La progression entre niveaux repose sur des critères mixtes de participation active, d'évaluation des acquis et de mise en pratique documentée. Le programme vise une cohorte annuelle de 100 participants au niveau 1, 40 au niveau 2, 25 au niveau 3 et 20 au niveau 4, soit un total de 185 bénéficiaires directs par an et, via l'effet multiplicateur des Champions Climat, environ 1 000 décideurs indirectement touchés annuellement. Cette architecture garantit à la fois l'exclusivité des niveaux supérieurs, qui constituent un levier de motivation pour les participants, et la massification du niveau 1, qui assure une base large de parlementaires sensibilisés aux enjeux climatiques.

6.3.2 Contenus prioritaires

Les cinq domaines de compétence prioritaires découlent du diagnostic des lacunes identifiées dans les analyses précédentes. Le premier domaine, *Science climatique et impacts en RDC*, couvre les projections régionales de température et de précipitations, les vulnérabilités sectorielles (agriculture, eau, santé) et le rôle du Bassin du Congo dans la régulation climatique mondiale. Le deuxième domaine, *Financement climatique et budgets verts*, traite des mécanismes du Fonds Vert pour le Climat, du partenariat CAFI, de la mobilisation des financements privés et de l'intégration climat dans la loi de finances. Le troisième domaine, *Négociations internationales*, prépare aux arcanes de la CCNUCC, du GST, du NCQG et des mécanismes de l'Article 6 sur les marchés carbone. Le quatrième domaine, *Législation et gouvernance climat*, utilise le Corpus législatif de l'APF comme référentiel principal et guide les participants dans la rédaction collaborative de dispositions législatives. Le cinquième domaine, *Économie verte et opportunités sectorielles*, articule les potentialités congolaises mines vertes, hydroélectricité, agriculture climato-intelligente, crédits carbone avec les exigences de la transition mondiale.

6.3.3 Outils innovants : simulations, études de cas et voyages d'étude

Le programme intègre trois outils pédagogiques distinctifs. Le simulateur EN-ROADS, développé par Climate Interactive et le MIT Sloan, compte plus de 1,5 million d'utilisateurs dans

181 pays et a permis d'engager directement plus de 24 600 décideurs ¹¹⁰. John Kerry, ancien Envoyé spécial présidentiel des États-Unis pour le climat, a qualifié cet outil de « *climate crisis game-changer for policymakers* » ¹¹⁰. Sa traduction en français et son adaptation au contexte congolais permettront aux parlementaires de tester en temps réel les effets de différentes politiques climatiques sur les trajectoires de réchauffement, créant une expérience immersive qui transforme la compréhension abstraite en intuition opérationnelle. L'objectif est de former 20 facilitateurs EN-ROADS certifiés en RDC, chacun étant ensuite en mesure d'animer 50 séances par an.

Les études de cas congolaises, élaborées à partir de données primaires, illustreront les arbitrages concrets auxquels les décideurs sont confrontés : le compromis entre déforestation agricole et sécurité alimentaire dans le Bas-Congo, la tension entre exploitation minière et services écosystémiques dans le Haut-Katanga, ou les choix d'investissement énergétique entre solaire décentralisé et hydroélectricité massive. Les voyages d'étude, organisés dans des pays aux contextes comparables (Ouganda pour le modèle parlementaire, Kenya pour la finance climat, Rwanda pour la gouvernance verte), offriront une immersion dans des réussites documentées du continent, validant par l'exemple que des pays aux ressources et aux contraintes similaires ont réussi à avancer sur le sentier de la transition bas-carbone.

6.3.4 Focus genre : inclusion des femmes parlementaires et entrepreneures

La RDC affiche une représentation féminine de 12,8% au Parlement, parmi les plus faibles de la région, et les femmes, pourtant majoritaires dans l'agriculture de subsistance (60 à 73% de la main-d'œuvre), demeurent sous-représentées dans les instances de décision climatique. Le programme fixe un objectif contraignant : 40% des bénéficiaires directes à chaque niveau doivent être des femmes. Cette cible s'appuie sur l'expérience du Global Center on Adaptation et du Ban Ki-moon Centre for Global Citizens, dont le programme de leadership pour jeunes femmes africaines a inclus la RDC dans sa cohorte pilote 2021-2022 ¹⁵¹, ainsi que sur le programme LEAP du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), dédié aux femmes dirigeantes ¹⁵².

Les dispositifs d'accompagnement spécifiques comprennent des sessions de mentoring par des parlementaires expérimentées du continent, des bourses de déplacement pour les formations et conférences internationales, et un module dédié aux intersections genre-climat intégré dans chaque niveau du programme. L'hypothèse sous-jacente, validée par les données de l'OIT et du réseau mondial des Plans nationaux d'adaptation, est que les politiques

¹⁵¹ Global Center on Adaptation. <https://gca.org/online-executive-training-young-women-leadership-on-climate-adaptation/>

¹⁵² World Business Council for Sustainable Development (WBCSD). <https://www.wbcsd.org/actions/executive-education-for-sustainable-business-leadership/>

climatiques conçues sans l'apport des femmes échouent sur trois fronts simultanément : agricole, social et politique ¹⁵³.

6.3.5 Création d'un réseau de champions climatiques

Le quatrième niveau du programme vise à constituer un réseau de 60 champions climatiques d'ici 2029, 20 facilitateurs certifiés par cycle de trois ans capables d'autonomiser la formation au-delà du soutien externe. Ce réseau, inspiré du CVF Global Parliamentary Group Champions ¹⁵⁴ et du programme EN-ROADS Climate Ambassadors (960 ambassadeurs dans le monde) ¹¹⁰, servira de relais permanent entre les institutions climatiques nationales et les communautés de décideurs. Les champions seront sélectionnés selon des critères de motivation démontrée, de capacité de communication et d'ancrage institutionnel, avec une représentation équilibrée entre hommes et femmes. Ils bénéficieront d'un accès privilégié aux réseaux internationaux COP, sommets régionaux, webinaires GLOBE ¹⁵⁵ et d'une bourse annuelle de déplacement pour maintenir leur rayonnement et leur niveau d'information.

6.4 Accompagnement et suivi

6.4.1 Accompagnement post-formation : mentoring et appui technique

La formation initiale ne saurait à elle seule transformer les pratiques législatives et administratives. Le programme prévoit un accompagnement post-formation structuré en trois volets. Le mentoring individuel associe chaque parlementaire de niveau 2 à un expert climat juriste environnemental, économiste du développement ou ancien négociateur pour un suivi d'une durée de six mois, articulé autour d'objectifs personnalisés fixés en début de parcours. L'appui à la rédaction de lois fournit une assistance technique ponctuelle pour l'élaboration d'amendements, de questions parlementaires et de rapports de commission. L'appui aux budgets climatiques accompagne les parlementaires membres de la commission des finances dans l'analyse des lignes budgétaires environnementales et le contrôle de leur exécution, un volet directement inspiré de la *Climate Change Act* ougandaise qui conditionne l'adoption des budgets ministériels à un certificat climat ¹⁰⁶.

6.4.2 Plateforme de ressources et veille juridique

Une plateforme numérique dédiée regroupera trois fonctions essentielles. La base de données législative climat répertoriera l'ensemble des textes applicables en RDC Constitution, loi sur la protection de l'environnement, Code forestier, Code minier, arrêtés réglementaires ainsi que les lois climat des pays de référence (Ouganda, France, Kenya). La veille juridique fournira des

¹⁵³ MPTF Office. https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2025-04/cafi_pro-congocatalytic_private_sector_invest_prodoc_redacted.pdf

¹⁵⁴ cvfv20.org. <https://cvfv20.org/cvf-global-parliamentary-group-dialogue/>

¹⁵⁵ United Nations Development Programme. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/TM1_AsiaPacific_Capacity.pdf

alertes mensuelles sur les évolutions normatives nationales et internationales. La bibliothèque de bonnes pratiques documentera les expériences réussies du continent et au-delà, avec des fiches synthétiques accessibles aux décideurs non spécialistes. Cette plateforme, conçue pour être accessible sur mobile, constitue le pilier de l'appropriation à long terme des compétences développées en formation, assurant que le transfert de connaissances ne s'interrompe pas à la sortie de la salle de classe.

6.4.3 Partenariats structurants

La viabilité du programme repose sur un écosystème de partenariats aux compétences complémentaires. L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) fournit le Corpus législatif et l'expertise juridique francophone, avec un déploiement actif dans le Bassin du Congo qui facilite l'organisation d'un séminaire à Kinshasa ¹¹⁴. GLOBE International, en tant que Point Focal de la CCNUCC pour le Groupe Parlementaire Informel depuis 2021 ¹⁵⁵, offre un accès privilégié aux négociations internationales et au Parliamentary Pavilion des COP, où les parlementaires congolais pourront rencontrer leurs homologues du monde entier. Le Climate Parliament apporte son réseau africain et ses ressources pédagogiques, notamment le *Parliamentary Action on Renewable Energy* (PARE) toolkit ¹⁰⁸. L'African Group of Negotiators Experts Support (AGNES), qui a formé plus de 1 375 experts à travers l'Afrique ¹⁰⁹, contribue aux modules de négociation et de gouvernance climat avec une expertise continentale reconnue. Les universités en particulier l'École Nationale d'Administration (ENA) de la RDC et les institutions partenaires du réseau AGNES assurent l'ancrage académique et la certification des formations.

Le financement du programme est estimé à 200 000–300 000 USD pour la première année, en co-financement entre partenaires internationaux (CAFI, FEM, coopérations bilatérales) et contribution gouvernementale, puis 300 000–500 000 USD annuels pour les années 2 et 3, avec une trajectoire d'appropriation nationale progressive dès la quatrième année. Cette enveloppe couvre les coûts de développement pédagogique, la rémunération des facilitateurs, les déplacements des participants, la plateforme numérique et l'évaluation externe annuelle. Dans un contexte où le financement climatique international consacre moins de 2% aux activités d'éducation et de renforcement des capacités, malgré leur effet multiplicateur documenté, l'investissement dans le leadership climatique représente un rapport coût-efficacité favorable comparé aux infrastructures de mitigation, aussi indispensables soient-elles. À l'échelle de la RDC, où le déficit de financement climatique atteint 48 milliards USD ¹⁸, un programme de 500 000 USD par an capable de former les décideurs qui mobiliseront ces financements constitue un amortissement stratégique indiscutable.

7. Plan Opérationnel 2026-2029

La traduction opérationnelle d'une stratégie d'éducation climatique et de renforcement des capacités législatives exige un plan de mise en œuvre aussi rigoureux que réaliste, tenant compte des contraintes structurelles de la République démocratique du Congo tout en capitalisant sur les fenêtres d'opportunité identifiées dans les chapitres précédents. Ce chapitre déploie l'architecture opérationnelle triennale de Decarbhone RDC, structurée en trois phases successives Fondation, Consolidation et Institutionnalisation et déclinée en objectifs trimestriels, jalons critiques, livrables mesurables et indicateurs de performance. L'ensemble s'inscrit dans les cadres normatifs internationaux applicables, notamment le Glasgow Work Programme sur l'Action for Climate Empowerment (ACE) 2021-2031¹¹³, le Greening Education Partnership de l'UNESCO¹³⁷, et le guide méthodologique en sept étapes d'UN CC:Learn pour l'élaboration des stratégies nationales d'apprentissage climatique¹¹⁹.

7.1 Architecture globale et calendrier

7.1.1 Structure en trois phases

Le plan opérationnel 2026-2029 adopte une progression logique inspirée des modèles de passage à l'échelle (scaling) validés par la recherche en éducation au développement durable, qui identifient trois dimensions simultanées du scaling : approfondissement de l'impact local, extension territoriale et transformation institutionnelle¹⁵⁶. Chaque phase correspond à un niveau croissant de complexité, de ressources et d'autonomie institutionnelle, évitant la dispersion prématurée qui a caractérisé de nombreuses initiatives climatiques congolaises antérieures⁸⁵.

La **Phase 1 : Fondation (2026)** constitue l'année de l'ancrage. Elle vise à établir les conditions nécessaires et suffisantes du déploiement ultérieur : équipe permanente opérationnelle, conventions cadre signées avec les partenaires institutionnels, formation du noyau dur de formateurs, lancement des écoles pilotes et première session de formation parlementaire au Sénat. Cette phase se concentre géographiquement sur Kinshasa en tant que pôle pilote, où la densité institutionnelle et la connectivité numérique offrent les conditions les plus favorables au test et à l'ajustement des outils méthodologiques. L'enjeu n'est pas le volume mais la qualité : chaque école pilote, chaque formateur certifié et chaque parlementaire formé en 2026 constitue un modèle reproductible pour les phases suivantes.

La **Phase 2 : Consolidation et Expansion (2027)** marque le passage de la démonstration au déploiement territorial. Deux cents écoles supplémentaires sont couvertes dans cinq provinces sélectionnées pour leur représentativité éco-géographique, le système de certification

¹⁵⁶ UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261445>

nationale est opérationnalisé, et le programme Leadership en Climat s'étend à l'Assemblée nationale et au secteur privé. C'est au cours de cette phase que les bureaux régionaux de Lubumbashi, Goma et Kisangani deviennent opérationnels, transformant Decarbhone RDC d'une organisation kinoise en une plateforme nationale dotée d'une présence physique dans les quatre grandes régions du pays.

La **Phase 3 : Institutionnalisation et Scaling (2028-2029)** vise le passage à l'échelle national avec couverture des 26 provinces, tout en préparant le transfert progressif des programmes vers le secteur public et les partenaires locaux. Cette phase s'étend sur vingt-quatre mois pour permettre la consolidation des acquis et l'atteinte des cibles de masse : 500 écoles partenaires, 500 leaders formés, 500 000 bénéficiaires directs et deux lois climatiques adoptées. L'objectif ultime est l'autonomie financière et institutionnelle de la plateforme, matérialisée par la création d'une ligne budgétaire nationale dédiée à l'éducation climatique.

Le tableau suivant synthétise l'architecture triennale avec les objectifs stratégiques, les actions clés et les indicateurs de chaque phase.

Phase	Période	Objectif stratégique	Actions clés	Indicateurs de réussite
Phase 1 — Fondation	2026	Ancrer l'initiative et valider le modèle	Recrutement équipe ; 50 formateurs ToT certifiés ; 20 écoles pilotes ; session Sénat sept 2026 ; plateforme digitale v1 ; groupe de travail climat	50 formateurs certifiés ¹²² ; 20 écoles pilotes actives ; 100 parlementaires formés ; plateforme opérationnelle ; baseline établie
Phase 2 — Consolidation	2027	Passer à l'échelle territoriale et institutionnelle	200 écoles supplémentaires (5 provinces) ; 3 bureaux régionaux ; Assemblée nationale ; 200 leaders économiques ; 5 propositions de lois ; hackathon climat	220 écoles cumulées ; 250 leaders formés ; 10 000 élèves certifiés ; 5 propositions de lois ; 3 bureaux régionaux actifs
Phase 3 — Institutionnalisation	2028-2029	Atteindre la masse critique et transférer vers le secteur public	500+ écoles ; 26 provinces ; 500+ leaders ; académie climatique permanente ; réplique pays Bassin du Congo ; ligne budgétaire nationale	500+ écoles ; 500+ leaders ; 50 000 élèves certifiés ; 2+ lois adoptées ; 500 000+ bénéficiaires ; 50% financement national

Cette architecture répond à un impératif de séquentialité rigoureuse. Les évaluations de programmes de formation en cascade dans les pays en développement montrent que la qualité du déploiement à grande échelle dépend critique de la solidité de la phase initiale : une formation des formateurs insuffisante ou une distorsion du message pédagogique dans les premiers niveaux de cascade compromettent l'ensemble du système ¹²³. L'investissement disproportionné dans la Phase 1 qui concentre 30% du budget triennal pour seulement 8,5% des écoles finales constitue donc un choix stratégique fondé sur l'évidence et non une prudence excessive.

7.1.2 Calendrier annuel détaillé et jalons critiques

Le calendrier opérationnel décline les trois phases en objectifs trimestriels précis, avec des jalons critiques (milestones) qui déterminent les conditions de passage d'une phase à la suivante. L'approche en cascade (train-the-trainer), retenue comme méthode la plus adaptée au contexte congolais ¹²², impose une chronologie séquentielle où chaque jalon constitue un prérequis au suivant.



Calendrier des jalons critiques 2026-2029

Calendrier des jalons critiques 2026-2029

Le calendrier trimestriel détaillé s'articule autour des jalons suivants :

Trimestre	Volet Climate to School	Volet Leadership en Climat	Fondation institutionnelle
T1 2026	Recrutement coordinateur pédagogique ; sélection 20 écoles pilotes	Mobilisation partenaires parlementaires ; adaptation Corpus APF	Recrutement équipe permanente (8 postes) ; signature conventions avec 3

Trimestre	Volet Climate to School	Volet Leadership en Climat	Fondation institutionnelle
			universités
T2 2026	Formation 50 formateurs ToT (Kinshasa) ; adaptation jeu PLAN	Création groupe de travail climat au Sénat ; 10 simulations EN-ROADS	Lancement plateforme digitale v1.0 ; mise en place système M&E
T3 2026	Déploiement dans 20 écoles pilotes ; lancement clubs environnement	Session Sénat sept 2026 : 100 sénateurs formés ; plan d'action parlementaire	Établissement baseline ; premier rapport trimestriel
T4 2026	Évaluation pilote ; ajustement modules ; certification 500 élèves	Suivi plan d'action ; 50 députés sensibilisés	Revue à 360° ; préparation Phase 2 ; mobilisation financement année 2
T1 2027	Extension à 5 provinces ; formation 150 enseignants supplémentaires	Lancement programme Assemblée nationale ; 50 députés formés	Ouverture bureau régional Lubumbashi ; recrutement 5 coordinateurs provinciaux
T2 2027	100 écoles supplémentaires opérationnelles ; 5 000 élèves certifiés	100 leaders économiques formés ; première proposition de loi déposée	Ouverture bureaux Goma et Kisangani ; partenariats provinciaux
T3 2027	200 écoles cumulées ; hackathon climat national ; bourses jeunes climat	200 leaders cumulés ; 3 propositions de lois ; rapport plaidoyer national	Certification nationale opérationnelle ; rapport annuel évalué extérieurement
T4 2027	Intégration curriculaire ; 10 000 élèves certifiés	Évaluation mi-parcours ; ajustement programme année 3	Mobilisation financement année 3 ; préparation scaling national
T1 2028	Déploiement 10 provinces supplémentaires ; 300 écoles	Académie climatique permanente lancée ; 5 forums annuels	Transfert progressif vers points focaux provinciaux
T2-T4 2028	Scaling à 400 écoles ; 30 000 élèves certifiés cumulés	400 leaders cumulés ; 1 loi climat adoptée ; réseau champions actif	Renforcement autonomie provinciale ; cofinancement public-privé
2029	500+ écoles ; 50 000+ certifiés ; réplication pays Bassin du Congo	500+ leaders ; 2+ lois climatiques ; académie autonome	Ligne budgétaire nationale ; 50% financement national ; indépendance financière

Ce calendrier intègre plusieurs dépendances critiques. La session Sénat de septembre 2026 constitue le premier jalon politique majeur : son succès conditionne la crédibilité du programme Leadership en Climat et ouvre la voie à l'engagement de l'Assemblée nationale en 2027. De même, l'évaluation des écoles pilotes en fin d'année 2026 détermine les ajustements

nécessaires avant le déploiement à grande échelle. Ces points de décision explicites, hérités des cadres M&E du Vietnam qui recommandent des processus d'évaluation en six étapes avec des critères SMART ¹²⁷, permettent d'éviter l'effet de cuvette (sunk cost fallacy) qui conduit souvent les programmes de développement à persister dans des approches inefficaces.

7.1.3 Cibles globales à l'horizon 2029

Les cibles globales de Decarbhone RDC à l'horizon 2029 s'élèvent à 500 écoles partenaires couvrant l'ensemble des 26 provinces, 10 universités intégrées au réseau académique, 500 leaders politiques et économiques formés dont 40% de femmes, 50 000 élèves certifiés dans le cadre national de qualifications, et 500 000 bénéficiaires directs touchés par les actions de sensibilisation. Ces chiffres, qui peuvent paraître ambitieux au regard de la base de départ vingt écoles pilotes en 2026, reposent sur une trajectoire exponentielle caractéristique des programmes éducatifs qui réussissent leur passage à l'échelle : le taux de croissance dépend davantage de la qualité du système de formation en cascade que des ressources supplémentaires injectées ¹²².

Le budget indicatif triennal de 4,2 millions USD, détaillé dans le chapitre 8, suit une courbe croissante cohérente avec cette trajectoire : 1,0 million USD en 2026 (fondation), 1,45 million en 2027 (consolidation) et 1,75 million en 2028-2029 (institutionnalisation et scaling). Cette répartition calquée sur le modèle de progression des programmes comparables ^{143 144} assure que les ressources croissent en parallèle des capacités d'absorption, évitant le syndrome classique des programmes qui mobilisent des financements massifs avant d'avoir les structures opérationnelles pour les dépenser efficacement.

7.2 Phase 1 : Fondation (2026)

7.2.1 Volet Climate to School : consolider les fondations pédagogiques

La première année du plan opérationnel consacre ses ressources pédagogiques à la consolidation des écoles pilotes et à la formation du vivier de formateurs qui assurera le déploiement national. Vingt écoles pilotes, publiques et privées, sont sélectionnées à Kinshasa selon des critères de volontariat de la direction, de représentativité socio-économique et de disponibilité d'un espace pour le jardin scolaire ou le champ école paysan. Ces écoles constituent les laboratoires de test des trois niveaux pédagogiques décrits dans le chapitre 5 : sensibilisation ludique (6-12 ans), éco-délégués et action scolaire (12-18 ans), et formation spécialisée pour étudiants (18-30 ans).

La formation de 50 formateurs de formateurs (ToT) représente l'investissement structurant de cette phase. Chaque formateur ToT reçoit 80 heures de formation initiale couvrant la pédagogie climatique, l'animation du jeu PLAN, l'évaluation des apprentissages et la gestion des clubs environnementaux, suivies d'un accompagnement mensuel pendant douze mois. Ce modèle, inspiré du Carbon Literacy Project de Manchester où le personnel interne est devenu

facilitateur certifié pour atteindre plus de 3 117 employés formés ¹¹⁸, vise à créer un vivier de 50 facilitateurs capables chacun de former 20 enseignants par an, soit un potentiel de 1 000 enseignants formés annuellement à partir de 2027.

La plateforme digitale, lancée en version 1.0 au deuxième trimestre 2026, adopte une architecture hybride (blended learning) qui intègre des ressources téléchargeables pour utilisation hors ligne, en réponse aux contraintes de connectivité documentées en RDC ¹²⁰. Elle s'appuie sur le contenu de UN CC:Learn (120+ cours, 900 000+ apprenants mondiaux ¹¹⁷), adapté et traduit en français avec des modules complémentaires en lingala et swahili pour les niveaux élémentaires. La certification des modules est alignée sur le cadre ACE de l'UNFCCC ¹¹³ et conçue en partenariat avec le ministère de l'EPST pour son intégration future dans le cadre national de qualifications.

7.2.2 Volet Leadership en Climat : lancer la saison Sénat

Le lancement du programme Leadership en Climat en septembre 2026 constitue l'événement politique fondateur de Decarbhone RDC. Cette session dédiée au Sénat cible 100 sénateurs, membres de la Commission EDDRNT et parlementaires intéressés, avec un format en deux modules de trois jours inspirés du séminaire APF de Malabo (août 2024) qui a réuni 75 participants des six pays du Bassin du Congo ¹¹⁴. Le premier module, *Fondamentaux Climat*, couvre la science climatique, les cadres internationaux et les enjeux spécifiques à la RDC. Le deuxième module, *Action Législative*, utilise le Corpus législatif de l'APF comme référentiel et guide les sénateurs dans l'élaboration d'un plan d'action parlementaire climat 2026-2027 assorti d'indicateurs de suivi chiffrés.

Le simulateur EN-ROADS, avec ses 1,5 million d'utilisateurs dans 181 pays et son utilisation par plus de 24 600 décideurs engagés directement ¹¹⁰, constitue l'outil pédagogique central de cette session. Dix simulations EN-ROADS sont organisées, permettant aux sénateurs de tester en temps réel les effets de différentes politiques climatiques sur les trajectoires de réchauffement. Le livrable attendu est la création d'un groupe de travail climat multi partisan au Sénat, préfiguration du Forum Parlementaire sur le Changement Climatique en RDC (FPCC-RDC) inspiré du modèle ougandais qui a conduit à l'adoption de la Climate Change Act 2021 ⁶¹

¹⁰⁵.

7.2.3 Fondation institutionnelle : structurer pour durer

La fondation institutionnelle de 2026 pose les jalons de la pérennité. L'équipe permanente, composée de huit postes (directeur exécutif, deux chargés de programme Climate to School, deux chargés de programme Leadership en Climat, chargé M&E, chargé communication, et assistant administratif), est recrutée sur des profils combinant expertise sectorielle et connaissance du contexte congolais. Les conventions cadre sont signées avec trois universités (UNIKIN, UNILU, UCB) et les partenaires institutionnels majeurs (MEDD, EPST, ministère de l'ESU).

Le système de suivi-évaluation (M&E) est opérationnalisé dès le premier trimestre, avec l'établissement d'une ligne de base (baseline) mesurant les connaissances climatiques, les attitudes environnementales et les pratiques des bénéficiaires avant toute intervention. Le tableau de bord climatique v1.0, développé par le département Recherche et Données, intègre les indicateurs alignés sur les quatre domaines prioritaires du Glasgow Work Programme sur l'ACE : cohérence des politiques, action coordonnée, outils et soutien, suivi-évaluation et reporting ¹¹³. Cette fondation M&E s'inspire du modèle vietnamien qui a développé 72 indicateurs SMART répartis en six groupes ¹²⁷, adaptés au contexte congolais et aux capacités de collecte de données disponibles.

7.3 Phase 2 : Consolidation et Expansion (2027)

7.3.1 Climate to School : l'extension territoriale et la certification de masse

La deuxième année marque le passage de la démonstration au déploiement à l'échelle intermédiaire. Deux cents écoles supplémentaires sont couvertes dans cinq provinces stratégiquement sélectionnées : le Nord-Kivu (zone de conflit et de biodiversité critique), le Haut-Katanga (pôle minier et énergétique), le Kasai-Oriental (zone agricole et rurale représentative), l'Équateur (interface forêt-savane) et le Sud-Kivu (bassin du Tanganyika et forte vulnérabilité climatique). Cette sélection, qui couvre les principaux éco-régimes du pays, permet de tester et d'adapter les modules pédagogiques à des contextes socio-environnementaux variés avant le déploiement national.

L'objectif de 10 000 élèves certifiés en 2027 repose sur l'activation du vivier de 50 formateurs ToT formés en 2026, chacun accompagnant 20 enseignants qui à leur tour dispensent la certification à leurs classes. Ce mécanisme en cascade, bien que théoriquement capable d'atteindre un volume supérieur, intègre une marge de sécurité pour tenir compte des taux d'attrition documentés dans les modèles cascade non soutenus, où la distorsion du message et le manque de suivi peuvent réduire l'efficacité de 30 à 50% ¹²³. Le système de certification nationale, opérationnalisé en partenariat avec le ministère de l'EPST, délivre trois niveaux de certificats alignés sur le cadre national de qualifications : Jeune Éco-Citoyen, Éco-Délégué Certifié, et Acteur pour le Climat.

Le hackathon climat national, organisé au quatrième trimestre 2027, constitue l'événement phare de cette phase. Il vise à identifier et accompagner 50 projets entrepreneuriaux climatiques portés par des jeunes, avec des prix en espèces et un programme d'incubation de six mois. Ce dispositif s'inspire de l'African Climate Innovation Challenge (ACIC), qui a réuni plus de 3 000 candidats issus de 10 pays d'Afrique subsaharienne ⁹⁹, et du programme YouthADAPT de la Banque africaine de développement ¹³¹. Les bourses jeunes climat, financées par des partenariats avec le secteur privé, offrent un accompagnement individualisé à 20 lauréats pour le développement de leurs projets.

7.3.2 Leadership en Climat : élargir le cercle des décideurs formés

La deuxième année du programme Leadership en Climat étend le périmètre de formation à l'Assemblée nationale et au secteur privé congolais. Deux cents députés sont sensibilisés, dont 50 formés aux niveaux 1 et 2 du programme, avec un focus particulier sur les membres de la commission environnement et de la commission des finances. L'intégration de la dimension budgétaire est critique : elle s'inspire directement de la *Climate Change Act* ougandaise, qui conditionne l'adoption des budgets ministériels à un certificat attestant un investissement substantiel sur le climat ¹⁰⁶, et vise à doter les parlementaires congolais des outils d'analyse des lignes budgétaires environnementales.

Le programme cible également 200 leaders économiques, en partenariat avec la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et les chambres de commerce régionales. Le format retenu trois modules de deux jours sur six mois couvrant stratégie et gouvernance climat, finance climat et accès aux fonds verts, et reporting ESG, s'adapte aux contraintes de disponibilité des dirigeants d'entreprises. Cinq propositions de lois climat sont déposées au Parlement, issues des travaux d'intelligence collective des sessions de formation et élaborées avec l'appui technique du réseau Climate Parliament et de l'APF.

Le rapport de plaidoyer national, publié à la fin de 2027, constitue le livrable politique majeur de cette phase. Il synthétise les constats scientifiques, les bonnes pratiques législatives internationales et les recommandations formulées par les parlementaires formés, en un document destiné à alimenter le débat public et à servir de base de négociation avec les partenaires internationaux. Ce rapport s'inscrit dans la logique du plaidoyer économique développée dans l'Insight 12 : l'inaction climatique, estimée à 4,7 à 12,9% du PIB d'ici 2050, est économiquement plus coûteuse que n'importe quel programme d'adaptation.

7.3.3 Déploiement national : les bureaux régionaux comme levier de territorialisation

L'ouverture de trois bureaux régionaux à Lubumbashi (sud-est), Goma (est) et Kisangani (nord-est) transforme l'architecture géographique de DecarbOne RDC. Chaque bureau est animé par un coordinateur régional et un assistant, avec un budget opérationnel autonome pour le déploiement provincial. Les partenariats provinciaux sont formalisés avec les gouvernements provinciaux, les inspections provinciales de l'enseignement et les universités régionales. L'intégration curriculaire, engagée dès 2027 par le biais de partenariats avec le ministère de l'EPST, vise à inscrire les contenus Climate to School dans les programmes officiels de l'enseignement national, conformément à l'objectif du Greening Education Partnership de l'UNESCO d'intégrer l'éducation climatique dans 90% des curricula nationaux d'ici 2030 ¹³⁷.

7.4 Phase 3 : Institutionnalisation et Scaling (2028-2029)

7.4.1 Climate to School : la masse critique et la réplication régionale

La phase finale vise l'atteinte de la masse critique avec 500 écoles partenaires et 100 000 élèves sensibilisés, dont 50 000 certifiés dans le cadre national. Ce scaling s'appuie sur un réseau de 150 formateurs ToT actifs (50 formés en 2026 et 100 supplémentaires formés en 2027-2028), couvrant l'ensemble des 26 provinces par l'intermédiaire des points focaux provinciaux et des bureaux régionaux. La stratégie de réplication s'étend au-delà des frontières congolaises : les outils méthodologiques développés (curriculum Climate to School, modules de formation, indicateurs de suivi-évaluation) sont conçus pour être transférables aux autres pays du Bassin du Congo, en particulier le Congo, le Gabon, la RCA et le Cameroun.

Cette réplication régionale s'inscrit dans la logique commerciale déployée par UN CC:Learn, actif dans plus de 30 pays ¹¹⁷, mais adaptée au contexte institutionnel et linguistique de l'Afrique centrale francophone. Les revenus générés par cette réplication payante alimentent le fonds de pérennisation de Decarbhone RDC. À l'horizon 2029, l'objectif est que 20% du budget de la plateforme provienne de ces revenus de réplication, réduisant la dépendance aux bailleurs internationaux.

7.4.2 Leadership en Climat : l'académie permanente et le réseau de champions

Le cap des 500 leaders formés est atteint par la mobilisation des quatre niveaux du programme : 300 parlementaires (députés et sénateurs), 150 leaders économiques et 50 hauts fonctionnaires. L'académie climatique permanente, créée en 2028 en partenariat avec l'École Nationale d'Administration (ENA) de la RDC, assure la pérennisation de la formation des décideurs au-delà du soutien externe de Decarbhone RDC. Cinq forums annuels sont organisés, rassemblant l'ensemble des leaders formés pour des sessions de mise à jour, de partage d'expériences et de planification collective.

Le réseau de 60 champions climatiques, constitué de 20 facilitateurs certifiés par cycle de trois ans, assure l'effet multiplicateur du programme. Chaque champion forme 50 décideurs par an via des simulations EN-ROADS, portant le nombre de décideurs indirectement touchés à environ 1 000 par an. Ce réseau, inspiré du programme EN-ROADS Climate Ambassadors (960 ambassadeurs dans le monde) ¹¹⁰ et du CVF Global Parliamentary Group Champions ¹⁵⁴, bénéficie d'un accès privilégié aux réseaux internationaux et d'une bourse annuelle de déplacement pour maintenir son rayonnement.

L'aboutissement politique de cette phase se mesure à l'adoption de deux lois climatiques par le Parlement congolais. La première vise à établir un cadre législatif complet pour l'action climatique, s'inspirant de la Climate Change Act ougandaise ¹⁰⁶. La deuxième porte sur l'intégration obligatoire de l'éducation au changement climatique dans les curricula nationaux, avec une ligne budgétaire dédiée une avancée qui comblerait le déficit structurel documenté depuis 2013 ⁸⁴.

7.4.3 Institutionnalisation : le transfert vers le secteur public

L'institutionnalisation constitue la finalité ultime du plan opérationnel : la transformation de Decarbhone RDC d'une initiative portée par des partenaires internationaux en un programme ancré dans les structures publiques congolaises. Ce transfert s'opère selon une approche progressive sur vingt-quatre mois, avec trois jalons mesurables. Le premier jalon, atteint en 2028, est la création d'une ligne budgétaire transversale "Climat-Éducation" dans le budget de l'État, même si son montant initial demeure modeste. Le deuxième jalon, en 2029, est le passage à 50% du financement provenant de sources nationales (État, secteur privé congolais, revenus propres). Le troisième jalon, également en 2029, est l'autonomie de gestion des coordinations provinciales.

Ce processus d'institutionnalisation repose sur les critères de durabilité identifiés dans la littérature : intégration dans les structures permanentes, changement comportemental durable, durabilité financière et mesures transversales sociales et environnementales ¹⁵⁷. L'expérience des programmes de formation climatique dans les pays en développement montre que les stratégies de sortie (exit strategies) les plus efficaces sont celles qui sont planifiées dès la conception, avec des critères de transfert explicites et des mécanismes de vérification participative ¹⁵⁸.

7.5 Indicateurs de performance et M&E

7.5.1 Cadre logique : quatre niveaux d'indicateurs avec cibles chiffrées

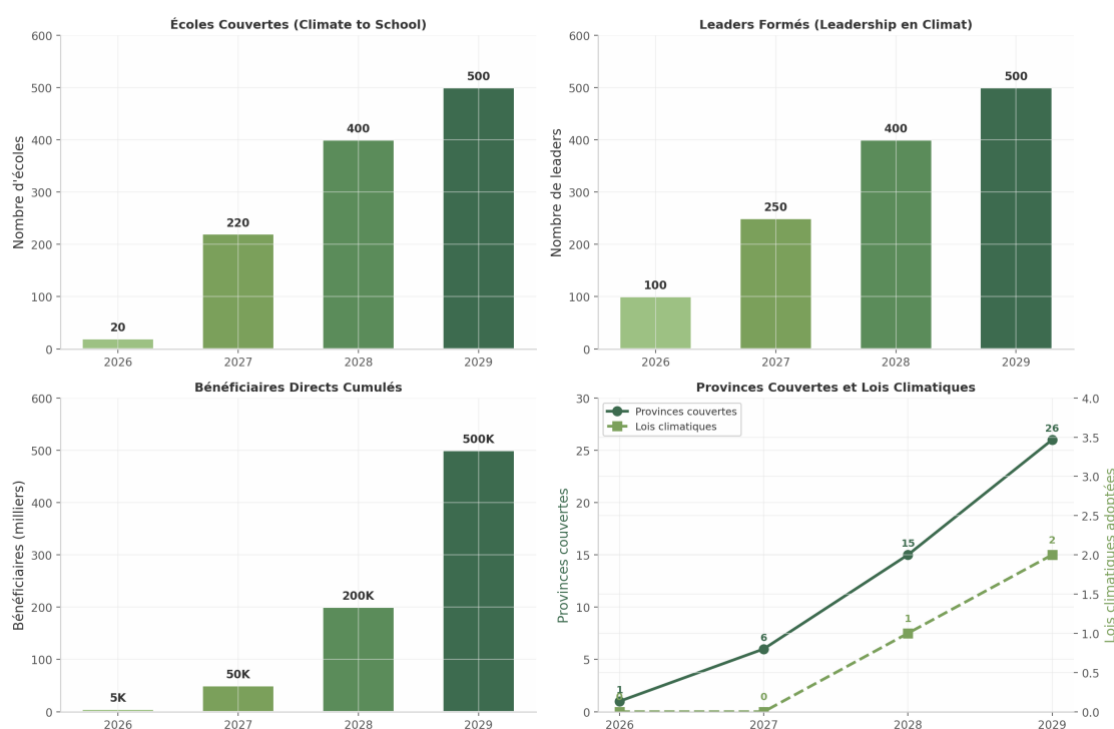
Le système de suivi-évaluation de Decarbhone RDC s'articule autour d'un cadre logique à quatre niveaux intrants, produits, résultats et impact avec des indicateurs mesurables, des cibles annuelles et des méthodes de vérification spécifiées. Cette architecture s'inspire du modèle vietnamien ¹²⁷ et du cadre TAMD (Tracking Adaptation and Measuring Development) développé par l'IIED ¹⁵⁹, adaptés aux capacités de collecte de données du contexte congolais.

¹⁵⁷ upskilleddevelopment.com. <https://upskilleddevelopment.com/project-sustainability-and-exit-strategy-development-course>

¹⁵⁸ gov.gd. https://climateresilience.gov.gd/wp-content/uploads/2024/04/210910_Exit-Strategy-G-CREWS.pdf

¹⁵⁹ GEF. https://www.thegef.org/sites/default/files/publications/STAP_CCA_ME_complete_synthesis.pdf

Indicateurs de Performance DecarbOne RDC — Projections 2026-2029



Projections des indicateurs de performance 2026-2029

Projections des indicateurs de performance 2026-2029

Le tableau suivant présente le cadre logique complet avec les cibles chiffrées pour chaque année du plan triennal.

Niveau	Indicateur	2026	2027	2028	2029	Méthode de vérification
INTRANTS	Budget exécuté (USD)	1 000 000	1 450 000	1 750 000	1 750 000	Rapports financiers audités
	Personnels recrutés	8	15	20	20	Fiches de poste
	Formateurs ToT certifiés	50	100	150	150	Registre de certification
PRODUITS	Écoles partenaires actives	20	220	400	500+	Convention signée + rapport d'activité
	Leaders formés (cumulé)	100	250	400	500+	Registre de participation
	Ateliers EN-ROADS animés	10	35	60	80	Fiches de suivi séance
	Bureaux régionaux	0	3	3	4	Rapport d'activité

Niveau	Indicateur	2026	2027	2028	2029	Méthode de vérification
	opérationnels					trimestriel
RÉSULTATS	Élèves certifiés (cumulé)	500	10 000	30 000	50 000+	Base de données certification
	Propositions de lois climat déposées	0	5	8	10+	Registre parlementaire
	Lois climatiques adoptées	0	0	1	2+	Journal officiel
	Femmes formées (% des bénéficiaires)	45%	45%	45%	45%	Données désagrégées M&E
	Taux de satisfaction des participants	≥ 85%	≥ 85%	≥ 85%	≥ 85%	Enquête post-formation
IMPACT	Bénéficiaires directs touchés (cumulé)	5 000	50 000	200 000	500 000+	Modélisation extrapolation
	Provinces couvertes	1	6	15	26	Cartographie des interventions
	Intégration curriculaire nationale	Non	En cours	En cours	Oui	Arrêté ministériel
	Ligne budgétaire nationale climat-éducation	Non	Non	En création	Opérationnelle	Loi de finances
	Financement national (% du budget)	5%	10%	25%	≥ 50%	Rapports financiers

Ce cadre logique aligne les indicateurs de processus (nombre de formateurs, d'ateliers, d'écoles) sur les standards internationaux de l'UN CC:Learn ¹¹⁹et les indicateurs d'impact (intégration curriculaire, lois adoptées, financement mobilisé) sur les critères de durabilité institutionnelle identifiés dans la littérature ¹⁵⁷. La densité des indicateurs quinze indicateurs répartis sur quatre niveaux demeure gérable pour un contexte où les capacités de collecte de données sont limitées, évitant le piège des systèmes M&E surdimensionnés qui génèrent plus de paperasserie que de connaissances actionnables.

7.5.2 Indicateurs transversaux : genre, certification, législation et financement

Au-delà des indicateurs quantitatifs classiques, Decarbhone RDC intègre quatre indicateurs transversaux qui mesurent la qualité et la durabilité de l'intervention. L'indicateur genre fixe une

cible contraignante de 45% de femmes parmi l'ensemble des bénéficiaires, réparties équitablement entre les deux volets du programme. Ce ciblage repose sur l'évidence que les politiques climatiques conçues sans l'apport des femmes échouent sur trois fronts simultanément : agricole, social et politique. Le taux de certification, cible de 50 000 élèves certifiés à l'horizon 2029, constitue un indicateur de qualité de l'apprentissage plus fiable que le seul nombre de participants sensibilisés, car il vérifie l'acquisition effective des compétences. Le nombre de lois adoptées (cible : 2+) et le financement mobilisé (cible : 50% national à l'horizon 2029) mesurent la capacité du programme à transformer les compétences individuelles en changements structurels.

7.5.3 Mécanismes d'évaluation : rigueur et transparence

Le système d'évaluation de Decarbhone RDC combine quatre mécanismes complémentaires, chacun répondant à une question évaluative spécifique. L'évaluation pré/post-formation, systématique pour chaque cohorte, mesure l'évolution des connaissances et des attitudes des participants via un test standardisé inspiré des outils de l'UN CC:Learn¹¹⁷. Le suivi à 6-12 mois, réalisé par échantillonnage sur 20% des bénéficiaires, évalue la rétention des acquis et l'adoption de comportements durables. L'évaluation externe annuelle, confiée à un cabinet indépendant, fournit une assise crédible pour les rapports aux bailleurs et les ajustements stratégiques. Le tableau de bord public, actualisé trimestriellement sur le site web de Decarbhone RDC, assure la transparence et la redevabilité envers les parties prenantes.

Ces mécanismes s'inscrivent dans le cadre du Glasgow Work Programme sur l'ACE, qui identifie le suivi, l'évaluation et le reporting comme l'un des quatre domaines prioritaires pour la période 2021-2031¹¹³. Ils répondent également à la faiblesse documentée des systèmes M&E dans les programmes d'éducation climatique des pays en développement, où l'absence de cadre complet limite l'évaluation des progrès et la capacité d'apprentissage organisationnel¹⁵⁶. La diffusion des résultats d'évaluation, y compris les échecs et les ajustements nécessaires, constitue une pratique de transparence qui distingue Decarbhone RDC des initiatives antérieures marquées par le manque de redevabilité externe¹⁸.

La rigueur du cadre M&E n'est pas une fin en soi : elle constitue l'instrument qui permettra à Decarbhone RDC de démontrer, avec des données factuelles et vérifiables, que l'éducation climatique n'est pas une dépense sectorielle mais un investissement structurant dont le rendement mesuré en capacités humaines renforcées, en lois adoptées et en financements mobilisés dépasse de plusieurs ordres de grandeur son coût. Dans un pays où le déficit de financement climatique atteint 48,68 milliards USD sur la période 2021-2030 [^H1^], un programme de 4,2 millions USD capable de former les décideurs qui mobiliseront ces financements constitue un amortissement stratégique indiscutable.

8. Gouvernance, Partenariats et Modèle Économique

L'architecture de gouvernance d'une initiative d'éducation climatique à l'échelle nationale ne saurait se réduire à une structure administrative conventionnelle. Dans un contexte caractérisé par une fragmentation institutionnelle avérée où le Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) coordonne les politiques climatiques sans pouvoir de tutelle sur les ministères sectoriels, où le Comité Technique National Climat (CTNC) fonctionne sans cadre budgétaire propre, et où la décentralisation reste largement théorique ¹⁹, Decarbhone RDC doit s'inscrire comme un méta-orchestrateur connectant des acteurs jusqu'alors compartimentés. Ce chapitre détaille la structure de gouvernance tripartite de la plateforme, son écosystème de partenariats stratégiques et son modèle économique sur la période 2026–2029.

8.1 Structure de gouvernance

8.1.1 Conseil d'orientation stratégique

Le Conseil d'Orientation Stratégique (COS) constitue l'instance suprême de gouvernance de Decarbhone RDC. Sa composition reflète une approche pangouvernementale et pansociétale inspirée des principes de l'Action for Climate Empowerment (ACE) de la CCNUCC ¹¹³ et des leçons tirées de l'échec des stratégies précédentes en RDC, attribué notamment à la « faible appropriation locale » et au manque de coordination intersectorielle ⁸³.

Le COS réunit quinze membres permanents : trois représentants gouvernementaux (MEDD, ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique EPSP, et ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ESU), deux représentants du Parlement (commission environnement à l'Assemblée nationale et au Sénat), deux représentants du secteur privé (dont un issu de la Fédération des Entreprises du Congo FEC), deux représentants de la société civile (dont un de la CORAP), deux représentants académiques (universités de Kinshasa et de Lubumbashi), deux représentants des jeunes (mouvements climatiques congolais), et un représentant des organisations de femmes. Cette parité garantit que chaque décision stratégique intègre les perspectives des parties prenantes les plus directement concernées par les impacts climatiques.

Le COS se réunit en session ordinaire deux fois par an et en session extraordinaire sur convocation de son président, élu pour un mandat de deux ans parmi ses membres. Ses attributions couvrent l'approbation du plan stratégique triennal, la validation des rapports annuels d'activité, l'arbitrage des orientations budgétaires et la supervision des partenariats institutionnels majeurs. Il exerce une fonction de redevabilité externe envers les bailleurs de fonds et les autorités congolaises, tout en assurant l'ancrage politique indispensable à la pérennité de l'initiative.

8.1.2 Équipe opérationnelle

L'équipe opérationnelle, placée sous la direction d'un directeur exécutif recruté sur profil international, assure la mise en œuvre quotidienne des programmes. Elle s'organise en quatre départements fonctionnels, chacun correspondant à un volet stratégique de la plateforme. Le département « Climate to School » pilote l'intégration curriculaire et le déploiement des ressources pédagogiques dans les établissements scolaires, en s'appuyant sur la feuille de route en dix étapes du Greening Education Partnership (GEP) de l'UNESCO ¹³⁷. Le département « Leadership en Climat » conçoit et anime les programmes de formation des parlementaires et décideurs territoriaux, capitalisant sur la fenêtre d'opportunité offerte par le renouvellement parlementaire de 2023. Le département « Recherche et Données » produit les indicateurs climatiques, gère le tableau de bord national et assure la fonction d'appui méthodologique aux politiques publiques. Enfin, le département « Partenariats et Financement » centralise la mobilisation des ressources, la gestion des conventions et le reporting auprès des bailleurs.

Cette architecture quadripartite répond directement aux lacunes identifiées dans le cadre institutionnel congolais : absence de mécanisme de coordination interministérielle effective, faiblesse des systèmes de Mesure, Notification et Vérification (MNV), et manque de programmes autonomes de renforcement des capacités ⁸⁵. L'équipe opérationnelle est localisée à Kinshasa avec des antennes régionales à Lubumbashi (sud-est), Kisangani (nord-est) et Bukavu (est), permettant une couverture progressive des 26 provinces.

8.1.3 Comité scientifique

Le Comité Scientifique (CS) assure l'orientation méthodologique et la validation des contenus produits par Decarbhone RDC. Composé de huit experts quatre nationaux (climatologie, pédagogie, sciences forestières, économie de l'environnement) et quatre internationaux, il exerce une fonction de garde-fou académique sur les modules de formation, les publications de recherche et les recommandations politiques. Le CS se réunit une fois par an en session plénière et procède à des revues continues par correspondance. Son rôle est explicitement consultatif : il ne dispose pas de pouvoir de décision opérationnelle mais émet des avis que le directeur exécutif et le COS sont tenus de prendre en considération. Cette disposition vise à garantir la crédibilité scientifique de la plateforme tout en préservant son agilité opérationnelle.

8.2 Partenariats stratégiques

8.2.1 Partenariats institutionnels

L'ancrage institutionnel de Decarbhone RDC repose sur des conventions formelles avec les structures étatiques détentrices de la légitimité réglementaire. Le partenariat avec le MEDD est central : le ministère, en sa qualité de Point Focal National auprès de la CCNUCC ¹², fournit le cadre politique de référence et accorde sa caution technique aux programmes de formation.

La collaboration avec le ministère de l'EPSP vise l'intégration des contenus climatiques dans les curricula nationaux, s'inscrivant dans l'objectif du GEP de l'UNESCO de « verdir » 90% des curricula nationaux d'ici 2030 ¹⁴². Le partenariat avec le ministère de l'ESU mobilise les universités publiques comme relais de formation et de recherche.

Au niveau législatif, Decarbhone RDC entretient des relations structurées avec les commissions environnement de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi qu'avec la Présidence de la République à travers le cabinet conseil en matière de développement durable. Ces partenariats parlementaires visent à garantir que les programmes de formation des élus s'inscrivent dans un cycle vertueux de plaidoyer et de législation, calqué sur le modèle du Parliamentary Forum on Climate Change Uganda (PFCC-U) qui a contribué à l'adoption du Climate Change Act ougandais.

8.2.2 Partenariats internationaux

La dimension internationale des partenariats de Decarbhone RDC s'articule autour de trois pôles : les organisations des Nations Unies, les fonds et initiatives climatiques, et les réseaux parlementaires internationaux. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui a déjà accompagné l'élaboration du Plan National d'Adaptation (PNA) 2022-2026 de la RDC ¹⁶⁰, constitue le partenaire technique privilégié pour le renforcement des capacités institutionnelles. L'UNESCO, à travers son Greening Education Partnership, fournit le cadre normatif et les outils pédagogiques pour l'intégration curriculaire ¹³⁷. L'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI), avec ses engagements cumulés de plus de 900 millions USD et sa dernière lettre d'intention de 500 millions USD avec le FONAREDD ^{161 18}, représente un partenaire stratégique pour le volet plaidoyer et financement. Le Fonds Vert pour le Climat (FVC), bien que la RDC n'ait jusqu'à présent bénéficié que de financements de préparation (readiness) d'environ 1,27 million USD pour le PNA ¹⁶², offre un potentiel d'accès à des ressources plus substantielles à mesure que les capacités d'absorption du pays se renforcent.

Les réseaux parlementaires Association Parlementaire de la Francophonie (APF), GLOBE International et Climate Parliament assurent la connexion entre les parlementaires congolais et leurs homologues d'autres pays, facilitant les échanges de bonnes pratiques législatives en matière climatique. Le lancement du Fonds Bleu du Bassin du Congo, avec 3,55 milliards USD mobilisés en mai 2026 ¹⁶³, ouvre une opportunité de partenariat pour le volet recherche et données sur les écosystèmes forestiers.

¹⁶⁰ Transparence Climatique en RDC. <https://climat-rdc.com/documents/plan-national-dadaptation-aux-changements-climatiques-pna-de-la-rdc-2022-2026/>

¹⁶¹ Climate Funds Update. <https://climatefundsupdate.org/the-funds/central-african-forest-initiative-cafi/>

¹⁶² adaptation-undp.org. <https://www.adaptation-undp.org/projects/national-adaptation-plans-readiness-democratic-republic-congo>

¹⁶³ Ivoirematin.com. https://www.ivoirematin.com/en/news/Afrique/bassin-du-congo-plus-de-35-milliards-de-dollars-mobilises-pour-le-fonds-bleu_n_121911.html

8.2.3 Partenariats académiques et société civile

Les partenariats académiques mobilisent les universités nationales (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani) comme centres de recherche et de formation des formateurs, ainsi que des institutions internationales pour le co-développement méthodologique. La société civile, représentée par la CORAP au CTNC ²⁰ et par les mouvements de jeunes pour le climat, assure le lien avec les communautés locales et la fonction de contrôle citoyen. Le tableau suivant synthétise l'écosystème des partenaires stratégiques de DecarbOne RDC.

Partenaire	Type	Nature de l'apport	Échelle d'intervention
MEDD, EPSP, ESU	Institutionnel	Légitimité politique, intégration curriculaire, cadre réglementaire	National
Assemblée nationale, Sénat	Institutionnel	Plaidoyer législatif, adoption de textes, budget climat	National
PNUD	International	Expertise technique, financement, appui institutionnel	National
UNESCO	International	Cadres normatifs, outils pédagogiques, visibilité	International
CAFI	International	Financement REDD+, appui technique forêt	Bassin du Congo
FVC	International	Accès aux fonds climatiques, renforcement capacités	National
APF, GLOBE, Climate Parliament	International	Réseautage parlementaire, échange législatif	International
Universités (UNIKIN, UNILU, UNIKIS)	Académique	Recherche, formation de formateurs, contenus	National
CORAP, MJC-RDC	Société civile	Mobilisation citoyenne, plaidoyer, redevabilité	National/local
FEC, entreprises minières	Privé	Financement, opportunités d'emploi vert, mise à l'échelle	National

Cette constellation de partenaires couvre l'ensemble des fonctions nécessaires à la réussite de DecarbOne RDC : légitimation politique, financement, expertise technique, recherche académique, mobilisation citoyenne et opportunités économiques. La diversité des acteurs constitue à la fois une force la plateforme s'inscrit dans une logique multi-acteurs conforme aux principes de l'ACE ¹¹³ et un défi de coordination que la gouvernance tripartite (COS, équipe opérationnelle, Comité scientifique) est conçue pour maîtriser. Le partenariat avec le secteur privé, en particulier les entreprises minières qui contribuent actuellement seulement 14,3

millions USD par an au financement climatique (soit 3% du total mobilisé)⁸⁶, vise à décupler leur contribution via des mécanismes de responsabilité sociale et d'investissement vert.

8.3 Modèle économique et budget indicatif

8.3.1 Budget triennal indicatif

Sur la base des programmes comparables de formation climatique à l'échelle nationale dans des pays en développement, dont les budgets annuels se situent entre 500 000 et 2 000 000 USD^{143 144}, le budget triennal de DecarbOne RDC pour la période 2026-2029 est estimé entre 3 et 5 millions USD. Ce budget couvre l'ensemble des volets opérationnels : gouvernance, programmes Climate to School et Leadership en Climat, recherche et données, partenariats, ainsi que les frais de structure. Le tableau ci-dessous détaille la répartition indicative par volet et par année.

Poste budgétaire	Année 1 (2026)	Année 2 (2027)	Année 3 (2028)	Total triennal	Part
Personnel et coordination	300 000	420 000	480 000	1 200 000	30%
Climate to School (formation, matériels, déploiement)	280 000	420 000	560 000	1 260 000	31,5%
Leadership en Climat (séminaires, ateliers parlementaires)	80 000	120 000	160 000	360 000	9%
Recherche et données (indicateurs, tableau de bord, études)	70 000	100 000	130 000	300 000	7,5%
Digitalisation et ressources pédagogiques	90 000	110 000	100 000	300 000	7,5%
Partenariats et plaidoyer (événements, missions)	50 000	80 000	90 000	220 000	5,5%
Suivi-évaluation et audit	40 000	60 000	80 000	180 000	4,5%
Fonds de contingence	30 000	50 000	50 000	130 000	3,3%
Frais de structure (bureaux, équipements, administratifs)	60 000	90 000	100 000	250 000	6,2%
Total	1 000 000	1 450 000	1 750 000	4 200 000	100%

La progression croissante du budget au fil des trois années reflète la logique de passage à l'échelle (scaling) préconisée par les cadres internationaux d'éducation au développement durable, qui identifient trois dimensions simultanées du scaling : approfondissement, extension et transformation institutionnelle¹⁵⁶. La première année constitue une phase de fondation axée sur la mise en place de la gouvernance, le recrutement des équipes et le lancement des

pilotes. La deuxième année marque la consolidation avec l'extension territoriale et l'intensification des formations. La troisième année vise le passage à l'échelle nationale et l'institutionnalisation des programmes.

8.3.2 Sources de financement

Le modèle économique de Decarbhone RDC repose sur une diversification quadripartite des sources de financement visant à réduire la dépendance aux seuls bailleurs internationaux écueil dans lequel sont tombées de nombreuses initiatives climatiques en RDC ¹⁸. La répartition cible s'établit comme suit : bailleurs internationaux (60%), secteur privé (20%), revenus propres (15%), et contribution publique congolaise (5%).

Les bailleurs internationaux (2,52 millions USD sur le triennal) correspondent aux fonds climatiques (FVC, CAFI, FEM), aux agences de coopération bilatérale (AFD, USAID, GIZ) et aux fondations philanthropiques. Cette part de 60%, bien que majoritaire, demeure inférieure à la dépendance structurelle du FONAREDD envers les financements extérieurs (près de 100% des ressources) ¹⁸, ce qui constitue une démarche délibérée de réduction du risque fiduciaire. Le secteur privé (840 000 USD) se mobilise à travers des partenariats de responsabilité sociale des entreprises (RSE), des mécénats et des contrats de service avec les entreprises minières et télécoms. Les revenus propres (630 000 USD) proviennent de la vente de formations payantes aux organisations internationales, de la réplique payante du modèle Decarbhone dans d'autres pays du Bassin du Congo, et des services de conseil en éducation climatique. Enfin, la contribution publique (210 000 USD) représente l'engagement symbolique de l'État congolais, matérialisé par des mises à disposition de locaux, de personnel enseignant et de canaux de diffusion officiels.

8.3.3 Stratégie de mobilisation des ressources

La stratégie de mobilisation des ressources de Decarbhone RDC s'appuie sur quatre leviers complémentaires. Le premier levier consiste en la constitution d'un pipeline de projets bancables alignés sur les priorités de la CDN révisée de la RDC (atténuation à 52,6%, adaptation à 47,4%) ⁸⁰ et sur le pilier 5 du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028 consacré à la protection de l'environnement ⁸¹. Chaque projet de formation est conçu comme une proposition d'investissement climatique mesurable, avec des indicateurs de résultats (outcomes) et d'impact (impacts) conformes aux standards du FVC et de CAFI.

Le deuxième levier vise l'accès aux fonds climatiques internationaux, en particulier le FVC pour le volet adaptation et CAFI pour le volet atténuation forestière. L'opérationnalisation de l'Article 6 de l'Accord de Paris à la COP29 de Bakou 7 ouvre des perspectives nouvelles de financement basé sur les résultats, que Decarbhone RDC entend exploiter en démontrant que l'éducation climatique génère des externalités positives mesurables sur les comportements d'atténuation et d'adaptation.

Le troisième levier développe des partenariats public-privé (PPP) ciblés avec les entreprises du secteur minier et énergétique. Le rapport de la Banque mondiale sur le climat et le développement en RDC recommande explicitement la création d'un « cadre de rencontre entre acteurs privés nationaux et internationaux et banques de développement » pour surmonter le déficit de financement privé actuel ⁸⁶. Decarbhone RDC se positionne comme l'interface facilitant cette connexion, en offrant aux entreprises des programmes de formation certifiants pour leurs employés et leurs communautés d'impact.

Le quatrième levier, le modèle de réplique payante, constitue l'innovation économique de la plateforme. Les outils méthodologiques développés (curriculum Climate to School, modules de formation parlementaire, indicateurs de suivi-évaluation) sont conçus dès l'origine pour être transférables aux autres pays du Bassin du Congo. Cette stratégie de réplique s'inscrit dans la même logique commerciale que celle déployée par UN CC:Learn, actif dans plus de 30 pays avec plus de 400 000 certificats émis ¹¹⁷, mais adaptée au contexte institutionnel et linguistique de l'Afrique centrale francophone. Les revenus générés par cette réplique alimentent un fonds de pérennisation assurant la survie de la plateforme au-delà de la période de financement initial.

Ce modèle économique, fondé sur une diversification prudente des sources et sur une progression progressive des dépenses calquée sur le scaling opérationnel, vise à éviter le sort des initiatives climatiques congolaises précédentes, qui « nécessitent encore des moyens de mise en œuvre et un alignement important sur les principales priorités stratégiques de développement national » ⁸⁵. En inscrivant l'éducation climatique comme un investissement structurant au service des objectifs nationaux définis dans le PNSD, la CDN et le PNA, Decarbhone RDC entend démontrer que la littératie climatique n'est pas une dépense sectorielle mais un préalable à toute gouvernance climatique effective.

9. Conclusion et Recommandations Stratégiques

9.1 Synthèse de l'argumentaire

9.1.1 La RDC comme pays-clé de la transition verte mondiale : l'impératif du capital humain

Les huit chapitres précédents établissent un argumentaire convergent : la République démocratique du Congo n'est pas un pays climatique parmi d'autres, elle en est un maillon structurel. Avec 74,2% des réserves mondiales de cobalt, la deuxième forêt tropicale de la planète et un potentiel hydroélectrique estimé à plus de 100 000 MW, la RDC concentre les ressources sans lesquelles la transition énergétique mondiale reste un projet sur papier [^H3^]. Pourtant, ce patrimoine coexiste avec une vulnérabilité climatique extrême – 184e rang sur 187 pays à l'indice ND-GAIN 2024 ¹¹ et une pauvreté qui touche 62,3% de la population ⁸⁹. Le rapport CCDR de la Banque mondiale quantifie le coût de l'inaction : une contraction du PIB projetée de 4,7% à 12,9% d'ici 2050, soit 16 millions de personnes supplémentaires basculant dans la pauvreté ¹⁶.

Ce paradoxe ressources stratégiques mondiales et vulnérabilité nationale extrême relève d'un schéma systémique d'extraction sans redistribution. La RDC ne capte qu'environ 3% de la valeur de la chaîne batteries-véhicules électriques [^H3^]. Le FONAREDD n'a mobilisé que 750 millions USD en douze ans sur des besoins estimés à 48,68 milliards USD ¹⁸. Le projet Grand Inga reste bloqué par des décennies de gouvernance défailante [^H8^]. Sans engagement congolais structuré et durable, la décarbonation mondiale est irréalisable et cet engagement ne passera que par le capital humain.

9.1.2 Decarbhone RDC comme réponse structurante : traiter la cause plutôt que les symptômes

La réponse conventionnelle au défi climatique congolais consiste à produire des plans stratégiques supplémentaires. La RDC en dispose déjà d'une surabondance : PNSD, PNA, SPANB, PSPA-CC, CDN des documents cohérents sur le papier, paralysés par une fragmentation institutionnelle sévère entre le MEDD, le CTNC, la CN-REDD et le FONAREDD [^H7^] ¹⁹. Le véritable goulot d'étranglement n'est pas le manque de stratégie, c'est l'absence de coordination opérationnelle.

Decarbhone RDC propose une rupture méthodologique. Plutôt qu'un plan de plus, la plateforme se positionne comme méta-orchestrateur connectant quatre dimensions jusqu'ici disjointes : l'éducation des jeunes, le plaidoyer politique, les données climatiques et les communautés locales [^H20^]. Sa théorie du changement repose sur une chaîne causale : l'éducation produit une pression citoyenne structurée ; cette pression force la formation des leaders politiques ; les leaders informés améliorent la gouvernance ; une gouvernance améliorée permet une capture de valeur locale ; cette capture génère la résilience climatique durable [^H4^]. Cette approche, inscrite dans le cadre de l'Action for Climate Empowerment (ACE) de

la CCNUCC ¹¹³, traite la cause l'absence de capital humain climatique plutôt que les symptômes.

9.1.3 Les vingt insights cross-dimensionnels : de la constatation à l'action

L'analyse cross-dimensionnelle a généré vingt insights convergents, classés en tensions structurelles, opportunités stratégiques et diagnostics systémiques. Le tableau suivant les synthétise avec les réponses opérationnelles de DecarbOne RDC.

#	Insight	Catégorie	Dimensions	Réponse opérationnelle
1	Paradoxe de l'Extraction : pays-solution, peuples-oubliés [^H1^]	Tension	Vulnérabilité, forêt, minerais, énergie, transition juste	Plaidoyer pour la capture de valeur locale
2	Énergie comme variable de contrôle [^H2^]	Opportunité	Forêt, énergie, transition juste	Littératie énergétique, électrification rurale
3	Gouvernance comme goulot d'étranglement [^H3^]	Diagnostic	Institutions, financement, leaders, stratégies	Méta-espace de coordination, formation des leaders
4	Éducation climatique comme levier de rupture [^H4^]	Opportunité	Éducation, leaders, stratégies	Climate to School + Leadership en Climat transversal
5	Femmes comme nœud systémique [^H5^]	Opportunité	Vulnérabilité, éducation, transition juste	Ciblage 50% filles, agricultrices ambassadrices
6	Forêt comme champ de bataille géopolitique [^H6^]	Tension	Forêt, minerais, financement	Neutralité stratégique, plaidoyer multi-partenaires
7	Absence de données comme handicap systémique [^H7^]	Diagnostic	Vulnérabilité, institutions, énergie	Tableau de bord national, 15 indicateurs harmonisés
8	Syndrome d'Inga : potentiel bloqué par gouvernance [^H8^]	Tension	Minerais, institutions, énergie	Approches distribuées, échelle modeste comme stratégie
9	Capture locale de valeur comme condition préalable [^H9^]	Opportunité	Minerais, financement, transition juste	Formation aux métiers de la transition verte
10	Marchés carbone : opportunité vs exclusion	Risque/Opportunité	Forêt, financement, transition juste	REDD+ communautaire, vérification participative

#	Insight	Catégorie	Dimensions	Réponse opérationnelle
	[^H10^]			
11	Jeunesse comme dividende démographique actif [^H11^]	Opportunité	Éducation, leaders, transition juste	500 000+ jeunes formés, investissement stratégique
12	Inaction comme scénario le plus coûteux [^H12^]	Plaidoyer	Vulnérabilité, financement, transition juste	Articulation économique : coût inaction > coût action
13	Solaire décentralisé comme voie d'évitement [^H13^]	Opportunité	Institutions, énergie, stratégies	Promotion EnR décentralisées, installateurs solaires locaux
14	Éducation comme pré-requis aux marchés carbone [^H14^]	Niche	Financement, éducation, transition juste	Module marchés carbone dans programmes communautaires
15	Orphelinat de l'éducation dans le financement (<2% ACE) [^H15^]	Diagnostic	Financement, éducation, stratégies	Démonstration du rendement élevé de l'éducation climatique
16	Corruption comme barrière transversale [^H16^]	Contrainte	Minerais, institutions, financement, énergie	Anti-corruption by design, transparence, vérification participative
17	Leadership politique comme variable d'inflexion [^H17^]	Opportunité temporelle	Institutions, leaders	Formation parlementaire urgente, modèle PFCC-U
18	Agriculture comme interface adaptation-émission [^H18^]	Priorité	Vulnérabilité, forêt, transition juste	Agriculture climato-intelligente, ciblage agricultrices
19	Compact énergétique comme test de foi [^H19^]	Indicateur	Institutions, financement, énergie	Observation indépendante, documentation transparente
20	DecarbOne RDC comme méta-orchestrateur [^H20^]	Positionnement	Institutions, éducation, leaders, stratégies	Hub intégré, programmes conçus comme système interconnecté

Ce tableau révèle une architecture cognitive cohérente : sept tensions structurelles définissent le terrain d'intervention, dix opportunités stratégiques constituent les leviers actionnables, et

trois diagnostics systémiques orientent la posture de la plateforme. L'insight 20 synthétise le positionnement global. La concentration des opportunités dans les dimensions « éducation » et « énergie » confirme que DecarbOne RDC mise sur l'éducation climatique comme méta-levier transversal et les énergies renouvelables décentralisées comme voie d'action immédiate contournant le bottleneck institutionnel.

9.2 Recommandations prioritaires

9.2.1 Recommandation 1 — Lancer en urgence la formation des leaders politiques

Le renouvellement parlementaire d'environ 70% aux élections de décembre 2023 a créé une fenêtre d'opportunité historique : la majorité des députés sont nouveaux, formables, et non encore intégrés dans les réseaux d'intérêts établis [^H17^]. Cette fenêtre se fermera progressivement. L'expérience ougandaise du PFCC-U démontre que la formation rapide des parlementaires nouvellement élus produit des résultats législatifs mesurables en trois à cinq ans : la Climate Change Act de 2021 impose qu'aucun budget ministériel ne passe le Parlement sans certificat climat ¹⁰⁶. La session parlementaire de septembre 2026 constitue l'opportunité calendaire immédiate pour le Sénat congolais. La recommandation est d'une urgence temporelle : déployer le programme Leadership en Climat avant septembre 2026, en capitalisant sur le simulateur EN-ROADS du MIT Sloan ¹¹⁰ et sur le Corpus législatif climat de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie ¹¹⁴.

9.2.2 Recommandation 2 — Constituer DecarbOne RDC comme hub régional de formation climatique pour le Bassin du Congo

Le Bassin du Congo rassemble dix pays partageant des écosystèmes forestiers et des défis énergétiques comparables, mais le financement climatique y est 2 à 5 fois inférieur à celui de l'Amazonie (0,21–0,50 USD/ha/an contre 1,14–2,10 USD/ha/an) [^M1^]. Les outils développés par DecarbOne RDC curriculum Climate to School, modules parlementaires, indicateurs de suivi sont conçus pour être transférables. La recommandation consiste à inscrire la dimension régionale dans la stratégie dès 2027, avec un objectif de réplique dans au moins deux pays du Bassin d'ici 2029, générant des revenus propres tout en positionnant la RDC comme leader régional de l'éducation climatique.

9.2.3 Recommandation 3 — Conditionner tout financement climatique externe à un investissement minimum en éducation climatique

Les financements internationaux consacrent moins de 2% aux activités d'éducation et d'ACE [^H15^], alors que l'article 6, paragraphe 8 de la CCNUCC mandate expressément l'action pour l'empowerment climatique. Cette sous-priorisation s'explique par la préférence des bailleurs pour des projets infrastructurels aux externalités immédiates. La recommandation est que DecarbOne RDC agisse comme champion d'une clause d'investissement éducative : tout projet REDD+, tout contrat minier, tout accord énergétique devrait consacrer un minimum de

5% de son enveloppe à l'éducation climatique et au renforcement des capacités locales. Cette clause transformerait le financement climatique d'une logique de dépense en une logique d'investissement dans le capital humain.

9.2.4 Recommandation 4 — Intégrer systématiquement le genre et les peuples autochtones dans tous les programmes

Les femmes congolaises représentent 60 à 73% de la main-d'œuvre agricole et seulement 12,8% au Parlement [^H5^]. Les peuples autochtones, gardiens des savoirs écologiques du Bassin du Congo, demeurent exclus des négociations climatiques. Ignorer ces groupes, c'est ignorer l'interface entre toutes les dimensions de la transition. La recommandation consiste à intégrer une dimension genre et autochtones explicite dans chaque programme : 50% de filles dans Climate to School, formation des agricultrices comme ambassadrices climatiques, inclusion de représentants autochtones au Conseil d'Orientation Stratégique. Cette intégration n'est pas une option philanthropique : c'est une condition de pertinence opérationnelle, car les politiques climatiques qui ne ciblent pas les femmes échouent sur trois fronts simultanés [^H5^].

9.2.5 Recommandation 5 — Produire et diffuser des données climatiques harmonisées comme bien public national

L'incertitude statistique sur des indicateurs basiques taux d'accès à l'électricité oscillant entre 10,3% et 22,1% selon les sources, pauvreté entre 62% et 73% crée une paralysie décisionnelle où chaque camp choisit l'indicateur qui soutient son agenda [^H7^]. La recommandation est que Decarbhone RDC assume la fonction de « data broker » national : production annuelle d'un tableau de bord de quinze indicateurs climatiques clés avec méthodologie transparente, plateforme de données ouvertes, et participation aux processus MNV de la CCNUCC. Ce produit de connaissance constituerait un bien public national renforçant la crédibilité de la plateforme et la capacité de pilotage de l'État congolais.

9.3 Appel à l'action

9.3.1 Aux décideurs politiques congolais : le climat comme condition de survie

Le changement climatique n'est pas une option budgétaire parmi d'autres il est une condition de survie économique et sociale. Les pertes projetées de 4,7% à 12,9% du PIB d'ici 2050 ¹⁶ se traduisent par des inondations qui ont détruit 1 325 écoles en 2024 ¹⁷, des rendements agricoles en baisse de 16 à 27% ¹⁶, et une déforestation record de 590 000 hectares de forêt primaire la même année [^H5^]. Les décideurs disposent d'un levier unique : une législature réceptive, formable, capable de transformer le cadre législatif comme l'a fait le Parlement ougandais ¹⁰⁶. Mais cette fenêtre se ferme. L'appel est simple : consacrer 0,1% du budget national à l'éducation climatique ligne budgétaire inexistante malgré la loi 14/004 de 2014 [^H8^] et adopter un Climate Change Act d'ici 2027.

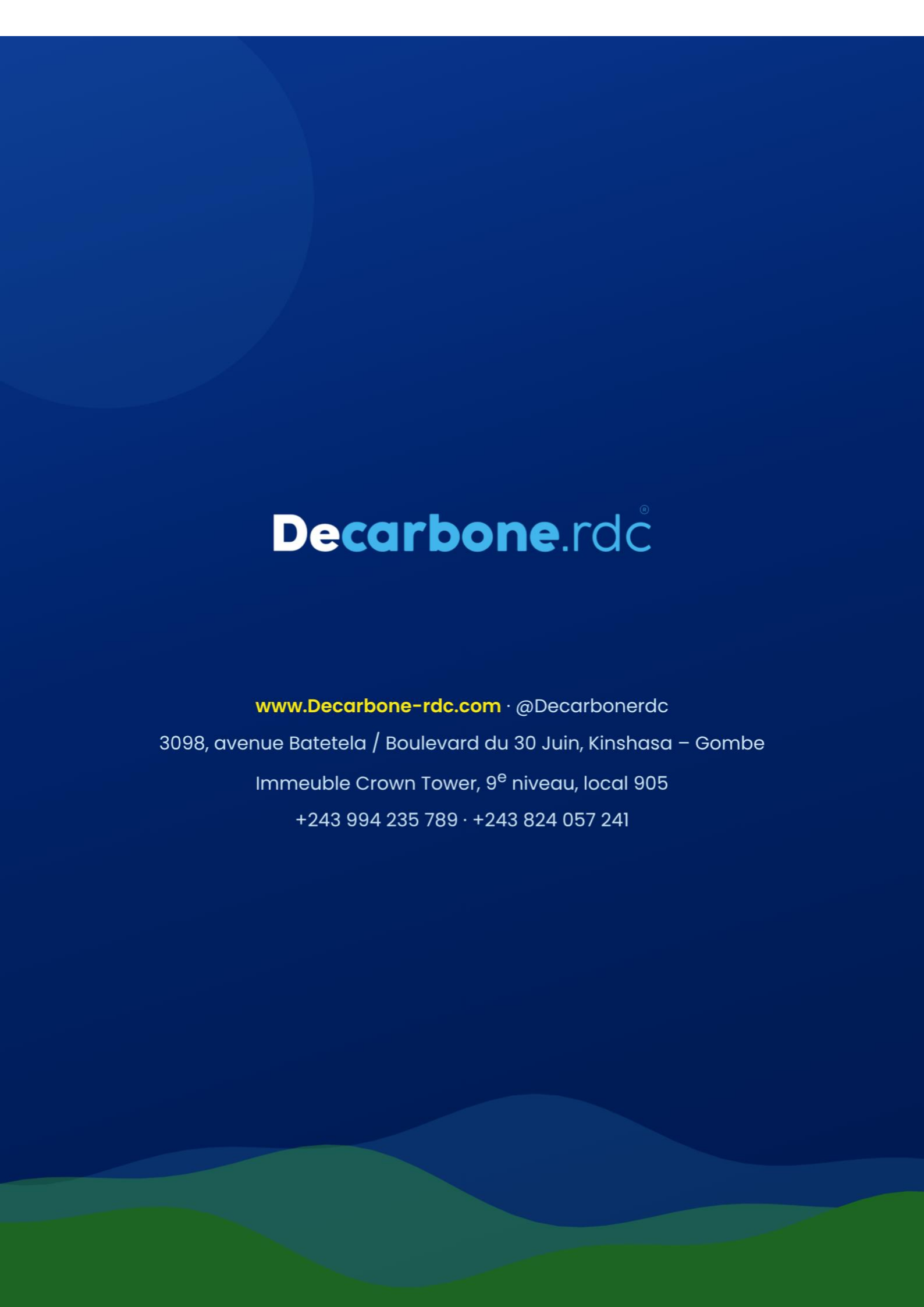
9.3.2 Aux partenaires internationaux : le meilleur rendement au monde

L'investissement dans le capital humain climatique de la RDC offre le meilleur rapport coût-efficacité des interventions climatiques. Un budget de 4,2 millions USD sur trois ans permet de former 500 000 personnes, structurer 500 formateurs locaux, certifier 500 leaders politiques et produire un tableau de bord national. À titre de comparaison, 750 millions USD mobilisés par le FONAREDD en douze ans ont produit des résultats limités en résilience locale ¹⁸. Le compact énergétique de 37 milliards USD [^H19^] risque de reproduire le syndrome d'Inga sans capital humain. L'appel est de conditionner les financements infrastructurels à un investissement proportionné en éducation climatique, et de reconnaître que la littératie climatique n'est pas une dépense sectorielle mais un préalable à toute gouvernance climatique effective.

9.3.3 Aux jeunes Congolais : vous êtes le premier actif du pays

Avec 70% de la population âgée de moins de 30 ans, la jeunesse congolaise constitue le seul dividende démographique massif du pays face au changement climatique [^H11^]. Sous-investie aujourd'hui les financements consacrent moins de 2% à l'éducation climatique elle représente la force de transformation la plus puissante de la RDC. Les jeunes Congolais sont les installateurs solaires de demain, les agronomes climato-intelligents qui sécuriseront les rendements, les parlementaires qui voteront le Climate Change Act. L'appel est de s'emparer des outils que Decarbhone RDC met à disposition Climate to School, plateforme UN CC:Learn avec ses 120 cours gratuits en français ⁹⁸ et de transformer cette littératie en pression citoyenne structurée. L'histoire des transitions montre que les générations les plus jeunes produisent les ruptures les plus durables. La RDC ne manque pas de ressources naturelles ni de plans stratégiques. Elle manque de citoyens informés exigeant des politiques à la hauteur de l'enjeu. Les jeunes Congolais sont appelés à combler ce vide non pas demain, mais aujourd'hui.

L'argumentaire de cette note conceptuelle converge vers une conclusion impitoyable : la décarbonation de la RDC ne passera ni par un plan de plus, ni par un milliard supplémentaire, ni par une nouvelle institution. Elle passera par des citoyens capables de comprendre, des leaders capables de décider, et des communautés capables d'agir. C'est précisément ce que Decarbhone RDC se propose de construire un capital humain climatique de masse, forgé école par école, parlementaire par parlementaire, communauté par communauté. Le temps des diagnostics est révolu. Celui de l'action commence.



Decarbonate[®].rdc

www.Decarbonate-rdc.com · @Decarbonerdc

3098, avenue Batetela / Boulevard du 30 Juin, Kinshasa – Gombe

Immeuble Crown Tower, 9^e niveau, local 905

+243 994 235 789 · +243 824 057 241